

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DÉPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**LES FACTEURS FONDAMENTAUX DETERMINANT  
LA MISE EN ŒUVRE DES INITIATIVES DE PAIX  
ISRAELO-PALESTINIENNES**

**THÈSE DE MASTER RECHERCHE**

**Umut Güngörür**

**Directeur de recherche: Doç. Dr. Enis Tulça**

**Mémoire pour l'obtention du DEA Relations Internationales**

**SEPTEMBRE 2006**



## TABLE DES MATIERES

### INTRODUCTION

#### **PREMIERE PARTIE** - Les Facteurs Essentiels Déterminant Les Initiatives de Paix Israélo – Palestiniennes À la Veille de la 2ème Intifada

**Chapitre I.** Les Facteurs Intérieurs Influant les Efforts de Paix Israélo–Palestiniens Menés Entre Les Années 1991 et 2000.....p. 8-11

**Section I** - La Montée de l’Islamisme au Moyen-Orient.....p. 11-15

**Section II** - Les Effets Fondamentaux de l’Intifada.....p. 15-22

**Section III** - L’Affaiblissement de l’OLP.....p. 22-27

**Chapitre II.** Les Facteurs Extérieurs Influant les Efforts de Paix Israélo–Palestiniens Menés Entre Les Années 1991 et 2000

**Section I** - La Fin de la Guerre Froide.....p. 27-31

**Section II**- Les Initiatives de Paix Lancées par des Acteurs Hors Région.....p. 32-42

**Section III**- Les Etapes Fondamentales dans le Processus de Paix au Moyen-Orient

**Sous Section I** - Le Processus de Madrid.....p. 43-46

**Sous Section II**- Le Processus d’Oslo.....p. 46-60

**Chapitre III.** Les Interactions entre les Facteurs Intérieurs et Extérieurs.....p. 60-64

#### **DEUXIEME PARTIE** - Les Facteurs Essentiels Déterminant Les Initiatives de Paix Israélo – Palestiniennes À la Suite de la 2ème Intifada.....p. 65-68

**Chapitre I.** Les Facteurs Intérieurs Influant les Efforts de Paix Israélo – Palestiniens Menés Entre Les Années 2000 et 2006

**Section I** - Le Pouvoir du Likoud Présidé par Ariel Sharon.....p. 68-78

**Section II** - La Période Présidentielle de Mahmoud Abbas.....p. 78-83

**Section III** - La Clôture d’une Période: La Fin des Périodes de Likoud et de Fatah.....p. 83-88

**Chapitre II.** Les Facteurs Extérieurs Influant les Efforts de Paix Israélo - Palestiniens Menés Entre Les Années 2000 et 2006

**Section I** - Les Effet Fondamentaux des Attaques du 11 septembre.....p. 88-92

**Section II** - Les Opérations Militaires en Afghanistan et en Irak.....p. 92-95

**Section III** - Les Initiatives de Paix Lancées par des Acteurs Hors Région.....p. 95-113

**Chapitre III.** Les Interactions entre les Facteurs Intérieurs et Extérieurs.....p. 113-117

**CONCLUSION**

**BIBLIOGRAPHIE**

## **ABBREVIATIONS**

**CCA:** Conseil de Coopération Arabe

**FDLP:** Front Démocratique pour la Libération de la Palestine

**FPLP:** Front Populaire de Libération de la Palestine

**OLP:** Organisation de Libération de la Palestine

**ONU:** Organisation des Nations Unies

**LEA:** Ligue des Etats Arabes

**PCP:** Parti Communiste de Paletsine

**UE:** Union Européenne

**UMA:** Union Maghrébine – Arabe

## INTRODUCTION

Depuis plus d'un demi siècle, le conflit israélo-palestinien, qui constitue également l'un des centres les plus importants des conflits régionaux vécus entre Israël et les autres pays de la région, se trouve encore à la tête des questions les plus complexes et chroniques au Moyen-Orient. Dans ce contexte, le règlement pacifique de la question israélo-palestinienne est d'une importance vitale pour l'établissement d'un Moyen-Orient plus harmonieux et plus stable. Car, ce conflit en question produit non seulement l'hostilité israélo-arabe et/ou israélo-palestinienne mais aussi une hostilité profonde contre les puissances Occidentales et leurs pays alliés Moyen-orientaux ayant des relations étroites avec Israël. C'est pour cette raison que, dès la fondation de l'Etat d'Israël dans les territoires palestiniens, les initiatives de paix israélo-palestiniennes furent toujours très importantes aussi bien pour les pays de la région que pour les grandes puissances Occidentales visant à créer leur propre hégémonie régionale au Moyen-Orient.

En revanche, bien que le règlement pacifique du conflit israélo-palestinien ait une telle portée stratégique importante, aucune initiative de paix mise en œuvre soit par les pays de la région soit par les acteurs hors région n'a pu réussir d'établir une paix durable et stable. Malgré cela, ni les acteurs régionaux ni les acteurs hors région réunis sous le leadership des Etats-Unis n'ont jamais renoncé aux initiatives visant à mettre fin au conflit israélo-palestinien. Dans ce cadre, soit au cours de la période incluant les processus de Madrid (1991-1993) et d'Oslo (1993-2000) qui ont été suspendus avec l'éclatement de la 2<sup>ème</sup> Intifada (le 28 septembre 2000) soit au cours de la période suivant la 2<sup>ème</sup> Intifada, les initiatives de paix israélo-palestiniennes sont poursuivies en vue de résoudre à chaque fois les mêmes questions de fond demeurant à la base du conflit israélo-palestinien. Par conséquent, malgré que les questions de fond entre les parties en litige soient les mêmes à la veille et à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada, les parties concernées, par l'effet de certains facteurs intérieurs

provenant des dynamiques régionales et de certains facteurs extérieurs provenant des dynamiques globales, ont continué à mettre en œuvre des nouvelles initiatives de paix destinées à résoudre la question israélo-palestinienne. Car, les mêmes questions de fond telles que la question des réfugiés palestiniens, la définition du statut politique de Jérusalem, la poursuite du processus d'extension des colonies juives en territoires occupés, la détermination des frontières définitives, les questions de sécurité qui n'ont pas pu être résolues par les parties concernées ont évidemment entraîné, dans les deux périodes, les questions similaires, qui ont sérieusement menacé les intérêts nationaux de chacun des acteurs effectués négativement par l'échec des initiatives de paix visant à mettre fin au conflit israélo-palestinien. Dans ce contexte, il est également possible de parler d'une autre continuité et/ou d'une similarité importante entre les facteurs intérieurs et extérieurs qui ont dans les deux périodes orienté les parties concernées vers le choix de mettre en œuvre des nouvelles initiatives de paix destinées à résoudre la question israélo-palestinienne.

Dans le cadre de cette étude, on va examiner les facteurs intérieurs et extérieurs jouant un rôle déterminant sur la mise en œuvre des initiatives de paix israélo-palestiniennes menées au cours des processus de Madrid (1991-1993) et d'Oslo (1993-2000) et reprises au cours du processus suivant la 2<sup>ème</sup> Intifada. De ce fait, on va essayer d'analyser les similarités et/ou les continuités fondamentales entre les facteurs intérieurs et extérieurs incitant les parties concernées à mettre en œuvre des nouvelles initiatives de paix destinées à résoudre à chaque fois les questions similaires demeurant à la base de l'échec des initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la veille et à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Notre étude serait composée de deux parties principales dont la première serait consacrée à l'analyse des facteurs essentiels déterminant les initiatives de paix israélo – palestiniennes menées à la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada alors que la deuxième partie examinerait les facteurs essentiels déterminant les initiatives de paix israélo – palestiniennes menées au lendemain de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Dans toutes ces deux parties principales de l'étude, on va se concentrer d'abord sur les facteurs intérieurs et ensuite sur les facteurs extérieurs influant les efforts de paix israélo- palestiniens. Par ailleurs, pour pouvoir faire une synthèse complète sur ces

facteurs essentiels déterminant les initiatives de paix israélo-palestiniennes à la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada, on va également analyser les interactions entre ces facteurs intérieurs et extérieurs en question. Par conséquent, chaque partie principale de l'étude va inclure trois sous-chapitres fondamentaux analysant d'abord les facteurs intérieurs, puis les facteurs extérieurs et dernièrement les interactions entre les facteurs intérieurs et extérieurs vécues dans chacune des périodes à la veille et à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Au premier sous-chapitre de la première partie, on va examiner trois facteurs intérieurs regroupés sous trois sections intitulées: *La Montée de l'Islamisme au Moyen-Orient*, *Les Effets Fondamentaux de l'Intifada* et *L'Affaiblissement de l'OLP* (Organisation de Libération de la Palestine).

Par l'intermédiaire de cette première section consacrée notamment à l'analyse des causes et des effets du processus de montée de l'Islamisme au Moyen-Orient, on va d'abord définir la notion d'Islamisme et ensuite examiner les discours et les caractéristiques fondamentaux des mouvements islamistes. De ce fait, on va essayer d'aborder une certaine partie des effets fondamentaux du processus de montée de l'Islamisme sur le lancement et la poursuite des initiatives de paix israélo-arabes.

Quant à la deuxième section intitulée *Les Effets Fondamentaux de l'Intifada*, on va examiner à la fois les caractéristiques générales du soulèvement populaire palestinien et les réactions essentielles de la communauté internationale (notamment celles des pays arabes, de l'OLP, d'Israël et des Etats-Unis) vis-à-vis de l'Intifada. De ce fait, on va essayer d'analyser les effets fondamentaux de l'Intifada sur le processus de paix israélo-palestinienne à la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Dernièrement, dans la troisième section consacrée à l'étude du processus d'affaiblissement de l'OLP, on va essayer d'abord de comprendre la vision et les discours politiques fondamentaux de l'OLP. En suite, on va examiner le processus de naissance et de montée des mouvements d'opposition qui ont suscité l'émergence des fractions politiques à la fois au sein de l'OLP elle-même et en dehors de l'OLP qui ont été lancés par certaines organisations islamistes telles que le Jihad Islamique et le Hamas. Grâce à cela, on va également connaître les visions et les discours



politiques fondamentaux de ces organisations islamistes créant des effets importants sur le processus d'affaiblissement de l'OLP. D'autre part, on va aussi se concentrer sur les causes extérieures de ce processus d'affaiblissement influencé directement par certains facteurs importants découlant de la conjoncture internationale. C'est ainsi que l'on va essayer de faire une analyse compréhensive relative aux effets fondamentaux du processus d'affaiblissement de l'OLP sur le processus de mise en œuvre des initiatives de paix israélo-palestiniennes.

En ce qui concerne le deuxième sous-chapitre de la première partie, on va se concentrer cette fois-ci sur trois facteurs extérieurs fondamentaux qui ont été regroupés sous trois sections intitulées: *La Fin de la Guerre Froide*, *Les Initiatives de Paix Israélo-palestiniennes Lancées par les Acteurs Hors Région* et *Les Etapes Fondamentales dans le Processus de Paix au Moyen-Orient*.

Dans la première section consacrée à l'analyse des dynamiques émergées avec la fin de la Guerre Froide, on va examiner les transformations profondes vécues au Moyen-Orient et au système international à la suite de l'effondrement de l'Union Soviétique. Dans ce cadre, on va se concentrer notamment sur la Guerre du Golfe qui a créé des effets essentiels de point de vue de la restructuration de la conjoncture régionale du Moyen-Orient dans la période de post Guerre Froide. De ce fait, on va essayer d'analyser les effets fondamentaux de la fin de la Guerre Froide sur la mise en œuvre des initiatives de paix israélo-palestiniennes à la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Quant à la deuxième section visant à examiner les effets fondamentaux des initiatives de paix israélo-palestiniennes lancées par les acteurs hors région, on va observer les efforts de paix menés par l'Union Européenne, la Russie, la Chine et notamment les Etats-Unis. Dans ce cadre, on va également examiner les approches fondamentales de chacun de ces acteurs hors région vis-à-vis des efforts destinés à mettre fin au conflit israélo-palestinien. Ainsi, on pourrait aussi analyser les causes fondamentales derrière de l'échec des processus de Madrid et d'Oslo.

Dernièrement, dans la troisième section intitulée *Les Etapes Fondamentales dans le Processus de Paix au Moyen-Orient*, on va traiter toutes les étapes importantes réalisées dans le cadre des processus de Madrid et d'Oslo. Par ailleurs, on va aussi

aborder les contenus spécifiques des négociations et des accords essentiels conclus entre les parties concernées au cours des processus de Madrid et d'Oslo. De ce fait, on pourrait faire une analyse compréhensive relative à l'analyse des causes spécifiques de l'échec des initiatives de paix menées pendant le processus lancé par la Conférence de Madrid et poursuivi jusqu'au Sommet de Camp David.

Quant au troisième et le dernier sous-chapitre de la première partie de l'étude, on va examiner les interactions entre les facteurs intérieurs et extérieurs jouant un rôle déterminant sur le lancement et la poursuite des initiatives de paix israélo-palestiniennes et ainsi compléter la première partie de l'étude.

En ce qui concerne le premier sous-chapitre de la deuxième partie principale de l'étude, on va encore une fois examiner trois nouveaux facteurs intérieurs regroupés sous trois sections. Dans ce cadre, on va se concentrer sur ces trois facteurs intérieurs jouant un rôle déterminant sur les initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada: *Le Pouvoir du Likoud Présidé par Ariel Sharon*, *La Période Présidentielle de Mahmoud Abbas* et dernièrement *La Clôture d'une Période: La Fin des Périodes de Likoud et de Fatah*.

Dans la première section intitulée *Le Pouvoir du Likoud Présidé par Ariel Sharon*, on va d'abord traiter le processus d'arrivée au pouvoir du Likoud sous le leadership d'Ariel Sharon et ensuite aborder les politiques fondamentales adoptées par le gouvernement Sharon vis-à-vis de l'Autorité Palestinienne. De ce fait, on va essayer d'analyser les effets fondamentaux du pouvoir du Likoud présidé par Ariel Sharon sur les initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Quant à la deuxième section visant à examiner la période présidentielle de Mahmoud Abbas, on va aborder à la fois les transformations essentielles vécues suite à la mort de Yasser Arafat, le leader de l'OLP, et les politiques fondamentales du Jihad Islamique et du Hamas concernant le pouvoir de Mahmoud Abbas. Ainsi, on va essayer de mieux comprendre les effets fondamentaux de la période présidentielle de Mahmoud Abbas sur le lancement et la poursuite des initiatives de paix israélo-palestiniennes. Dernièrement, dans la troisième section intitulée *La Clôture d'une Période: La Fin des Périodes de Likoud et d'Al-Fatah*, on va d'abord examiner le

processus de fondation du Kadima (*en avant*, un parti politique de centre droite fondé par Ariel Sharon) sous le leadership du Premier Ministre Sharon. Dans ce contexte, on va également analyser les attentes et les stratégies fondamentales du Kadima vis-à-vis de la reprise du dialogue israélo-palestinien. Par ailleurs, on va aborder aussi les conséquences fondamentales des élections législatives palestiniennes de janvier 2006. C'est ainsi que l'on va essayer de faire une analyse satisfaisante concernant les effets fondamentaux de la fin des périodes de Likoud et de Fatah sur le processus de dialogue israélo-palestinien à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

En ce qui concerne le deuxième sous-chapitre consacré à l'étude des facteurs extérieurs créant des effets déterminants sur les initiatives de paix, on va examiner trois facteurs extérieurs regroupés sous trois sections principales intitulées *Les Effet Fondamentaux des Attaques du 11 septembre (Globalisation du Terrorisme)*, *Les Opérations Militaires en Afghanistan et en Irak* et *Les Initiatives de Paix Israélo-palestiniennes Lancées par les Acteurs Hors Région*.

Sous cette perspective, dans la première section visant à analyser les conséquences principales du processus de globalisation du terrorisme au lendemain des attaques du 11 septembre, on va aborder à la fois les transformations vécues dans la politique Moyen-orientale des Etats-Unis et les conséquences fondamentales de la coopération intime entre les Etats-Unis et Israël au sujet de la lutte contre le terrorisme global. De ce fait, on va essayer de comprendre quels types d'effets ont-elles créé les politiques de lutte contre le terrorisme global sur le processus de reprise du dialogue israélo-palestinien.

Par ailleurs, dans la deuxième section intitulée *Les Opérations Militaires en Afghanistan et en Irak*, on va examiner les interactions réciproques entre les politiques de lutte contre le terrorisme global menées par l'Administration Bush et les réactions provenant des pays du Moyen-Orient vis-à-vis de ces politiques interventionnistes de l'Administration américaine. Ainsi, on va essayer d'analyser les effets fondamentaux de ces deux grandes opérations militaires sur la reprise du dialogue israélo-palestinien au lendemain de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Dernièrement, dans la troisième section intitulée *Les Initiatives de Paix Israélo-palestiniennes Lancées par les Acteurs Hors Région*, on va se concentrer sur les efforts diplomatiques menés par l'Union Européenne, la Russie, la Chine et les Etats-Unis. Par ailleurs, on va également examiner les approches fondamentales de chacun de ces acteurs hors région vis-à-vis des efforts destinés à mettre fin au conflit israélo-palestinien. C'est ainsi que l'on pourrait mieux analyser à la fois les effets fondamentaux des efforts diplomatiques menés par les acteurs hors région et les causes principales demeurant au fond de l'échec des certaines initiatives de paix telles que la Feuille de Route.

Quant au dernier sous-chapitre de la deuxième partie de l'étude, on va aborder les interactions entre les facteurs intérieurs et extérieurs qui ont orienté les parties concernées vers le lancement et la poursuite des nouvelles initiatives de paix destinées à mettre fin aux confrontations violentes vécues entre les parties en litige depuis le début de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

En ce qui concerne la partie de la conclusion, on va faire une synthèse générale visant à analyser les similarités et/ou les continuités entre les facteurs intérieurs et extérieurs qui ont incité les parties concernées à mettre en œuvre, à la veille et à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada, de nombreuses initiatives de paix différentes dont l'objectif commun était de mettre fin au conflit israélo-palestinien et ainsi d'établir une paix israélo-palestinienne durable et stable.

**I<sup>ère</sup> Partie : Les Facteurs Essentiels Déterminant  
Les Initiatives de Paix Israélo - Palestiniennes  
À la Veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada**

Le conflit israélo-palestinien, qui est une partie indissociable du conflit israélo-arabe, a entraîné certains problèmes trop sévères et complexes de point de vue de la durabilité des initiatives de paix israélo-palestiniennes menées dans la période de l'après Guerre Froide sous le leadership des Etats-Unis. Dans ce cadre, vers les fins des années 1980, la montée de l'Islamisme, en tant que facteur intérieur (régional), a sérieusement menacé la présence américaine au Moyen-Orient en remontant à la fois les hostilités violentes entre les peuples Musulmans et les peuples non Musulmans dans la région et la grande haine des peuples arabes à l'égard des pays Occidentaux, et ainsi joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre des initiatives de paix israélo-palestiniennes à la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Quant à un autre facteur intérieur ayant un effet important sur le lancement des initiatives de paix israélo-palestiniennes, ce sont les effets régionaux et internationaux de la 1<sup>ère</sup> Intifada. En ce qui concerne les effets régionaux de l'Intifada, il est possible de dire qu'au cours de cette grande émeute populaire menée par les palestiniens vivant dans les territoires occupés, les instabilités sociopolitiques et les questions de sécurité en Israël se sont aggravées. Par ailleurs, pendant le processus d'Intifada, il s'est également émergé certains problèmes économiques importants provenant notamment du boycott exercé contre les produits israéliens par une grande majorité des pays arabes dans la région et des longues grèves faites par la plupart des travailleurs palestiniens à Gaza et en Cisjordanie et des travailleurs Arabes israéliens en Israël. En outre, par l'effet de l'Intifada, l'unité politique entre les Arabes israéliens s'est aussi renforcée et de ce fait, leur poids politique dans la vie politique israélienne s'est accru, mais d'autre part, il s'est aussi formé une division politique stricte entre les Israéliens soutenant la Politique du Poing de Fer du

gouvernement Shamir et celles qui l'opposaient pour une coexistence pacifique avec les palestiniens. En conséquence de tous ces effets importants de l'Intifada, les pressions politiques internes, qui s'accroissaient en Israël contre les politiques menées par le gouvernement Shamir, ont enfin obligé les autorités israéliennes à lancer certaines initiatives diplomatiques concernant l'établissement de la paix israélo-palestinienne.

Par ailleurs, le processus d'Intifada a également stimulé certaines réactions internationales qui ont eu des effets très importants sur le processus de lancement des initiatives de paix à la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada. Dans ce contexte, il est possible de dire que le grand soutien international accordé au mouvement d'Intifada a aussi joué un rôle déterminant dans le lancement du processus de dialogue israélo-palestinien.

En revanche, avec le temps, surtout à la suite de la Guerre du Golfe (1991), une partie considérable de ce soutien international accordé aux autorités palestiniennes lors du processus d'Intifada a disparu par l'effet des actes de violence intenses. D'autre part, le processus de montée des mouvements islamistes palestiniens a eu des effets assez négatifs sur l'affaiblissement de l'autorité politique de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) défendant une attitude politique nationaliste et séculaire. De ce fait, l'OLP, qui essayait de renforcer son autorité politique à l'égard des organisations islamistes palestiniennes et qui envisageait également de bénéficier du soutien international accordé à l'Intifada, a dû accepter les conditions de paix proposées par Israël. Par ailleurs, surtout avec la Crise du Golfe, les relations intimes entre l'OLP et le régime de Saddam Hussein ont sérieusement accéléré le processus d'affaiblissement de l'OLP qui a déjà commencé vers les fins des années 1980 avec la montée de l'Islamisme en Palestine. C'est ainsi que les autorités israéliennes ont obtenu une grande occasion pour pouvoir négocier avec un OLP beaucoup plus faible. Par conséquent, sous l'effet de tous ces facteurs importants, le processus d'affaiblissement de l'OLP est devenu un autre facteur intérieur important de point de vue du lancement et de la poursuite des initiatives de paix israélo-palestiniennes dans la période de l'après Guerre Froide.

D'autre part, dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives de paix régionales au Moyen-Orient, soit les facteurs intérieurs soit les facteurs extérieurs ont formé

ensemble une conjoncture propice pour le lancement du processus de dialogue israélo-arabe. Dans ce contexte, surtout ces deux facteurs extérieurs: la fin de la Guerre Froide et les initiatives de paix israélo-palestiniennes lancées par les acteurs hors région ont constitué deux piliers fondamentaux des initiatives de paix israélo-palestiniennes mises en œuvre à la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Sous cette perspective, avec la fin de la Guerre Froide, les équilibres de puissance propres au Moyen-Orient ont inévitablement vécu un processus de changement profond en faveur des pays alliés des Etats-Unis. Dans ce cadre, le sujet du règlement pacifique des conflits violents continuant entre la Palestine, Israël et les pays voisins d'Israël a été d'une importance vitale pour le maintien et le renforcement de la présence américaine au Moyen-Orient. Autrement dit, surtout au lendemain de la Guerre du Golfe, le lancement du processus de dialogue israélo-arabe est devenu le moyen le plus efficace de l'assouplissement des hostilités des peuples arabes provoqués par les discours utilisés de la part des groupes islamistes ciblant les Etats-Unis, Israël et certaines autorités politiques dans la région. C'est ainsi que, grâce à la mise en œuvre des initiatives de paix israélo-arabes, les Etats-Unis ont également obtenu la chance de rétablir ses relations bilatérales avec les parties concernées dans ce conflit en question de manière convenable aux nouvelles conditions régionales émergées dans la période de l'après Guerre Froide. De l'autre côté, deux autres facteurs importants: l'accroissement des problèmes socio-économiques et politiques en Israël lors de la Crise du Golfe et le processus d'immigration intense des Juifs Soviétiques immigrés de l'Union Soviétique vers Israël ont accordé aux Etats-Unis des atouts importants pour pouvoir obliger Israël à participer aux initiatives de paix israélo-arabes. De ce fait, les Etats-Unis ont disposé une grande majorité des conditions propices pour le lancement d'un processus de paix régional au Moyen-Orient. Par conséquent, la fin de la Guerre Froide, qui a assuré l'émergence de toutes ces conditions propices pour l'établissement de la paix israélo-palestinienne, est également devenue l'un des facteurs extérieurs les plus importants déterminant les efforts de paix israélo-arabes à la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Dernièrement, avec la fin du processus de polarisation idéologique entre les pays de l'Est et de l'Ouest, les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région tels que l'Union Européenne, la Russie, la Chine et les Etats-Unis ont créé une base

convenable pour la mise en œuvre des négociations de paix israélo-arabes. Dans ce cadre, l'Union Européenne, la Russie et la Chine ont joué un rôle complémentaire très important et de ce fait, elles ont sérieusement contribué aux processus de Madrid et d'Oslo menés sous le leadership des Etats-Unis. De ce point de vue, les efforts de paix lancés par les acteurs hors région sont devenus l'un des facteurs extérieurs essentiels jouant un rôle déterminant dans la mise en œuvre des initiatives de paix israélo-palestiniennes.

## **A) Les Facteurs Intérieurs Influant les Efforts de Paix Israélo - Palestiniens**

### **Menés Entre Les Années 1991 et 2000**

#### **1) La Montée de l'Islamisme au Moyen-Orient**

Au cours de l'histoire proche du Moyen-Orient, les mouvements islamistes se développent sous l'effet des conditions sociopolitiques des pays Musulmans dans les XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles. Dans ce contexte, il est possible de dire que l'Islamisme est le produit des interactions militaires, politiques, économiques, culturelles et intellectuelles des peuples Musulmans avec les puissances Occidentales <sup>1</sup> visant à imposer leurs hégémonies régionales depuis presque deux cents ans. Par conséquent, il ne serait pas faux de considérer les mouvements islamistes comme des mouvements politiques populaires qui se marquent souvent par des tendances politiques anti-occidentales <sup>2</sup> visant à éliminer toute sorte de dépendance des peuples Musulmans du Moyen-Orient vis-à-vis des puissances Occidentales. <sup>3</sup>

Quant au sens particulier, l'Islamisme s'avère comme un mouvement politique visant à instrumentaliser la religion de l'Islam par les individus, les groupes ou les organisations poursuivant les objectifs politiques. D'autre part, l'Islamisme entraîne également l'invention de la tradition dite islamique qui s'adapte au fond aux ambitions terrestres. Par conséquent, les différences et les incompatibilités dans ces

---

<sup>1</sup> M. Ayoob, "Political Islam; Image and Reality", **World Policy Journal**, New York, Automne 2004, Vol. 21, No. 3, p. 2.

<sup>2</sup> B. Milton-Edwards, **Contemporary Politics in the Middle East**, Cornwall/UK, Polity Press, 2000 p.133.

<sup>3</sup> W. L. Cleveland, **A History of the Modern Middle East** (3ème édition), Colorado, Westview, 2004, p. 441.



objectifs politiques, qui se varient selon les pays, aboutissent à certaines différences importantes dans les interprétations des préceptes religieuses et les cultures locales (y compris aussi les cultures politiques).<sup>4</sup> De ce fait, il se forme de multiples interprétations parmi les mouvements politiques islamistes dans le monde entier.

Par ailleurs, bien qu'il s'agisse des différences importantes entre les mouvements islamistes au sein des peuples Musulmans, il est également possible de trouver de nombreux points communs entre eux. Par exemple, une grande majorité des mouvements islamistes s'est renforcée en profitant des insuffisances des pouvoirs politiques en matière économique, sociale, culturelle et politique. Dans ce contexte, surtout les problèmes tels que la pauvreté, le chômage et le manque d'opportunités sociales ont largement contribué au processus de montée des mouvements islamistes. Car, les mouvements islamistes ont été largement soutenus par des peuples de la région qui cherchaient des solutions alternatives en voie de la justice sociale.

En ce qui concerne un autre point commun des mouvements islamistes au Moyen-Orient, il est possible de dire qu'ils accusent souvent les autorités politiques d'être impie<sup>5</sup> et de cette façon qu'une partie très importante de la position séculaire des pouvoirs politiques s'est affaiblie alors que les leaders des mouvements islamistes sont devenus une nouvelle source d'espoir pour la plupart des peuples Musulmans réprimés sous les politiques autoritaires et répressives des régimes post-coloniaux au Moyen-Orient.<sup>6</sup>

Par conséquent, il est possible de dire que le processus de montée des mouvements islamistes au Moyen-Orient constitue, dans tous les domaines, une source de menace et d'instabilité très sévère à la fois pour le maintien des régimes séculaires dans la région et les intérêts régionaux des puissances Occidentales visant à conserver la stabilité du transfert du pétrole du Moyen-Orient. Dans ce contexte, les Etats-Unis, en tant que leader de l'Occident, sont devenus l'une des cibles principales des mouvements islamistes. Par l'effet de cette situation, la présence américaine dans la région s'est confrontée à une menace permanente découlant des pays où les

---

<sup>4</sup> Ayoob, op.cit, p. 1.

<sup>5</sup> J. L. Esposito, "Political Islam; Beyond the Green Menace", **Current History**, Academic Research Library, Vol: 93, No: 579, Janvier 1994, p. 20.

<sup>6</sup> Ayoob, op.cit, p. 3.

mouvements islamiques se renforcent.<sup>7</sup> Surtout avec la fin de la Guerre Froide, les mouvements islamistes radicaux au Moyen-Orient ont commencé à poursuivre une stratégie commune visant à protéger les peuples Musulmans dans la région contre les interventions de l'Occident et ainsi mettre fin à l'hégémonie régionale des Etats-Unis.<sup>8</sup> C'est ainsi que la fin de la Guerre Froide a témoigné non seulement la chute de l'Union Soviétique mais aussi la montée de l'Islamisme au Moyen-Orient.<sup>9</sup>

Dans ce contexte, vers la fin des années 1980, une grande majorité des groupes islamistes (Hezbollah, Djihad Islamique, Parti de la Libération Islamique, Jama'a Islamique, etc.) s'est engagée dans les activités terroristes ciblant à la fois les Etats-Unis et ses pays alliés dans la région, alors qu'une autre partie (Frères Musulmans, Front Islamique d'action, Parti Islamique d'Irak, Hamas, etc.) a essayé d'étendre leurs messages politiques plutôt par l'intermédiaire des activités caritatives et d'autres activités sociales.<sup>10</sup> De ce fait, grâce à leurs attitudes réactionnaires et leurs activités sociales, ils ont commencé de plus en plus à gagner la sympathie et le soutien effectif d'une grande partie de la population, surtout celui des étudiants et des jeunes professionnels. La plupart des groupes islamistes a recruté ses participants des mosquées et des campus universitaires. C'est ainsi que, dans de nombreux pays au Moyen-Orient, les islamistes se sont étendus dans tous les secteurs de la société, y compris le gouvernement et même l'armée. Surtout à partir de la fin des années 1980, les organisations islamistes sont devenues le premier parti de l'opposition dans de nombreux pays tels que la Jordanie, l'Egypte, la Tunisie et l'Algérie.<sup>11</sup>

Ces mouvements en question se sont également opposés contre le processus de globalisation continuant sous le leadership des Etats-Unis. Pour eux, la globalisation a été considérée comme un instrument dangereux de l'impérialisme culturel visant à éliminer les frontières définitives entre Dar-al Islam (le domaine d'Islam) et Dar-al Kufr (le domaine d'infidélité) en vue de maintenir et promouvoir les intérêts

---

<sup>7</sup> C. Mansour, **Israël et les Etats-Unis ; les fondements d'une doctrine stratégique**, Paris, Armand Collin, 1995, p. 157.

<sup>8</sup> M. Kramer, **Arab Awakening & Islamic Revival**, New Jersey/USA, Transaction Publishers, 1996, p. 275.

<sup>9</sup> F. A. Gerges, **America and Political Islam; Clash of Cultures or Clash of Interests?**, Cambridge/UK, Cambridge University Press, 1999, p. 13.

<sup>10</sup> Esposito, op.cit, p. 19.

<sup>11</sup> Ibid, pp. 20-21.

hégémoniques « *des Croisades et des Juifs* ». <sup>12</sup> Dans ce contexte, “le terrorisme” (ou la lutte armée) a été adopté comme la seule voie pour pouvoir résister contre les menaces vitales découlant particulièrement des Etats-Unis, d’Israël et de leurs régimes alliés au Moyen-Orient. Sous ces conditions, le processus de montée de l’Islamisme a entraîné une impression d’Islamisme monolithique et hostile légitimant les activités terroristes par le moyen d’une conception de Djihad déifiée. <sup>13</sup>

En revanche, l’attitude politique des Etats-Unis vis-à-vis des mouvements islamistes s’est marquée par une ambiguïté entre les discours et les actions: dans ce contexte, du fait que la radicalisation des groupes islamistes pourrait créer certaines conditions beaucoup plus défavorables, les administrations américaines ont souvent hésité de mener une politique explicitement hostile contre les islamistes. De même, la politique Moyen-orientale des Etats-Unis, prenant en considération à la fois ses propres intérêts régionaux et ceux de ses alliés, a également évité de supporter carrément les mouvements islamistes dans la région. <sup>14</sup> Dans ce cadre, la politique étrangère américaine a traditionnellement essayé de mener une politique d’équilibre entre ces trois principes fondamentaux: la prévention de la radicalisation des mouvements islamistes dans la région, la préservation et la promotion de bonnes relations avec Israël et finalement le maintien du flux de pétrole des pays arabes.

Par ailleurs, le processus de montée de l’Islamisme a également joué un rôle déterminant de point de vue de la politique étrangère de l’Etat d’Israël. Par exemple, Shimon Pérès, l’ancien premier ministre israélien, a qualifié le processus d’Islamisme radical comme *le plus grand danger de l’époque après la chute du communisme*. <sup>15</sup> Dans le cadre de la période de l’après Guerre Froide, les autorités israéliennes, qui étaient conscientes d’une telle menace sévère accroissant de plus en plus par l’effet de la montée de l’Islamisme dans l’ensemble du Moyen-Orient, ont commencé à soutenir les initiatives de paix israélo-arabes menées sous le leadership des Etats-Unis. Car, les mouvements islamistes radicaux ont posé une menace grave contre l’existence d’Israël sur les terres d’Islam. Dans ce contexte, l’Etat Juif a été considéré par l’ensemble des mouvements islamistes au Moyen-Orient comme un

---

<sup>12</sup> F. Najjar, “The Arabs, Islam and Globalization”, **Middle East Policy**, Washington, Automne 2005, Vol.12; 3, p. 92.

<sup>13</sup> Ayoob, op.cit, p. 11.

<sup>14</sup> Ibid, p. 3.

<sup>15</sup> Gerges, op.cit, p. 53.

adversaire qui doit être supprimé par la voie du Djihad. Ibrahim Ghawsha, l'ancien porte-parole du Hamas, a expliqué cette attitude politique anti-israélienne comme suivant: « *Nous pensons que le conflit entre les Arabes et les Israéliens, entre les Musulmans et les Juifs, est un conflit culturel qui va continuer pour toujours...l'Algérie a combattu pour 130 ans... Nous sommes au début de la route. Notre adversaire doit être soumis par l'intermédiaire d'une confrontation prolongée et permanente.* »<sup>16</sup>

Par conséquent, il est possible de dire que le processus de montée des mouvements islamistes a posé dans tous les domaines la question de la mise en fin du statu quo au Moyen-Orient.<sup>17</sup> Dans ce cadre, la montée du militantisme islamique a précipité les pays de la région à s'engager dans des initiatives communes<sup>18</sup> destinées à établir une paix régionale. C'est ainsi que le lancement d'un processus de paix régional entre Israël, la Palestine et les autres voisins d'Israël s'est défendu comme une sorte d'exigence stratégique. D'ailleurs, avec le lancement du Processus de Madrid dont le pilier le plus important était le règlement pacifique du conflit israélo-palestinien, l'Administration américaine de l'époque a essayé d'établir une paix régionale durable et stable.<sup>19</sup> D'autre part, l'Administration israélienne, qui hésitait de la menace islamiste créée notamment par les attaques terroristes intenses et violentes des organisations islamistes radicales comme le Hamas, le Djihad Islamique et le Hezbollah, s'est aussi obligée à soutenir le processus de Madrid lancé sous le leadership des Etats-Unis. Les soucis sévères concernant la montée de l'Islamisme radical se marquaient également dans toutes les étapes du Processus d'Oslo.

## **2) Les Effets Fondamentaux de l'Intifada**

La 1<sup>ère</sup> Intifada, qui s'est déclenchée en décembre 1987, fut un mouvement populaire spontané dont les objectifs principaux ont été déterminés lors des étapes ultérieures du soulèvement.<sup>20</sup> Avec le temps, ces objectifs en question ont été définis

---

<sup>16</sup> Kramer, op.cit, p. 276.

<sup>17</sup> C. Mansour, **Beyond Alliance; Israel and U.S. Foreign Policy**, New York/USA, Columbia University Press, 1994, p. 187.

<sup>18</sup> C. Kaminsky, S. Kruk, **Le Monde Arabe et Israël aujourd'hui**, Paris, PUF, 1999, p. 140.

<sup>19</sup> Mansour, op.cit, p. 187.

<sup>20</sup> A. Shlaim, **The Iron Wall: Israel and the Arab World**, London, Norton, 2001, p. 451.

comme le fait de mettre fin à l'occupation israélienne continuant sur les territoires occupés depuis un demi-siècle et d'établir un Etat de Palestine indépendant.<sup>21</sup>

L'Intifada fut lancée suite à la mort de quatre travailleurs palestiniens, vivant dans le camp de réfugié de Jabalya, par la suite du heurt d'un camion militaire israélien à un véhicule palestinien. Le lendemain, les premières émeutes ont commencé à Gaza et puis se sont rapidement étendues à l'ensemble des territoires occupés.<sup>22</sup> C'est ainsi qu'il a été lancé une résistance de masse extraordinaire menée notamment par des jeunes palestiniens utilisant des pierres et des bâtons contre les opérations successives menées par les forces de sécurité israéliennes bénéficiant d'une technologie militaire suprême.

Selon Itzhak Rabin, le ministre de la défense du gouvernement Shamir, l'objectif principal de cette politique coercitive connue aussi comme le Poing de Fer a été défini comme *le fait de rendre la vie des Palestiniens plus difficile* et avec le début de l'Intifada, les répressions au sein de la politique du Poing de Fer se sont intensifiées de manière précise.<sup>23</sup> En revanche, malgré le bilan lourd de cette politique répressive qui a causé des milliers de mort et de blessés, la démolition des centaines de maisons, l'arrestation des dizaines de milliers de Palestiniens et la rupture de l'ensemble du système d'éducation palestinien, l'armée israélienne n'a pas pu supprimer ce grand soulèvement populaire.<sup>24</sup> Dans ce contexte, les mesures strictes prises au cours de la politique du Poing de Fer sont devenues une preuve claire du choc vécu par l'Administration israélienne au lendemain de l'éclatement de l'Intifada comme étant un mouvement populaire inattendu. Car, les réactions violentes des autorités israéliennes à l'égard de l'Intifada sont venues du début brusque et de l'effet considérable des émeutes populaires qui se sont rapidement étendues à l'ensemble des territoires occupés.

Par ailleurs, même de point de vue des autorités politiques palestiniennes, ce soulèvement brusque fut un événement inattendu. Car, le processus d'Intifada s'est

---

<sup>21</sup> R. Anciaux, **Vers un Nouvel Ordre Régional au Moyen-Orient**, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 81.

<sup>22</sup> T. G. Fraser, **The Arab-Israeli Conflict** (2ème édition), New York, Palgrave/Macmillan, 2004, p. 133.

<sup>23</sup> S. T. Sosebee, "The Passing of Yitzhak Rabin, Whose "Iron Fist" Fueled the Intifada", **The Washington Report on Middle East Affairs**, Washington, 31.10.1990, Vol: 9, No: 5, p. 9.

<sup>24</sup> The First Intifada, <http://www.medeia.be/index.html?page=&lang=en&doc=101&highlight=intifada>, 12.10.2005.

développé en dehors du contrôle de l'OLP et cette situation a posé un danger grave pour l'autorité politique de l'OLP. Sous ces conditions, l'OLP s'est confrontée à l'exigence de transformer cette réaction brusque du peuple Palestinien en certains acquis politiques importants.<sup>25</sup> Quant au premier pas important en voie de cette exigence en question, il s'est fait grâce aux politiques menées par la Direction Patriotique Unifiée du Soulèvement qui a unifié, le 4 janvier 1988, les quatre fractions politiques majeures au sein de l'OLP - Mouvement de Libération de la Palestine (Fatah), Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP) et Parti Communiste de Palestine (PCP) - sous une seule direction.<sup>26</sup> Par l'intermédiaire de cette organisation, l'Intifada s'est organisé autour des comités populaires, professionnels ou locaux chargés d'exercer les directives décidées par la Direction patriotique unifiée.<sup>27</sup> De ce fait, l'Intifada a non seulement déclenché une grande résistance populaire contre l'occupation israélienne mais aussi supprimé les divisions politiques parmi les fractions politiques au sein de l'OLP.<sup>28</sup> Grâce à cela, l'autorité politique de l'OLP s'est renforcée davantage à l'égard des organisations islamistes palestiniennes visant à délimiter la puissance politique de l'OLP disposant d'un caractère séculaire.

En vue d'acquérir le contrôle absolu de l'Intifada, l'OLP a essayé d'empêcher les efforts de leadership menés par les organisations islamistes comme le Hamas et le Djihad Islamique.<sup>29</sup> Car, dès le début de l'Intifada, l'efficacité organisationnelle des groupes islamistes en Palestine (surtout celle du Hamas) s'est accrue sans arrêt.<sup>30</sup> À l'égard d'un tel processus, l'OLP a commencé à s'intéresser davantage les initiatives concernant le lancement des négociations de paix israélo-palestiniennes<sup>31</sup> en vue de supprimer la probabilité d'être marginalisée par l'effet de la disparition du soutien international qui pourrait l'assurer, au cas où il se signe un accord de paix acceptable

---

<sup>25</sup> I. Peleg (ed), **The Middle East Peace Process; Interdisciplinary Perspectives**, Albany/USA, State University of New York Press, 1998, p. 128.

<sup>26</sup> H. Cobban, "The PLO and the Intifada", **The Middle East Journal**, Printemps 1990, Vol: 44, No: 2, p. 211.

<sup>27</sup> V. Cloarec, H. Laurens, **Le Moyen-Orient au 20ème siècle**, Paris, Armand Colin, 2000, p. 176.

<sup>28</sup> S. K. Farsoun, C. E. Zacharia, **Palestine and the Palestinians**, Colorado/USA, Westview Pres, 1997, p. 246.

<sup>29</sup> S. Awad, "Background to the Peace Process", **Socialism and Democracy**, New York, Été 2002, Vol: 16, No: 2, p. 12.

<sup>30</sup> S. T. Sosebee, "Israel's Hamas Card Hasn't Split the Intifada", **The Washington Report on Middle East Affairs**, Washington, 30.09.1990, Vol: 9, No: 4, p. 12.

<sup>31</sup> Awad, op.cit, p. 12.

avec Israël, un prestige politique considérable à la fois au sein de la communauté internationale et au sein du peuple Palestinien.

Par conséquent, l'Intifada a entraîné certains avantages et désavantages très importants pour l'avenir du conflit israélo-palestinien. Grâce à l'Intifada, les sentiments d'unité au sein des Palestiniens se sont considérablement renforcés.<sup>32</sup> Dans ce contexte, l'Intifada s'est émergée comme un mouvement populaire dans lequel les autres groupes politiques palestiniens en dehors de l'OLP visaient également à jouer un rôle déterminant dans le processus d'organisation et de direction de ce mouvement en question. En conséquence de cela, surtout dans les premières années de l'Intifada, il y a eu une coopération intime entre le Hamas, le Djihad Islamique et la Direction Patriotique Unifiée du Soulèvement. En revanche, les différences politiques entre ces organisations ont également entraîné de nombreux désaccords entre ces trois groupes politiques. Mais toutefois, le processus de coopération entre eux a été maintenu à un niveau plus bas (ce processus en question s'est terminé en 1991 avec le lancement du Processus de Madrid: car, le Hamas et le Djihad Islamique ont strictement opposés à une grande majorité des conditions de paix proposées dans les processus de Madrid et d'Oslo).

Dans le cadre d'une telle conjoncture politique, l'OLP a commencé à intensifier ses initiatives diplomatiques concernant l'établissement d'une paix israélo-palestinienne durable et stable<sup>33</sup> et dans ce cadre, le Plan Schultz proposé par George Schultz, le secrétaire d'Etat américain de l'Administration Reagan, s'est proposé, en février 1988, comme la première grande occasion diplomatique pour l'OLP visant à bénéficier du soutien international qu'elle a obtenu grâce à l'Intifada.

Au cours d'un processus de navette diplomatique intense qui a duré presque six mois, George Schultz a lancé ses premières initiatives de paix en février 1988: en suite, en avril et en juin, il a fait deux autres visites officielles dans la région. En fait, le plan Schultz qui a été préparé selon le principe de « la terre contre la paix » déjà adoptée dans la Résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU,<sup>34</sup> n'était qu'une

---

<sup>32</sup> D. Peretz, "Intifadeh: The Palestinian Uprising", **Foreign Affairs**, Été 1988, Vol: 66, No: 5, p. 971.

<sup>33</sup> E. Karsh, **Rethinking the Middle East**, London, Frank Cass, 2003, p. 90.

<sup>34</sup> A. Bligh, "The Intifada and the new political role of the Israeli Arab leadership", **Middle Eastern Studies**, Janvier 1999, Vol: 35, No: 1, p. 140.

version révisée des Accords de Camp David (1978) et du Plan Reagan (1982) (Préparé par le secrétaire d'Etat Schultz et rendu en public le 1<sup>er</sup> septembre 1982. Il prévoyait la remise en œuvre des conditions de paix des Accords de Camp David: le retrait des troupes israéliennes à Gaza et en Cisjordanie, l'autonomie palestinienne, l'élection libre dans les territoires occupés et le principe d'autogouvernement dans les territoires occupés. Il a été refusé en février 1983 à la fois par les Palestiniens et les Israéliens).<sup>35</sup>

Selon ce plan, il fallait être lancée une conférence de paix internationale entre Israël et une délégation jordano-palestinienne dont l'objectif principal serait d'assurer l'autonomie palestinienne dans les territoires occupés dans le cadre du principe de la terre contre la paix. En revanche, le Plan ne prévoyait aucune perspective concernant l'organisation d'élections locales libres à Gaza et en Cisjordanie, la fondation d'un Etat Palestinien indépendant et le droit de l'OLP à participer aux négociations de paix en tant que représentant légitime du peuple Palestinien. Néanmoins, bien que le plan en question ait été soutenu par Shimon Pérès, le Ministre israélien des Affaires étrangères, et par Hosni Moubarak, le Président de la République Arabe d'Egypte, il n'avait pas été soutenu par ses autres interlocuteurs de haut niveau.<sup>36</sup>

En revanche, malgré cette conjoncture décourageante, Arafat essayait de convaincre l'Administration Reagan à tenir en compte aussi les conditions de paix de l'OLP car, la conjoncture politique dans la région se formait également en faveur de la résistance palestinienne. L'Intifada avait réussi d'attirer l'attention des pays arabes sur la question palestinienne. En juin 1988, la Ligue des Etats arabes (LEA) s'est réunie en Algérie en session extraordinaire. À la fin de ce sommet, les membres de la LEA avaient réaffirmé le rôle clé de l'OLP comme le représentant légitime du peuple Palestinien et promis un soutien financier et diplomatique pour l'Intifada.<sup>37</sup>

Par ailleurs, l'Intifada avait également entraîné d'autres acquis politiques importants pour l'OLP. Dans ce contexte, la déclaration du Roi Hussein de Jordanie qui a annoncé, le 31 juillet 1988, qu'il a mis fin à tous les liens politiques et administratifs de la Jordanie avec la Cisjordanie, était l'une de ces acquis importants.

---

<sup>35</sup> Cloarec, Laurens, op.cit, p. 174.

<sup>36</sup> Bligh, op.cit, p. 140.

<sup>37</sup> Shlaim, op.cit, p. 457.



Selon le Roi Hussein, *c'était l'Intifada qui a causé la décision de la rupture des liens avec la Cisjordanie*,<sup>38</sup> car avec l'Intifada, la Jordanie avait largement perdu son contrôle administratif sur les institutions palestiniennes<sup>39</sup> et par ailleurs, les plus fortes répercussions de l'Intifada s'étaient vues en Jordanie.<sup>40</sup> C'est ainsi qu'à la suite de cette décision importante, l'OLP avait resté au niveau international comme unique représentant légitime du peuple Palestinien dans les territoires occupés qui pourrait jouer un rôle clé dans les futures négociations.<sup>41</sup>

Cette décision prise par le Roi Hussein avait entraîné des nouvelles occasions diplomatiques qui seraient résultées par un consensus secret entre l'OLP et l'Administration américaine. Selon ce consensus, la Résolution 242 du Conseil de Sécurité était définie comme une pré-condition indispensable de la part des autorités américaines pour l'ouverture des nouvelles négociations de paix avec l'OLP. Autrement dit, de point de vue de l'OLP, la réussite des efforts diplomatiques menés pour être l'interlocuteur officiel du peuple Palestinien au niveau international était strictement liée à la connaissance inconditionnelle de la Résolution 242.<sup>42</sup>

À l'égard d'une telle pré-condition, Yasser Arafat, lors de la XIX<sup>ème</sup> session du Conseil National Palestinien qui s'est réuni entre le 12-15 novembre 1988, à Alger, avait déclaré que l'OLP a accepté les résolutions 181, 242 et 338 et rejeté toutes sortes d'activités terroristes, y compris le terrorisme d'Etat. D'autre part, il a proclamé l'indépendance de l'Etat de Palestine avec Jérusalem pour capitale<sup>43</sup> et le 6 décembre 1988, il a reconnu l'Etat d'Israël en affirmant qu'il existe deux Etats en Palestine, l'un Juif et l'autre Arabe.<sup>44</sup>

Surtout à la suite de cette réunion importante à Alger, les initiatives diplomatiques de l'OLP au niveau international s'intensifiaient de plus en plus: mais en revanche, soit l'Administration Reagan soit le gouvernement Shamir menait une politique

---

<sup>38</sup> Ibid.

<sup>39</sup> Ibid.

<sup>40</sup> H. Laurens, **Paix et Guerre Au Moyen Orient; L'Orient Arabe et le Monde de 1945 à Nos Jours**, Paris, Armand Collin, 1999, p. 434.

<sup>41</sup> Fraser, op.cit, p. 134.

<sup>42</sup> W. B. Quandt, **Peace Process; American Diplomacy And The Arab-Israeli Conflict Since 1967**, Virginia/USA, University of California Press, 2001, p. 279.

<sup>43</sup> La XIXe Session du Conseil National Palestinien Déclaration d'Indépendance, Alger 15 novembre 1988, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/alger88-fr>, 13.10.2005.

<sup>44</sup> Laurens, op.cit, p. 428.

prudente vis-à-vis des initiatives intenses de l'OLP. Par exemple, le refus de la demande de visa faite par Arafat pour pouvoir participer à la réunion de l'Assemblée Générale de l'ONU qui serait réunie au mois de décembre à New York, était un bon exemple pour cette attitude politique prudente de l'Administration Reagan. En revanche, par l'effet de cette décision de refus, l'ensemble des représentants des pays membres aux Nations Unies avaient voté pour le déménagement de cette réunion de l'Assemblée Générale de New York à Genève (seulement les Etats-Unis et Israël ont voté contre cette proposition).<sup>45</sup> C'est ainsi que la Conférence des Nations Unies s'est réunie à Genève, entre les 13-16 décembre 1988. Le 13 décembre 1988, devant l'Assemblée Générale, Yasser Arafat a fait un discours historique dans lequel il a réaffirmé la déclaration d'indépendance de l'Etat Palestinien avec Jérusalem comme capitale et défendu le droit au retour des réfugiés et à l'autodétermination<sup>46</sup> mais le vrai discours attendu par les Etats-Unis s'est prononcé le lendemain. Dans ce deuxième discours, Arafat a déclaré qu'il a accepté les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité des Nations Unies comme les bases d'une conférence internationale pour la paix régionale. En outre, il a aussi déclaré qu'il a *renoncé* au terrorisme quelque soit sa forme: individuel, groupe ou le terrorisme d'Etat. Dans ce cadre, l'emploi du mot « renoncer » était très important, car dans ce dernier discours, Arafat utilisait pour la première fois le mot «renoncer» au lieu du mot «condamner».<sup>47</sup> C'est ainsi qu'Arafat avait annoncé pour la première fois que l'OLP jouerait un rôle actif à la fois dans la prévention des actes terroristes des groupes islamistes radicaux en Palestine et dans la conviction du reste du peuple Palestinien pour gagner leur soutien politique en voie de paix.

Au même jour, après quelques heures suivant les déclarations d'Arafat, George Schultz a déclaré que les Etats-Unis ont accepté de lancer «un dialogue substantiel avec l'OLP».<sup>48</sup> De ce fait, l'OLP avait accompli des exigences provenant des négociations secrètes avec les Etats-Unis et enfin, soit l'OLP soit les Etats-Unis avaient atteint leurs objectifs. Au niveau international, l'OLP est devenu le seul représentant légitime du peuple Palestinien. En outre, l'écho international considérable de l'Intifada avait transformé l'OLP en un acteur régional essentiel qui

---

<sup>45</sup> G. Kemp, "Middle East Opportunities", **Foreign Affairs**, 1988-1989, Vol: 68, No: 1, p. 141.

<sup>46</sup> Discours de Yasser Arafat devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/arafat88>, 13.10.2005.

<sup>47</sup> Kemp, op.cit, p. 141.

<sup>48</sup> Discours de Yasser Arafat..., op.cit.

pourrait défendre au niveau international les droits fondamentaux du peuple Palestinien.<sup>49</sup> Quant aux Etats-Unis, ils avaient fait un pas très important pour pouvoir supprimer les intenses pressions internationales provenant notamment des pays Moyen-orientaux et des pays Européens. D'autre part, surtout au sujet de la sécurité et du terrorisme, les Etats-Unis avaient réussi d'engager l'OLP sous certaines responsabilités importantes qui pourraient constituer plus tard un atout diplomatique très important en faveur d'Israël, dans le cas où l'OLP ne puisse pas les accomplir de manière effective. Sous ces conditions, l'Administration israélienne qui était déjà mécontente à la fois des effets inattendus de l'Intifada et de la montée des organisations islamistes palestiniennes a déclaré l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple Palestinien et ainsi commencé à soutenir les initiatives diplomatiques menées par les Etats-Unis qui prévoyaient d'ailleurs une solution diplomatique relativement acceptable pour Israël.

### 3) L'Affaiblissement de l'OLP

Le Mouvement de Résistance Nationale de Palestine, surtout après la Guerre des Six Jours, a vécu un processus de transformation pragmatique dont le but principal était de mettre fin à l'occupation israélienne à Gaza et en Cisjordanie.<sup>50</sup> Autrement dit, à la suite des guerres successives telles que la Guerre des Six Jours (1967) et la Guerre d'Octobre (1973) qui ont sérieusement changé les équilibres de puissance régionale en faveur d'Israël, l'OLP s'est obligée à accepter certaines solutions beaucoup plus réalistes. Dans ce contexte, l'OLP avait commencé à renoncer à des discours niant totalement l'existence d'un Etat d'Israël indépendant: de ce fait, les solutions prévoyant la fondation d'un Etat de Palestine indépendant sur l'ensemble des territoires palestiniens s'orientaient de plus en plus vers les solutions à deux Etats connaissant l'existence d'un Etat d'Israël indépendant dans le cadre de ses frontières avant la Guerre de 1967 et prévoyant également la fondation d'un Etat de Palestine indépendant sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza.<sup>51</sup> Grâce à cette transformation politique importante, l'OLP essayait d'obtenir le soutien diplomatique d'une grande majorité de la communauté internationale.

---

<sup>49</sup> Farsoun, Zacharia, op.cit, p. 246.

<sup>50</sup> B. Botiveau, **L'Etat Palestinien**, Paris, Presses des Sciences Po, Janvier 1999, p. 20.

<sup>51</sup> S. Mishal, A. Sela, **The Palestinian Hamas; Vision, Violence and Coexistence**, New York, Columbia University Press, 2000, p. 14.

En revanche, avec les années 1980, il s'est déclenché une série de problèmes importants qui pourraient menacer l'autorité politique de l'OLP. La première de ces problèmes s'est émergée par la suite de l'Opération Paix en Galilée lancée par l'armée israélienne, le 6 juin 1982, en vue de supprimer les guérillas palestiniens (les fedayins) au Liban Sud. À la suite de cette opération militaire qui a obligé des dizaines de milliers de réfugiés palestiniens à immigrer vers le Nord du Liban, qui a préparé toutes les conditions nécessaires pour les massacres de Sabra et de Chatila et qui a entraîné enfin le déménagement du centre de l'OLP de Bekaa à Tunis, les crises idéologiques et structurelles au sein de l'OLP avaient commencé à s'aggraver de manière évidente.<sup>52</sup> D'autre part, les organisations islamistes émergeaient en tant que forces rivales contre l'autorité politique de l'OLP et déclenchait une résistance puissante contre l'occupation israélienne et défendaient l'idée de la libération de toute la Palestine.<sup>53</sup> Dans ce contexte, la *Djihad islamique* était sans doute l'une de ces organisations palestiniennes les plus importantes défendant l'idée de la libération totale de l'ensemble des territoires palestiniens par la lutte armée.

Pour le Djihad Islamique, l'OLP était une organisation «*légitime*» qui est restée silencieuse à l'égard des sacrifices commis contre le peuple Palestinien. De point de vue du Djihad Islamique, l'objectif fondamental était qualifié comme *l'élimination de l'occupation israélienne et l'établissement d'un Etat Palestinien indépendant sur les territoires occupés*. Quant à l'objectif stratégique de l'organisation, il était défini comme l'établissement d'un Etat islamique sur l'ensemble des territoires de Palestine. En outre, l'idée de l'établissement d'un mini Etat Palestinien sur les territoires occupés était également soutenue par le Djihad Islamique en tant que phase de transition importante en voie de la libération de l'ensemble des territoires palestiniens.<sup>54</sup>

Les mêmes approches politiques étaient aussi valables de point de vue des objectifs fondamentaux du Hamas qui a été fondé en 1988 par Cheikh Ahmed Yassin. Pour le Hamas, un Etat Palestinien indépendant qui serait fondé sur l'ensemble des territoires palestiniens devait être un Etat islamique qui serait fondé au lendemain de

---

<sup>52</sup> Ibid.

<sup>53</sup> A. Barthelemy, **Israéliens et Palestiniens: Du dialogue à la paix?**, Lyon, Chronique Social, Décembre 1992, p. 150.

<sup>54</sup> Cobban, op.cit, pp. 214-215.

l'élimination totale de l'Etat d'Israël par l'intermédiaire d'une guerre sacrée (Djihad). En outre, juste comme ceux du Djihad Islamique, les discours politiques du Hamas défendaient une tendance purement islamiste.<sup>55</sup>

De ce point de vue, il s'agissait de plusieurs points communs entre le Djihad Islamique et le Hamas. Par exemple, toutes les deux organisations étaient des produits des lourds traumatismes vécus par le peuple palestinien: dans ce contexte, le Djihad Islamique s'est renforcé au lendemain de l'invasion du Liban Sud et des massacres de Sabra et de Chatila: quant au Hamas, il était le produit de la politique du Poing de Fer dont les effets destructifs se sont considérablement aggravés avec l'éclatement de l'Intifada. Par conséquent, toutes les deux organisations défendaient les tendances réactionnaires et agressives définies sous le nom de Djihad. En outre, elles supportaient le processus d'Intifada et menaient ses activités de manière conforme à celles de la Direction Patriotique Unifiée du Soulèvement fondée par quatre fractions majeures au sein de l'OLP. Par ailleurs, toutes les deux organisations étaient évidemment contre le nationalisme séculaire de l'OLP. En outre, toutes les deux étaient des mouvements politiques anti-impérialistes et anti-occidentaux.

Dernièrement, toutes les deux défendaient la libération totale des territoires palestiniens, en revanche elles n'étaient pas absolument contre l'idée de la fondation d'un Etat Palestinien indépendant sur les territoires occupés. Dans ce contexte, un tel processus d'indépendance était acceptable comme une étape transitoire avant la libération totale de l'ensemble des territoires palestiniens. En revanche, toutes les deux organisations essayaient de faire certaines manœuvres politiques comme le fait d'accepter, pour une période transitoire, la fondation d'un Etat Palestinien indépendant qui ne serait limité que par la Cisjordanie et la Gaza. Car, toutes les deux organisations étaient conscientes que le but principal de l'Intifada du peuple Palestinien était de mettre fin à l'occupation israélienne dans les territoires occupés en attirant l'attention de toute la communauté internationale sur les politiques menées par Israël.

C'est pour cette raison que, pour toutes les deux, les tendances politiques complètement inconciliables et conflictuelles, qui pourraient amener le risque de se

---

<sup>55</sup> Mishal, Sela, op.cit, p. 15.

transformer à une organisation marginale dépourvue du soutien politique du peuple palestinien, devaient être modérées au bout d'un processus de révision pragmatique convenable aux besoins fondamentaux du peuple palestinien. Quant à ce processus de révision pragmatique, il avait largement contribué à l'accroissement du soutien populaire derrière du Hamas et du Djihad Islamique. C'est ainsi que cette révision en question avait également joué un rôle déterminant dans le processus d'affaiblissement de l'OLP.

Par ailleurs, dans le cadre de ce processus de montée rapide des mouvements islamistes palestiniens, les incapacités politiques de l'OLP sont aussi devenues un facteur important.<sup>56</sup> Par exemple, au niveau international, l'OLP n'était pas encore considérée comme un représentant légitime du peuple Palestinien, c'est pour cette raison que les politiques menées par l'OLP demeuraient inefficaces pour pouvoir obtenir des solutions concrètes au problème palestinien<sup>57</sup> et les discours politiques prononcés par les organisations islamistes palestiniennes qui ont accusé l'OLP d'être inefficace pour défendre la cause palestinienne accélèrent le processus de montée des organisations islamistes parmi les jeunes palestiniens qui étaient assez réactionnaires contre les autorités israéliennes lors du processus d'Intifada. D'autre part, par l'intermédiaire des certains discours tels que «*le Qu'ran est le seul représentant légitime*», les efforts de légitimité de l'OLP étaient sérieusement menacés notamment par le Hamas.<sup>58</sup>

Surtout au cours de l'Intifada, le Hamas constituait une menace très sévère contre l'autorité politique de l'OLP et de ce fait, il avait réussi à devenir une organisation politique très effective qu'elle faut certainement être prise en considération dans la vie politique palestinienne.<sup>59</sup> Par l'effet de cette menace sévère posée notamment par le Hamas, l'OLP avait commencé à intensifier ses initiatives diplomatiques au niveau international visant à représenter une majorité précise du peuple Palestinien qui recherchait un interlocuteur respecté qui pourrait défendre au niveau international les droits fondamentaux du peuple Palestinien.

---

<sup>56</sup> A. Saikal, **Islam and the West: Conflict or Cooperation?**, New York, Palgrave/Macmilan, 2003, p. 92.

<sup>57</sup> Anciaux, op.cit, p. 86.

<sup>58</sup> Cobban, op.cit, p. 231.

<sup>59</sup> Ibid.

En revanche, pour l'OLP, une telle recherche dont l'objectif principal était de devenir au niveau international le seul interlocuteur légitime du peuple Palestinien avait entraîné un coût assez lourd en conséquence des certaines concessions diplomatiques très importantes comme la reconnaissance de l'Etat d'Israël ou bien comme le fait d'accepter, pour une période transitoire, une Autorité Palestinienne autonome qui n'a aucun garanti pour l'établissement au futur un Etat de Palestine indépendant. Autrement dit, l'OLP, qui essayait de bénéficier de l'écho international issu de l'Intifada et qui s'est obligée de consolider son autorité politique à l'égard des mouvements islamistes en territoires occupés, avait préféré naturellement de participer aux initiatives internationales qui pourraient ouvrir un processus de dialogue officiel avec les autorités israéliennes. C'est ainsi que ce choix important avait constitué une étape importante du processus d'affaiblissement de l'OLP qui essayait de défendre les droits fondamentaux du peuple Palestinien demandant une solution acceptable au niveau international.

En ce qui concerne une autre étape importante de ce processus d'affaiblissement de l'OLP, elle avait commencé par la Crise du Golfe. Car, en conséquence d'une grande erreur stratégique, l'OLP avait soutenu, tout à long de la Crise du Golfe, le régime dictatorial de Saddam Hussein <sup>60</sup> et de ce fait, l'OLP avait commencé à perdre de plus en plus le soutien financier et politique des monarchies du Golfe, ainsi que la sympathie d'une partie considérable de la communauté internationale. <sup>61</sup> Par ailleurs, ces erreurs commises par Arafat avaient également causé l'exode des centaines, des milliers de Palestiniens vivant dans les pays du Golfe. Même au sein de l'OLP, le leadership de Yasser Arafat avait causé de nombreuses discussions issues des grandes crises politiques et financières. <sup>62</sup>

Certes, une telle situation avait accordé au Hamas un avantage très important pour pouvoir consolider sa position politique vis-à-vis de l'OLP. Dans ce contexte, la crise financière au sein de l'OLP avait atteint un tel point critique que l'OLP ne pouvait pas payer même les salariés de ses propres employés alors que les activités caritatives des comités caritatifs du Hamas continuaient sans arrêt. Autrement dit, dès

---

<sup>60</sup> T. Arı, *Geçmişten Günümüze Ortadoğu ; Siyaset, Savaş ve Diplomasi*, İstanbul, Alfa, Octobre 2004, p. 678.

<sup>61</sup> F. Halliday, *Islam & The Myth of Confrontation*, London, I. B. Taurus, 2003, p. 81.

<sup>62</sup> Mishal, Sela, op.cit, p. 89.

le début de l'Intifada, la montée irréversible du Hamas se renforçait de jour en jour<sup>63</sup> et à l'égard de ce processus, l'autorité politique de l'OLP se trouvait sous une menace beaucoup plus sévère par rapport à celle dans les premiers mois de l'Intifada.

Or, ce processus d'affaiblissement de l'OLP avait entraîné de grands avantages de point de vue d'Israël<sup>64</sup> qui était obligé par l'Administration Bush à trouver une solution concrète pour le problème palestinien. Dans ce contexte, pour Israël, l'affaiblissement de l'OLP était une occasion importante pour une solution moins coûteuse. Par ailleurs, l'Administration israélienne était aussi consciente qu'il s'agisse d'une exigence importante pour lancer une initiative de dialogue directe ou indirecte avec une OLP séculaire menacée par les organisations islamistes.<sup>65</sup> C'est dans le cadre d'une telle conjoncture politique régionale que le gouvernement Shamir avait décidé de participer à un processus de dialogue indirect avec l'OLP. Ce processus en question avait officiellement lancé par la Conférence de Madrid (le 30 octobre 1991) et continué avec les négociations officielles directes au sein du Processus d'Oslo.

## **B) Les Facteurs Extérieurs Influant les Efforts de Paix Israélo - Palestiniens**

### **Menés Entre Les Années 1991 et 2000**

#### **1) La Fin de la Guerre Froide**

Par la suite de l'effondrement du bloc soviétique, le système international a subi une transformation profonde dans laquelle la polarisation idéologique entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest s'est disparue. Dans le cadre de cette transformation profonde, l'URSS avait sérieusement perdu son ancienne puissance politique et économique sur le système international. Sous ces conditions, la fin de la période de la Guerre Froide avait accordé aux Etats-Unis une grande occasion pour pouvoir appliquer toutes les mesures disponibles d'une diplomatie coercitive prévoyant des sanctions politiques, économiques et militaires en vue de défendre les intérêts vitaux

---

<sup>63</sup> Ibid.

<sup>64</sup> Botiveau, op.cit, p. 20.

<sup>65</sup> Ari, op.cit, p. 678.



de l'Occident<sup>66</sup> en préservant le libre accès aux marchés extérieurs et aux ressources pétrolières constituant la base du développement industriel. C'est pour cette raison que le Moyen-Orient est inévitablement devenu le centre des zones prioritaires de l'agenda stratégique de la Maison Blanche. Dans ce cadre, Dick Cheney, le secrétaire à la Défense de l'Administration Bush, avait attiré l'attention, lors d'une déclaration publique qu'il a fait en février 1990, sur la nécessité d'une présence permanente des forces militaires américaines en certains points de la région du Golfe.<sup>67</sup>

D'autre part, le discours prononcé, le 5 septembre 1990, par le secrétaire d'Etat, James Baker, devant la Commission des Affaires Etrangères, précisait également la nécessité de la mise en œuvre des nouvelles structures de sécurité, impliquant une présence permanente des forces militaires américaines, dans le but de protéger notamment l'Arabie Saoudite et les autres pays alliés représentant au total 60 % de la production pétrolière dans la région.<sup>68</sup> Autrement dit, dans le cadre de cette nouvelle conjoncture internationale, le gouvernement américain redéfinissait ses objectifs principaux pour l'avenir de la région, ainsi que celui du monde dans la période de l'après Guerre Froide.<sup>69</sup>

Dans ce contexte, la fin de la période de la Guerre Froide avait également influencé les dynamiques régionales du Moyen-Orient en supprimant le processus de division idéologique au sein des pays de la région et en le transformant en rivalités interétatiques.<sup>70</sup> Sous l'effet de cette nouvelle conjoncture régionale, les soucis principaux sur certaines questions de sécurité, notamment les soucis concernant les possibilités d'éclatement des confrontations interétatiques dans la région, avaient incité certains pays de la région à renforcer le processus de coopération au Moyen-Orient. Par exemple, en 1989, en vue d'accroître la coopération régionale, il avait été fondé deux organisations fondamentales appelées l'Union Maghrébine – Arabe (UMA) et le Conseil de Coopération Arabe (CCA).<sup>71</sup>

---

<sup>66</sup> Anciaux, op.cit, p. 23.

<sup>67</sup> Ibid, p. 26.

<sup>68</sup> Ibid, pp. 26-27.

<sup>69</sup> Y. H. Nouailhat, **Les Etats-Unis et le monde au 20ème siècle**, Paris, Armand Colin, 2000, p. 284.

<sup>70</sup> Anciaux, op.cit, p. 35.

<sup>71</sup> L. Fawcett, **International Relations of the Middle East**, New York, Oxford, 2005, p. 187.

Or, soit l'avenir de la sécurité et de la stabilité régionale soit la poursuite du processus de consolidation de la coopération régionale dépendaient largement de la réussite du Processus de Paix Israélo - Arabe lancé en 1991.<sup>72</sup> Car, la Crise du Golfe qui a abouti à une crise globale par la suite de l'éclatement de la Guerre du Golfe avait mis au jour le renforcement des liens politiques entre la libération du Koweït et celle des territoires occupés par Israël.<sup>73</sup> Dans ce cadre, l'Opération Tempête de Désert, qui s'est réalisée en se basant sur une série des résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité de l'ONU,<sup>74</sup> constituait un grand paradoxe car, malgré les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité de l'ONU, Israël continuait encore à occuper les territoires palestiniens. Ce paradoxe important augmentait, notamment au sein des peuples de la région et des autorités politiques au Moyen-Orient, les attentes relatives au règlement pacifique du conflit israélo-palestinien. D'autre part, grâce à ses discours religieux ciblant l'occupation israélienne sur les territoires palestiniens, Saddam Hussein obtenait de jour en jour un soutien populaire considérable parmi une grande majorité des arabes sunnites.<sup>75</sup> Cette situation causait également la naissance d'une opposition stricte entre les autorités politiques au Moyen-Orient et les peuples de la région. Par conséquent, l'opposition populaire accrue parmi les peuples arabes qui étaient contre l'hégémonie américaine, obligeait les Etats-Unis à prendre certaines mesures diplomatiques supplémentaires.

Sous ces circonstances politiques, le lancement d'un processus de paix israélo-arabe pourrait consolider la domination politique américaine dans la région en affaiblissant les mouvements d'opposition populaire croissant de plus en plus entre les peuples de la région et les autorités politiques des pays alliés des Etats-Unis. Par conséquent, il était possible de dire que c'était le règlement pacifique du conflit israélo-arabe que les Etats-Unis s'intéressent davantage mais d'autre part, il était aussi évident que les initiatives de paix israélo-arabes ne seraient jamais atteintes si la paix israélo-palestinienne n'en soit pas prise en considération<sup>76</sup> car, les questions de fond entre les Israéliens et les Palestiniens influencent directement les relations bilatérales entre Israël et de nombreux pays arabes qui l'entourent et de cette façon que la question

---

<sup>72</sup> Ibid.

<sup>73</sup> Shlaim, op.cit, p. 472.

<sup>74</sup> B. Stern, H. Gherari, O. Delorme, **Guerre du Golfe: le dossier d'une crise internationale**, Paris, La Documentation Française, 1993, p. 19.

<sup>75</sup> Shlaim, op.cit, p. 474.

<sup>76</sup> Barthelemy, op.cit, p. 226.

israélo-palestinienne produisait évidemment une instabilité régionale permanente aboutissant souvent aux confrontations violentes entre les Arabes et Israéliens.

De ce point de vue, le règlement pacifique du conflit israélo-palestinien constituait une étape essentielle dans le processus de détermination de l'axe fondamental de la conjoncture politique du Moyen-Orient dans les premières années de la période de l'après Guerre Froide. En outre, avec la fin de la Guerre Froide, la domination soviétique dans la région ne pourrait plus constituer un obstacle sévère à l'égard de la paix régionale. Autrement dit, de point de vue de l'Union Soviétique et des certains pays de la région tels que l'Égypte, la Syrie et l'Iran qui ont remonté, durant la Guerre Froide, le conflit israélo-palestinien par le souci qu'ils pourraient perdre tous leurs atouts politiques à l'égard des pays proaméricains dans la région, il n'avait resté aucune raison politique pour empêcher le début d'un tel processus de paix. D'autre part, dans la période de l'après Guerre Froide, les pays arabes (notamment l'Égypte, la Syrie, le Libye et l'Irak) qui se profitaient du soutien soviétique pour résister à l'hégémonie américaine sur la région avaient restées dépourvus d'un tel soutien.

Par ailleurs, même pour la partie israélienne, il s'agissait également de certains changements très importants qui ont affaibli la force de négociation du gouvernement israélien à la veille des initiatives de paix israélo-palestiniennes. Dans ce contexte, le processus d'immigration des Juifs Soviétiques vers Israël était l'un des ces changements importants créant des effets déterminants sur les négociations concernant le règlement de la question israélo-arabe.

Dans le cadre de ce processus, l'effondrement de l'économie soviétique avait déclenché un mouvement d'immigration massive qui a atteint, à partir de janvier 1990, une intensité très élevée correspondant à un niveau à plus de 10.000 immigrants par mois.<sup>77</sup> Ce grand mouvement d'immigration avait entraîné certains problèmes financiers et logistiques très sévères pour le gouvernement israélien. Cette nouvelle vague d'immigration, émergée par la suite de l'effondrement de l'Union Soviétique, impliquait l'établissement des nouvelles colonies d'implantation. C'est ainsi que l'Etat d'Israël, qui a demandé une aide financière américaine de 10 milliards de dollars et qui s'est confronté à un processus irréversible au sujet

---

<sup>77</sup> Laurens, op.cit, p. 433.

d'immigrants soviétiques, s'est obligé à participer à un processus de dialogue visant à régler la question israélo-palestinienne. Dans ce contexte, l'Administration Bush avait réussi d'utiliser la demande d'endettement du gouvernement de Shamir comme un atout essentiel pour pouvoir influencer le destin de ce gouvernement insistant sur certains points incompatibles avec les intérêts américains au Moyen-Orient. Ce grand problème financier avait contribué plus tard à l'échec du Likoud, qui refusait strictement à la fois le principe de terre contre la paix (land for peace) et l'autonomie palestinienne en opposant au processus de négociation directe avec les représentants de l'OLP.<sup>78</sup> En revanche, le 5 Octobre 1992, le gouvernement Rabin, qui menait une attitude beaucoup plus modérée par rapport à celle du gouvernement Shamir, avait été fortement soutenu par la décision du Congrès Américain concernant le paiement graduel de la somme demandée par Israël.<sup>79</sup>

C'est ainsi que les Etats-Unis, en tant que pays vainqueur de la Guerre Froide, avaient obtenu une grande occasion pour l'établissement d'une paix véritable et durable entre Israël et les pays arabes qui l'entoure. Dans ce contexte, pour pouvoir faire face aux risques relatifs aux instabilités politiques de la période de l'après Guerre Froide, les Etats-Unis devaient également mobiliser les régimes alliés en les réorganisant sous le toit d'un ordre régional compatible avec les intérêts américains.<sup>80</sup> Par conséquent, surtout le règlement pacifique des différends fondamentaux entre Israël et la Palestine était prévu, par le gouvernement américain, comme un début important pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial dans lequel la paix israélo-palestinienne jouerait un rôle clé comme un exemple important pour à la fois la paix israélo-arabe au Moyen-Orient et la paix globale qui serait formée sous le leadership des Etats-Unis.

## **2) Les Initiatives de Paix Lancées par des Acteurs Hors Région**

Avec le début de la période de l'après Guerre Froide, la coopération entre les acteurs hors région tels que l'Union Européenne, la Russie, la Chine et les Etats-Unis commençait à entraîner des résultats remarquables de point de vue de l'établissement d'une paix régionale au Moyen-Orient. Car, cette forte coopération importante parmi

---

<sup>78</sup> C. Mansour, *Israël et les Etats-Unis ; les fondements d'une doctrine stratégique*, op.cit, p. 159.

<sup>79</sup> Quandt, op.cit, p. 314.

<sup>80</sup> Anciaux, op.cit, p. 65.

ces quatre acteurs majeurs dont les contributions faites par chacun se sont variées selon leurs effectivités politiques et économiques dans la région incitait les parties concernées à mettre en œuvre de nouveaux efforts relatifs au lancement d'un processus de paix régional au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, lors du Processus de Madrid, la Communauté Européenne avait contribué à cette étape historique des initiatives de paix israélo-arabes en lançant le plus grand programme international d'assistance économique tout en continuant parallèlement son appui complémentaire pour l'établissement de la paix régionale au Moyen-Orient. Ce soutien considérable des pays européens avait également été maintenu tout au cours du Processus d'Oslo. Par exemple, entre les années 1993 et 1997, la somme totale des aides financières accordées aux Palestiniens avait atteint 1,68 milliard d'écus.<sup>81</sup>

Par ailleurs, en novembre 1995, l'Union Européenne avait lancé le processus de dialogue euro - méditerranéen. C'est ainsi que le Processus de Barcelone, qui a commencé par la Déclaration de Barcelone, est devenu une nouvelle source d'espoir pour la paix régionale au Moyen-Orient. Dans le cadre de ce processus, les quinze pays membres de l'Union Européenne et le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, Israël, la Jordanie, la Syrie, le Liban, la Turquie, l'Autorité Palestinienne, le Chypre et le Malte ont effectivement soutenu cette initiative de coopération euro – méditerranéenne. En revanche, par l'effet de la rupture du Processus d'Oslo, l'initiative de Barcelone a resté comme un simple projet de coopération économique ayant certains aspects culturels et un agenda politique concernant la préservation des Droits de l'Homme.<sup>82</sup>

Autrement dit, les crises politiques émergées dans le Processus d'Oslo avaient bloqué de plus en plus les activités menées dans le cadre de l'initiative de Barcelone, ainsi que les mesures d'accompagnement des accords d'association euro - méditerranéens.<sup>83</sup> Mais toutefois, l'UE avait continué de mener son rôle complémentaire dans le cadre des initiatives de paix israélo-palestiniennes. Surtout

---

<sup>81</sup> UE, Rôle de l'UE dans le processus de paix et l'assistance future au Proche-Orient, <http://www.medeo.be/?page=0&lang=en&doc=296>, 18.10.2005.

<sup>82</sup> Fawcett, op.cit, pp. 319-320.

<sup>83</sup> UE, Rôle de l'UE dans le processus de paix et l'assistance future au Proche-Orient, op.cit.

dans les périodes où les négociations bilatérales entre Israël et la Palestine sont bloquées, l'UE pouvait réussir d'assouplir les réactions de la partie palestinienne. Dans ce cadre, l'UE se concentrait plutôt sur les sujets de *soft security* et les mesures socioéconomiques qui pourraient assurer le développement économique palestinien.

<sup>84</sup> Par conséquent, il était possible de dire que l'UE, tout au long des négociations de paix, a mené une approche conjointe avec les États-Unis. D'autre part, dès la Déclaration de Venise (adoptée le 13 juin 1980 par le Conseil des ministres de la Communauté Européenne), l'Europe avait maintenu ses politiques fondamentales relatives à la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Palestiniens, la fin de l'occupation israélienne, l'illégalité des colonies juives et des actes de lois modifiant le statut de Jérusalem et la nécessaire implication de l'OLP dans les négociations de paix. <sup>85</sup>

En ce qui concerne l'Union Soviétique, surtout avec la période présidentielle de Mikhaïl Gorbatchev, les politiques soviétiques concernant le Moyen-Orient ont vécu un changement profond par rapport aux politiques traditionnelles menées dans les périodes antérieures de la Guerre Froide. Dans ce cadre, le changement le plus radical s'est émergé dans les relations diplomatiques entre l'Union Soviétique et Israël: en octobre 1991, Gorbatchev a restauré ses relations diplomatiques avec Israël et supporté effectivement les initiatives américaines au cours du Processus de Madrid. Par ailleurs, malgré les réactions dures des plusieurs pays arabes, l'Administration Gorbatchev a permis à l'immigration des centaines de milliers de Juifs Soviétiques vers Israël et fortement soutenu les initiatives de paix menées dans le cadre du Processus d'Oslo. <sup>86</sup>

Ce soutien évident accordé aux initiatives visant à établir une paix régionale au Moyen-Orient, s'est poursuivi également tout au cours de la période présidentielle de Boris Yeltsin. D'autre part, les relations bilatérales entre la Russie et Israël se sont renforcées de manière considérable. Dans ce contexte, le rôle complémentaire de la Russie a aussi continué au cours du Processus d'Oslo. <sup>87</sup> Surtout dans les domaines

---

<sup>84</sup> Fawcett, op.cit, p. 317.

<sup>85</sup> L'Union européenne, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/unioneuropeenne,15.10.2005>.

<sup>86</sup> R. O. Freedman, "Israeli-Russian relations since the collapse of the Soviet Union", **The Middle East Journal**, Washington, Printemps 1995, Vol: 49, No: 2, p. 223.

<sup>87</sup> Ibid, p. 223.

économiques, scientifiques et culturels, la Russie a renforcé ses relations bilatérales avec Israël et rétabli ses relations bilatérales avec des pays arabes de manière convenable à la conjoncture internationale de la période de l'après Guerre Froide. En conséquence de cela, la Russie a participé aux négociations de paix et ainsi commencé à jouer un rôle complémentaire important dans le cadre des initiatives de paix israélo-arabes.

Un tel processus de transformation a aussi été soutenu par le gouvernement chinois. Dans ce cadre, l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et Israël a été lancé le 24 janvier 1992 et au lendemain de cette initiative de coopération importante, le poids politique et économique de la Chine au Moyen-Orient a commencé de plus en plus à s'accroître. C'est ainsi que les initiatives visant à renforcer la coopération économique entre les pays arabes, Israël et la Chine sont devenues l'un des sujets importants de la politique étrangère chinoise.<sup>88</sup> Surtout lors des négociations multilatérales dans le Processus de Madrid, la Chine a activement participé à toutes les étapes des pourparlers concernant les sujets tels que la sécurité régionale, le partage des ressources en eau et les réfugiés. En outre, entre les années 1993 et 1997, la Chine a participé à chaque conférence d'économie annuelle au Moyen-Orient.<sup>89</sup> Par ailleurs, au sujet de la prévention du processus d'armement non conventionnel au Moyen-Orient, la Chine a accordé un grand soutien aux initiatives menées par les Etats-Unis. Brièvement, avec le début de la période de l'après Guerre Froide, la Chine avait effectivement supporté les initiatives de paix israélo-arabes menées sous le leadership des Etats-Unis et d'autre part, rétabli ses relations diplomatiques avec les pays arabes et Israël de manière convenable à la conjoncture politique dans la période de l'après Guerre Froide.

Quant aux Etats-Unis, ils avaient joué, en tant que vainqueur de la Guerre Froide et le leader du monde industrialisé, le rôle le plus efficace au cours des négociations de paix israélo-arabes. Car, dans la politique Moyen-orientale des Etats-Unis, la paix régionale au Moyen-Orient a été considérée comme synonyme de la stabilité qui assurerait le maintien et la promotion de l'hégémonie régionale des Etats-Unis au Moyen-Orient. C'est pour cette raison que les Etats-Unis avaient assumé, au cours de

---

<sup>88</sup> X. Zhang, "China's interests in the Middle East: Present and future", **Middle East Policy**, Washington, Février 1999, Vol: 6, No: 3, p. 152.

<sup>89</sup> Ibid, p. 153.

toutes négociations de paix israélo-arabes, le rôle de médiateur et de principal négociateur entre les parties en litige.<sup>90</sup> C'est pour cette raison que la politique Moyen-orientale de cette période s'orientait à la perspective de mener plusieurs lignes de conduites. Dans le cadre des efforts de règlement pacifique de la question israélo-palestinienne, il s'agissait d'un effort intense visant à établir un équilibre acceptable pour les parties en litige. En revanche, les implications de ces efforts en question étaient souvent dépourvues d'une harmonie interne.<sup>91</sup>

Dans ce contexte, la déclaration faite, le 14 mars 1989, par le nouveau secrétaire d'Etat, James Baker, mettait l'accent sur la nécessité de la mise en œuvre d'un processus de dialogue avec l'OLP.<sup>92</sup> En revanche, certaines demandes israéliennes comme la prévention de la participation des représentants de l'OLP au processus de négociation et le refus de la fondation d'un Etat Palestinien indépendant constituaient un obstacle sérieux pour la réussite des efforts de paix.

À l'égard de ces demandes fondamentales du gouvernement israélien, l'Administration Bush avait accepté la plupart des conditions de paix proposées par le gouvernement Shamir. D'autre part, même s'il s'agissait de certaines contradictions entre les conditions de paix lancées par le gouvernement Shamir et celles de l'OLP: Yasser Arafat, en restant attaché à certaines demandes fondamentales des Palestiniens, avait accepté le plan de Shamir. Parmi ces demandes fondamentales, surtout les sujets comme le retrait partiel de l'armée israélienne des territoires occupés, le retour des réfugiés palestiniens et la création d'un Etat Palestinien indépendant, étaient très importants de point de vue de l'OLP. En revanche, le gouvernement israélien insistait sur la poursuite de la politique d'implantation de nouvelles colonies. Ainsi, les premières initiatives de paix de l'Administration Bush n'avaient pu obtenir aucun résultat remarquable au nom de paix régionale.

Par la suite de la Guerre du Golfe, dans une période où l'hégémonie américaine dans la région et le soutien de la communauté internationale au Président Bush était à

---

<sup>90</sup> D. J. Gerner (ed), **Understanding the Contemporary Middle East**, London, Lynne Rienner, 2000, p. 191.

<sup>91</sup> Mansour, op.cit, pp. 149-150.

<sup>92</sup> Laurens, op.cit, p. 429.



un niveau suprême, les efforts de paix avaient été relancés grâce aux initiatives diplomatiques du James Baker. Le 6 mars 1991, Président Bush s'adressait au Congrès comme le suivant: « ... *on doit faire tous ce que l'on peut faire pour supprimer la distance entre Israël et les pays arabes et entre les Israéliens et les Palestiniens...Une paix compréhensive doit être établie sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et le principe de terre contre la paix. Ce dernier doit être élaboré pour l'assurance de la sécurité et la récoognition de l'Etat d'Israël, et en même temps pour la légitimation des droits politiques palestiniens...Le temps est venu pour mettre fin au conflit israélo-arabe.* »<sup>93</sup>

Dans deux jours, le 8 mars, James Baker avait entamé des nouvelles initiatives diplomatiques incluant certaines rencontres officielles avec les autorités politiques de l'Arabie Saoudite, Israël et Syrie. À la suite de ces efforts menés par Baker, Hosni Moubarak et Hafiz Al - Asad, le Président de la République Arabe Syrienne, ont fait un appel commun pour la réunion d'une conférence de paix internationale visant à régler le conflit israélo-arabe.<sup>94</sup> Au début du mois de juin, le Président Bush, en vue de déclarer ses idées relatives au cadre général d'une conférence de paix internationale qu serait organisée en automne 1991 à Madrid, a envoyé des lettres d'appels à Itzhak Shamir, Hafiz Al- Asad, Roi Hussein de Jordanie, Roi Fahd de l'Arabie Saoudite et Hosni Moubarak. Ces appels écrits faits par le Président Bush avaient été acceptés par l'ensemble des leaders concernés. En outre, les parties concernées avaient également déclaré qu'ils supprimeraient le boycott secondaire appliqué aux produits israéliens, à condition que le gouvernement Shamir cesse d'établir des nouvelles implantations juives dans les territoires occupés.<sup>95</sup>

Par conséquent, à la veille de la conférence de Madrid, il était possible de dire que le gouvernement israélien s'est confronté à une double pression provenant à la fois des pays arabes visant à orienter la pression politique de la communauté internationale sur Israël et des Etats-Unis qui essayaient de bénéficier des changements conjoncturels dans la période de l'après Guerre Froide en vue de mettre fin au conflit israélo-arabe de manière compatible avec ses propres intérêts régionaux au Moyen-Orient.

---

<sup>93</sup> W. B. Quandt, op.cit, p. 306.

<sup>94</sup> Ibid.

<sup>95</sup> Ibid, p. 308.

Surtout, les initiatives de paix menées par l'Administration américaine créaient des effets considérables sur les politiques israéliennes concernant les efforts diplomatiques destinés à convoquer une conférence de paix internationale à Madrid. Selon le Président Bush, l'établissement d'une paix régionale durable au Moyen-Orient exigeait non seulement le soutien de toute la communauté internationale mais aussi la mise en œuvre des nouvelles initiatives visant à *fermer la distance entre Israël et les Etats arabes, et entre les Israéliens et les Palestiniens*. Pour cela, les initiatives lancées par James Baker prévoyaient un cadre général qui pourrait répondre à la fois aux attentes de la partie israélienne et celles des pays arabes concernées.<sup>96</sup>

Conformément à ce cadre général, les négociations de paix seraient lancées par une conférence internationale et poursuivies par les négociations bilatérales<sup>97</sup> entre Israël-Jordanie, Israël-Syrie et Israël-Liban. Par ailleurs, cette conférence en question comprendrait également des comités multilatéraux, qui seraient pris en charge par les pays européens et le Canada, pour traiter des questions régionales telles que les problèmes d'eau, l'environnement, la question des réfugiés et la parité d'armement.<sup>98</sup> En outre, à part des négociations multilatérales, la conférence de Madrid prévoyait aussi le lancement d'un processus de négociation israélo-palestinienne dont l'objectif principal serait la signature d'un accord intérimaire sur le sujet de la reconnaissance d'une Autorité Palestinienne autonome au sein des territoires occupés.<sup>99</sup> Sous ces conditions, bien que la Syrie ait refusé y participer et l'Irak, l'Iran et le Libye n'y soient pas invités, la conférence de Madrid s'est toutefois avérée comme une source d'espoir importante pour le lancement d'un processus de coopération régionale.<sup>100</sup>

Dans cette nouvelle conjoncture régionale qui a entraîné une nouvelle phase de transformation assez favorable pour l'établissement de la paix régional au Moyen-Orient, le nouveau président américain, William J. Clinton, a reçu, le 20 Janvier 1993, la mission présidentielle de George H. W. Bush. Cette nouvelle période en

<sup>96</sup> A. Bregman, J. El-Tahri, **Israel and the Arabs: An Eyewitness Account of War and Peace in the Middle East**, New York, TV Books, 1998, p. 251.

<sup>97</sup> Ibid.

<sup>98</sup> Cloarec, Laurens, op.cit, p. 189.

<sup>99</sup> A. Garfinkle, **Politics and Society in Modern Israel** (2ème édition), New York, M.E. Sharpe, 2000, p. 251.

<sup>100</sup> G. M. Steinberg, "Barak's Complex Foreign Policy Agenda", **Jerusalem Letter / Viewpoints**, No: 409, 01.07.1999.

question se marquait par le déclin des politiques coercitives poursuivies par Saddam Hussein. Par ailleurs, presque l'ensemble des leaders politiques des pays de la région supportait, aux niveaux variables, les initiatives de paix lancées par le processus de Madrid. En outre, le Likoud avait perdu les dernières élections législatives en Israël et laissé sa place au Parti travailliste présidé par Itzhak Rabin adoptant une attitude assez modérée au cours des processus de négociations.<sup>101</sup>

Dans le cadre de cette nouvelle conjoncture Moyen-orientale, l'Administration Clinton, semblait exercer une politique conciliatrice pour le succès des négociations de paix bilatérales. Surtout, dans ses attitudes diplomatiques vis-à-vis du gouvernement Rabin, il était clair qu'il y aurait un grand changement qui serait favorable aux intérêts stratégiques communs de toutes les deux parties.<sup>102</sup>

En ce qui concerne la première initiative de l'Administration Clinton, c'était d'apporter la cérémonie de signature des négociations confidentielles, qui se continuaient à Oslo depuis septembre 1992 entre les délégués israéliens et les responsables de haut niveau de l'OLP, à la Maison Blanche. De ce fait, le gouvernement Clinton avait réussi de faire un pas important relatif à maintenir sa position de garante des équilibres régionaux entre les Arabes et les Israéliens. À la suite de cette cérémonie de la signature de la Déclaration de Principes d'Oslo, les efforts diplomatiques de l'Administration Clinton se concentreraient sur le renforcement graduel du rôle actif des Etats-Unis dans les initiatives de paix israélo-palestiniennes.<sup>103</sup> En outre, dans le cadre de cet objectif en question, l'Administration Clinton s'engagerait, en conséquence du changement de pouvoir vécu en Israël, à jouer un rôle de facilitateur<sup>104</sup> soutenant effectivement les négociations bilatérales directes en n'imposant aucune condition de paix aux parties en litiges.

Par ailleurs, du fait que l'Accord d'Oslo, étant différent de l'Accord de Camp David, n'était pas un accord bilatéral désigné par les Etats-Unis, l'Administration

---

<sup>101</sup> W. B. Quandt, *op.cit.*, p. 321.

<sup>102</sup> B. Catley, "Global America Will the Unipolar Moment Pass?"; **A Joint Conference of The third Wellington Conference on World Affairs, The European Union Studies Association, and The New Zealand Political Studies Association, Victoria University of Wellington**, 01.12.1999.

<sup>103</sup> G. Sheffer, **US-Israeli Relations At The Crossroads**, London, Frank Cass, 1997, p. 68.

<sup>104</sup> S. Brown, **The Faces of Power; United States Foreign Policy from Truman to Clinton**, New York, Columbia University Press, 1994, p. 599.

Clinton pourrait également concentrer une certaine partie de sa capacité diplomatique sur d'autres canaux des efforts d'établissement de la paix régionale au Moyen-Orient tels que le règlement des disputes israélo-jordaniennes et israélo-syriennes.<sup>105</sup> C'est ainsi que le gouvernement Clinton pourrait réussir de régler d'autres questions importantes de la région qui pourraient directement influencer les efforts de paix israélo-palestiniens.

Dans ce contexte, surtout au cours des initiatives de paix israélo-jordaniennes, le soutien actif du Président Clinton avait joué un rôle très important dans le processus de négociation israélo-jordanien qui a été achevé le 26 octobre 1994 par un accord de coopération. Dans le cadre de cet accord conclu entre Israël et la Jordanie, il se trouvait trente articles et cinq annexes traitant la détermination des lignes de démarcation, le partage des ressources en eau, la politique de coopération, de l'environnement et des passages communs à la frontière.<sup>106</sup> En revanche, malgré cette grande opportunité de coopération créée grâce aux efforts diplomatiques de l'Administration américaine, les questions importantes telles que l'utilisation et le partage des ressources en eau, la délimitation des frontières et le déplacement des réfugiés palestiniens avaient été suspendues par la suite de cet accord prévoyant une solution intérimaire.

En ce qui concerne le sujet du lancement de la paix israélo-syrienne, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, avait fait plus de trente visites à Damascus pour convaincre le gouvernement syrien de négocier avec Israël au lendemain de la signature de l'Accord d'Oslo.<sup>107</sup> Par la suite d'une longue période de négociation menée par Warren Christopher jusqu'au décembre 1994, le gouvernement syrien a été convaincu de négocier à Washington les conditions du processus de retrait des troupes israéliennes du Golan. Mais en revanche, les difficultés sur les détails du processus de retrait du Golan n'avaient pas être surmontées.<sup>108</sup>

---

<sup>105</sup> Quandt, op.cit, p. 329.

<sup>106</sup> M. Konopnicki, S. Petermann, **Le Processus de Paix Au Moyen Orient**, Vendôme/France, Presses Universitaires de France, Octobre 1995, p. 82.

<sup>107</sup> J. G. Clarke, "A Foreign Policy Report Card on the Clinton – Gore Administration", **Policy Analysis**, No: 382, 03.10.2000, p. 11.

<sup>108</sup> Quandt, op.cit, p. 332.

Au lendemain de ces initiatives de paix menées entre Israël, la Jordanie et la Syrie, Rabin et Arafat se sont rencontrés à Washington, dans une cérémonie de signature organisée par les participations du président Clinton, Hosni Moubarak et Roi Hussein de Jordanie: par la suite de cette rencontre importante faite le 28 septembre 1995, il a été signé les Accords d'Oslo II (Accord Intérimaire sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza).<sup>109</sup> Ainsi, le gouvernement Clinton s'est avancé un pas plus loin dans le processus d'établissement de la paix israélo-palestinienne. En outre, au lendemain de cette deuxième phase du processus lancée dans l'Accord du Caire prévoyant l'établissement d'une Autorité Palestinienne dans la Bande de Gaza et au Jéricho, les parties concernées avaient prévu que les négociations de statut final commencent en mai 1996.<sup>110</sup>

En revanche, dans le cadre de ce processus de paix qui essayait de s'avancer sans qu'il y ait un vrai consensus sur les questions de fonds entre Israël et ses pays voisins qui l'entourent, les négociations s'étaient confrontées à tout moment au risque d'être bloquées en conséquence des actes de violence réciproques. De plus, ces risques en question étaient beaucoup plus élevés par rapport à ceux dans les périodes précédentes, car cette fois-ci, le nombre d'acteurs qui n'étaient pas contents du progrès de ce processus augmentait de jour en jour alors que le processus de paix israélo-palestinienne s'avancait paradoxalement dans le cadre d'une air optimiste.

À partir de novembre 1995, cette air optimiste continuant tout au cours des négociations de paix israélo-palestiniennes avait disparu par la suite de l'assassinat de Itzhak Rabin, le premier Ministre israélien de l'époque, par un extrémiste juif et du retour au pouvoir du Likoud au lendemain des élections législatives de mai 1996. Lors de ses discours qu'il a prononcé avant les élections, Benjamin Netanyahu, le leader du Likoud et le nouveau premier ministre israélien, affirmait souvent que les accords israélo-palestiniens conclus par le gouvernement précédent constituaient une violation au droit historique du peuple Juif sur le Territoire d'Israël et une menace cruciale à la sécurité de l'Etat d'Israël.<sup>111</sup> En revanche, avec son arrivée au pouvoir, le Premier Ministre Netanyahu, qui s'est confronté aux initiatives diplomatiques

---

<sup>109</sup> Ibid, p. 335.

<sup>110</sup> I. J. Bickerton, C. L. Klausner, **A Concise History of the Arab-Israeli Conflict** (3ème édition), New York, Prentice-Hall, 1998, p. 289.

<sup>111</sup> Fawcett, op.cit, p. 254.

intenses de l'Administration Clinton visant à réanimer le processus de paix, <sup>112</sup> avait toutefois accompli une certaine partie des exigences importantes de point de vue de la poursuite du processus, telles que le retrait de la ville d'Hébron <sup>113</sup> et de plus de 13 % de la Cisjordanie par la suite de deux étapes importantes.

La première de ces deux étapes était la signature le 15 janvier 1997 du Protocole d'Hébron: c'était en même temps le premier accord signé par le nouveau gouvernement israélien. Au lendemain de ce protocole, la ville d'Hébron avait été divisée en deux zones principales (la zone palestinienne et la zone israélienne). Quant à la deuxième étape, elle s'est réalisée le 23 octobre 1998 à Wye Plantation (Etats-Unis) entre Américains, Israéliens et Palestiniens. Par la suite de ce deuxième accord, le gouvernement israélien avait transféré à l'Autorité Palestinienne 13 % de la Cisjordanie en trois étapes qui seraient achevées dans une période de trois mois.

La prochaine étape de ces initiatives de paix menées par les efforts intenses de l'Administration Clinton, c'était le Sommet de Camp David qui s'est tenu le 11 et le 24 juillet 2000 à Camp David (Etats-Unis) entre le Président Clinton, le nouveau premier ministre israélien Ehud Barak et le président de l'Autorité Palestinienne Yasser Arafat. <sup>114</sup> En revanche, bien que l'attitude politique du nouveau Premier Ministre Barak soit assez proche à celle de l'ancien Premier Ministre Rabin, <sup>115</sup> le Sommet de Camp David s'est terminé sans qu'il y ait un accord concret concernant le règlement des questions de fond entre les parties en litige.

Au cours des négociations trilatérales qui ont duré presque quinze jours par l'assistance active des autorités américaines de haut niveau à Camp David, les parties concernés avaient négocié les questions importantes telles que la poursuite du processus de retrait des troupes israéliennes de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, l'arrêt de la politique d'expansion d'implantations juives, l'évacuation des certaines colonies juives dans les régions majoritairement palestiniennes, le droit au retour des réfugiés palestiniens et les droits de souveraineté à Jérusalem-Est. En revanche, dans

---

<sup>112</sup> M. Bishara, **Palestine/Israël: la paix ou l'apartheid**, Paris, La Découverte, 2001, p. 56.

<sup>113</sup> I. Pappé, **A History of Modern Palestine; One Land, Two Peoples**, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 257.

<sup>114</sup> Sommet de Camp David, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/campdavid2000,01.05.2006>.

<sup>115</sup> Fawcett, op.cit, p. 255.

le cadre de ces négociations en question, les propositions du délégué israélien n'avaient pas pu répondre même aux demandes les plus fondamentales du délégué palestinien. C'est pour cette raison que le Sommet de Camp David s'est officiellement terminé avec une déclaration tripartite annonçant que les parties en litige n'ont pas pu arriver à un accord concret.

Toutefois, malgré ces conditions décourageantes, le Président Clinton n'avait pas renoncé aux efforts de rassembler encore une fois les autorités Israéliennes et Palestiniennes lors du Sommet de Millénium qui serait réuni à New York au début du mois de septembre: mais aussi ce dernier effort n'avait pas pu réussir de convaincre les leaders concernés à se rencontrer à New York pour négocier les conditions fondamentales de la paix israélo-palestinienne.<sup>116</sup>

Cette situation démontrait que les initiatives de paix menées par les acteurs hors région au cours des processus de Madrid et d'Oslo n'ont préparé que des conditions nécessaires pour la mise en œuvre d'une sorte de cessez-le-feu provisoire.<sup>117</sup> Dans ce cadre, les initiatives de paix menées par les acteurs hors région n'avaient pas pu réussir à créer des solutions qui pourraient résoudre les questions de fond, assouplir les tensions réciproques dans la région et ainsi entraîner une paix durable et stable entre les parties en litige.

### **3) Les Etapes Fondamentales dans le Processus de Paix au Moyen-Orient**

#### **a) Le Processus de Madrid**

La Conférence de Madrid s'est réunie le 30 octobre 1991 de manière compatible avec le cadre général déjà déclaré par James Baker.<sup>118</sup> Lors de cette conférence, la délégation palestinienne demandait le transfert des compétences dans les domaines économiques et politiques, notamment la souveraineté sur des sujets administratives et judiciaires. Quant à la délégation israélienne, elle demandait la fin de toute acte de

---

<sup>116</sup> Ari, op.cit, p. 751.

<sup>117</sup> Bishara, op.cit, p. 70.

<sup>118</sup> Quandt, op.cit, p. 310.

violence et la poursuite de la politique de colonisation. Certes, sous ces conditions, il s'agissait d'une confrontation claire entre les demandes des deux parties.<sup>119</sup>

Même si, lors du premier tour de la conférence, les négociations bilatérales ont été lancées entre les autorités Israéliennes et Palestiniennes, celles-ci n'ont fourni aucun résultat positif.<sup>120</sup> Quant au deuxième tour des négociations, il a été lancé le 4 décembre 1991 à Washington. Lors du deuxième tour des négociations, la délégation palestinienne proposait un plan de retrait des forces israéliennes et leur remplacement par des forces des Nations Unies et par ailleurs, demandait l'élection d'un gouvernement palestinien intérimaire dont le statut définitif serait déterminé dans les négociations de statut final. En ce qui concerne la délégation israélienne, elle demandait la poursuite de la colonisation juive dans les territoires occupés et la sécurité des citoyens israéliennes.<sup>121</sup> Sous ces conditions, le deuxième tour des négociations israélo-palestiniennes s'est achevé sans qu'il y ait un compromis entre les parties en litige.

Quant au troisième tour des négociations, il s'est lancé le 28 janvier 1992 à Moscou. Lors de ce troisième tour des négociations, l'OLP essayait de créer une délégation palestinienne incluant des Palestiniens de Jérusalem et de la diaspora. En revanche, la délégation israélienne déclarait clairement qu'elle s'opposerait à la participation d'une nouvelle délégation palestinienne. En conséquence de ce désaccord important, les négociations se sont confrontées à un grand risque de rupture par la suite des décisions de boycott de la délégation palestinienne.<sup>122</sup> De même, du fait qu'il n'y avait pas de progrès majeurs dans les négociations israélo-syriennes et israélo-libanaises, la Syrie et le Liban avaient aussi boycotté les pourparlers de Moscou.<sup>123</sup> Néanmoins, les Palestiniens, malgré les restrictions du gouvernement israélien à la veille et au cours des négociations, avaient déclaré qu'ils soutiendraient la poursuite des efforts de paix. Quant au prochain tour, il s'est lancé, le 25 février 1992, par l'intermédiaire des négociations bilatérales à Washington.<sup>124</sup>

---

<sup>119</sup> Laurens, op.cit, p. 471.

<sup>120</sup> C. Klein, **Israël; Etat en Quête d'Identité**, Firenze/Italie, Casterman/Giunti, Mars 1999, p. 96.

<sup>121</sup> Laurens, op.cit, p. 471.

<sup>122</sup> Barthelemy, op.cit, p. 233.

<sup>123</sup> Laurens, op.cit, p. 472.

<sup>124</sup> Ari, op.cit, p. 682.



Les négociations de paix à Washington continuaient sur un fond optimiste. Le gouvernement Rabin, bien différemment des approches du gouvernement précédent, avait accepté une grande majorité des demandes palestiniennes prévues dans les propositions de paix de la délégation palestinienne dont les demandes fondamentales comprenaient: 1) le lancement, sous la surveillance des Nations Unies, d'une élection législative pour une assemblée de 180 représentants, 2) la fondation d'une Administration Palestinienne intérimaire qui serait remplacée graduellement, dans une période intérimaire de cinq ans, par des forces d'occupation israéliennes et qui serait responsable de la sécurité intérieure et de l'assurance de l'ordre public et dotée en même temps par des organes législatifs et exécutifs ayant la compétence de conclure des traités et des accords internationaux avec les pays tiers et les organisations internationales. Sous ces conditions, les demandes palestiniennes constituaient en quelque sorte une répétition des conditions de paix déjà prévues par le gouvernement israélien lors de la Sommet de Camp David en 1978. Malgré cela, le gouvernement Rabin avait toutefois refusé l'idée de la fondation d'une Assemblée Législative Palestinienne dotée des compétences étendues, mais accepté, de l'autre côté, la formation d'un conseil administratif ayant des compétences limitées.<sup>125</sup> C'est ainsi que, les débats concernant la fondation d'une Assemblée Nationale Palestinienne se sont terminés par un compromis sur lequel toutes les deux parties n'étaient pas encore satisfaites sur le sujet de la détermination des limites de ces compétences administratives qui seraient attribuées à l'Assemblée Palestinienne. Dans ce contexte, le gouvernement israélien avait atteint un objectif important au sujet du maintien un vaste territoire en Cisjordanie sous souveraineté israélienne et de l'attribution des prérogatives limitées à une Autorité Palestinienne à créer.<sup>126</sup>

Certes, les ambiguïtés découlant de certaines décisions comme l'ajournement de la négociation sur les questions de fonds et la limitation des compétences politiques, économiques, judiciaires et administratives de l'Administration Intérimaire Palestinienne à créer continuaient encore à entraîner certains soucis sérieux concernant la stabilité de la paix israélo-palestinienne. En vue de supprimer ces soucis en question, le gouvernement Rabin avait décidé d'intensifier les entretiens

---

<sup>125</sup> Ibid, p. 684.

<sup>126</sup> Anciaux, op.cit, p. 103.

confidentiels déjà lancés lors du pouvoir du gouvernement Shamir entre les responsables israéliens et ceux de l'OLP.<sup>127</sup>

C'est ainsi que le Premier Ministre Rabin et le Ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès visaient à diminuer les risques de sécurité accroissant par l'effet de la montée de mouvements islamistes radicaux au Moyen-Orient, car la menace provenant de la montée de l'Islamisme radical commençait à créer un danger beaucoup plus grand que celui créé par Arafat et l'OLP.<sup>128</sup> Cette décision concernant l'intensification des entretiens confidentiels entre les délégués israéliens et palestiniens avait également entraîné l'ouverture des deux autres canaux de dialogue: bien que le premier n'ait abouti à aucun résultat concret, le second canal, établi en septembre 1992, avait réuni des proches de Pérès et des responsables de l'OLP à Oslo<sup>129</sup> et ainsi créé une chance essentielle pour la paix par la suite de la signature, le 13 Septembre 1993, de la Déclaration de Principes.

Certes, le processus de Madrid, soit par sa propre philosophie soit par sa longue période de négociation très dure est devenu une grande expérience et un pont important pour les autres initiatives de paix qui seraient lancées à l'avenir. Dans ce contexte, l'une des leçons les plus importantes issues de ce processus était la conception des effets déterminants de Yasser Arafat et des autres responsables de haut niveau de l'OLP sur les délégations palestiniennes même s'ils ont été exclus de toutes les étapes de négociations.<sup>130</sup> Cette leçon importante montrait à la fois aux Etats-Unis et à Israël que la paix durable ne pourrait être atteinte qu'avec la participation effective et les volontés libres des représentants de haut niveau de l'OLP.

---

<sup>127</sup> Cloarec, Laurens, op.cit, p. 190.

<sup>128</sup> Fawcett, op.cit, p. 234.

<sup>129</sup> Laurens, op.cit, p. 479.

<sup>130</sup> Anciaux, op.cit, p. 94.

## b) Le Processus d'Oslo

### b.1) Déclaration de Principes sur les Arrangements Intérimaires d'Autogouvernement

Le processus d'Oslo, qui s'est lancé le 13 septembre 1993 à Washington par la suite de la signature de la Déclaration de Principes suivant l'échange de lettres entre le Premier Ministre Rabin et le leader de l'OLP Yasser Arafat, était en fait un acquis important des rencontres confidentielles déjà lancées à Oslo entre le Ministre des Affaires étrangères israélien Shimon Pérès et les responsables de haut niveau de l'OLP.

Dans le cadre de ces rencontres confidentielles à Oslo, les délégués palestiniens avaient accepté les revendications fondamentales du gouvernement israélien prévoyant un processus d'autonomie graduelle et renvoyant les questions de fond à une négociation finale. En outre, lors de ces négociations, les délégués israéliens et palestiniens avaient obtenu en août 1993 un consensus général sur un texte intitulé « La Déclaration de Principes » qui a été signé par Pérès à Oslo le 20 août 1993.<sup>131</sup> En suite, le 9 septembre 1993, quatre jours avant la signature de la Déclaration de Principes, le ministre des Affaires étrangères norvégien Johan Joergan Holst avait transmis à Itzhak Rabin une lettre de Yasser Arafat comprenant les engagements suivants de l'OLP:<sup>132</sup> - *l'OLP reconnaît le droit de l'Etat d'Israël de vivre en paix dans la sécurité, - l'OLP accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité de l'ONU, - l'OLP s'engage dans le processus de paix du Proche-Orient et dans une résolution pacifique du conflit entre les deux parties et déclare que toutes les questions en suspens liées au statut seront résolues par la négociation, l'OLP considère que la signature de la Déclaration de Principes constitue un événement historique inaugurant une époque nouvelle de coexistence pacifique, sans violence et sans autre acte qui pourrait mettre en danger la paix et la stabilité.*<sup>133</sup> En réponse à la lettre d'Arafat, le Premier Ministre Rabin avait rédigé une lettre assez brève

<sup>131</sup> Laurens, op.cit, pp. 480-481

<sup>132</sup> Lettres de reconnaissance mutuelle échangées entre M. Arafat et Rabin, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/lettre93-fr>, 22.10.2005.

<sup>133</sup> Klein, op.cit, p. 98.

indiquant à la reconnaissance de l'OLP comme à la fois le représentant du peuple Palestinien et l'interlocuteur officiel durant les négociations de paix.<sup>134</sup>

Quatre jours après de cet évènement historique, le 13 septembre 1993, Rabin et Arafat se sont rencontrés à la Maison Blanche pour la cérémonie de signature de la Déclaration de Principes. Le texte en question sur lequel toutes les deux parties se sont entendues, consistait en l'arrangement intérimaire sur d'autogouvernement palestinien dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie. Dans ce contexte, la Déclaration de Principes prévoyait un plan de préparation pour l'élection des membres de l'Autorité Palestinienne (Conseil Palestinien) qui serait composée des représentants des habitants de Cisjordanie et de Gaza. Selon ce plan, les membres de l'Autorité Palestinienne seraient élus dans une période intérimaire de cinq ans et au cours de cette période, les délégués israéliens et palestiniens négocieraient les conditions principales d'une paix permanente qui serait établie en se basant sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité de l'ONU.<sup>135</sup>

Un mois après la signature de la Déclaration de Principes, autrement dit avec le début de la durée de l'entrée en vigueur de l'accord, les deux parties avaient commencé à négocier les détails du processus de retrait des troupes israéliennes de la Bande de Gaza et de la Jéricho qui devrait être accompli dans quatre mois. En outre, ce calendrier de retrait prévoyait également la conclusion d'un accord intérimaire qui déterminerait les détails du processus de l'évacuation de la Bande de Gaza et de la Jéricho.<sup>136</sup>

Dans le cadre de la période intérimaire de cinq ans, l'autorité politique, économique et administrative dans l'ensemble des territoires occupés serait graduellement transférée aux autorités palestiniennes qui ne seraient responsables que dans les domaines de la santé, de l'éducation et du culture, des affaires sociales, de la fiscalité directe et du tourisme. Par ailleurs, les autorités palestiniennes pourraient également former une force de police. En revanche, la structure générale et les compétences de l'Autorité Palestinienne à créer seraient définies par un autre accord intérimaire qui

---

<sup>134</sup> Ibid.

<sup>135</sup> La Déclaration de principes sur les aménagements de l'autonomie provisoire Washington, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/declaration93-fr>, 22.10.2005.

<sup>136</sup> Ari, op.cit, p. 687.

serait conclu avant 13 juin 1994.<sup>137</sup> Quant aux négociations sur les questions de statut final, elles seraient lancées avant décembre 1995 et conclues jusqu'en décembre 1998.<sup>138</sup> Autrement dit, les négociations sur les questions de statut final telles que le statut de Jérusalem-Est, les droits au retour des réfugiés palestiniens, la détermination des frontières, la politique d'implantation des colonies juives et la sécurité régionale, ne pourraient être abordées qu'au plus tard trois ans suivant le début de la période intérimaire qui serait lancée le jour de l'évacuation israélienne de Gaza et de Jéricho.<sup>139</sup>

En ce qui concerne les ambiguïtés de la Déclaration, elles émergeaient notamment au sujet du cadre géographique de l'accord. Selon l'article IV de la Déclaration, *la Cisjordanie et Gaza étaient reconnus comme une unité territoriale unique dont l'intégrité serait préservée durant la période intérimaire et que le juridiction du Conseil Palestinien, sauf pour les sujets qui seraient négociés dans les négociations de statut final, couvrirait l'ensemble de ces territoires*<sup>140</sup>, mais la séparation géographique entre la Cisjordanie et Gaza constituait encore une source d'ambiguïté très importante de point de vue de la préservation de l'intégrité de cette *unité territoriale* entre ces deux régions. Sous ces conditions, la partie palestinienne avait accepté les conditions de paix de la partie israélienne sans qu'il y ait une perspective claire concernant les questions de fond.<sup>141</sup>

## **b.2) L'Accord du Caire**

L'Accord du Caire constituait la deuxième étape importante du calendrier de négociation déjà prévu dans la Déclaration de Principes, mais malgré cela, cet accord intérimaire sur la Bande de Gaza et la zone de Jéricho avait été conclu presque quatre mois plus tard de sa dernière date de la signature qui a été déjà définie dans l'Annexe II de l'Accord d'Oslo.

---

<sup>137</sup> Shlaim, op.cit, pp. 516-517.

<sup>138</sup> La Déclaration de principes sur les aménagements de l'autonomie provisoire, Washington 13 septembre 1993, op.cit.

<sup>139</sup> Cloarec, Laurens, op.cit, p. 191.

<sup>140</sup> La Déclaration de principes sur les aménagements de l'autonomie provisoire, Washington 13 septembre 1993, op.cit.

<sup>141</sup> Shlaim, op.cit, p. 519.

L'accord en question constituait le début d'une période intérimaire de cinq ans. Dans le cadre de cette période, la première phase serait accomplie dans trois semaines par la suite de l'achèvement du processus de retrait des troupes israéliennes à Gaza et à Jéricho. En revanche, selon les articles I et II de l'Accord, l'armée israélienne continuerait à contrôler certaines régions militaires et civiles telles que la frontière égyptienne de la Gaza et les zones de colonies juives dans certaines régions de la Gaza et de la zone de Jéricho.<sup>142</sup>

Jusqu'à la fin de cette durée de trois semaines, l'Autorité Palestinienne qui serait composée de 24 membres commencerait à exercer ses compétences et responsabilités législatives, exécutives et judiciaires de manière conforme au cadre général déjà déterminé dans l'Accord d'Oslo. Mais en contrepartie, l'OLP s'engagerait à informer le gouvernement israélien sur certains sujets tels que l'élection et les changements des membres du Conseil. En outre, Israël pourrait maintenir à l'égard de l'Autorité Palestinienne ses droits de juridiction sur les domaines des relations étrangères, de la sécurité extérieure et de la sécurité des colonies juives à Gaza et à Jéricho. En revanche, l'OLP pourrait conclure à la fois des accords économiques et des accords d'assistance et du développement avec les organisations internationales et les Etats étrangers.<sup>143</sup>

### **b.3) L'Accord d'Oslo II (Accord Intérimaire sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza)**

L'Accord d'Oslo II, qui élargirait les compétences législatives, exécutives et judiciaires de l'Autorité Palestinienne, était également un accord retardé comme l'Accord du Caire. Avec cet accord signé à Washington par le Président Clinton, Hosni Moubarak, le Roi Hussein, Yitzhak Rabin et Yasser Arafat,<sup>144</sup> le processus de retrait des troupes israéliennes des agglomérations cisjordaniennes, à l'exception d'Hébron, se lancerait au mois d'octobre et continuerait jusqu'en décembre 1995.<sup>145</sup>

---

<sup>142</sup> Ari, op.cit, pp. 695-696.

<sup>143</sup> L'accord sur la bande de Gaza et la zone de Jéricho Le Caire 4 mai 1994, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/caire94-fr>, 25.10.2005.

<sup>144</sup> Fraser, op.cit, p. 146.

<sup>145</sup> Laurens, op.cit, p. 492.

L'Accord d'Oslo II avait divisé la Cisjordanie en trois zones principales: la zone A, constituait 3 % du territoire cisjordanien et comprenait les six villes évacuées par les troupes israéliennes dans lesquelles l'Autorité Palestinienne pourrait exercer ses compétences institutionnelles concernant la gestion administrative, la sécurité et le maintien de l'ordre public, la zone B constituait 24 % de la Cisjordanie et englobait 68 % de la population vivant dans les petites agglomérations de la Cisjordanie sur lesquelles l'Autorité Palestinienne disposerait d'un contrôle conjoint avec les autorités israéliennes et dernièrement la zone C constituait 72 % du territoire cisjordanien et comprenait les colonies juives et les territoires inhabités ayant l'importance stratégique, sur lesquels les troupes israéliennes auraient un pouvoir de contrôle exclusif sur les domaines de la sécurité et du maintien de l'ordre public. Dans les régions de la zone C, l'Autorité Palestinienne ne pourrait disposer que des compétences relatives à l'économie, la santé et l'éducation.<sup>146</sup> C'est ainsi qu'à la suite de cet accord, Israël disposerait, comme il a été indiqué par Shimon Pérès, le ministre israélien des Affaires étrangères, de 73 % des territoires cisjordanien et de 80 % des ressources d'eau en Cisjordanie. En outre, sur 97 % des territoires cisjordanien, les forces de sécurité israéliennes disposeraient d'une compétence exclusive sur des sujets concernant la sécurité.<sup>147</sup>

En ce qui concerne les redéploiements futurs, l'Accord d'Oslo II prévoyait qu'un autre processus de retrait comprenant cette fois une certaine partie des zones B et C soit lancé dans une période composée de trois phases. En outre, la deuxième sous chapitre de l'article XVII de l'Accord Intérimaire exigeait que l'ensemble de ce processus en question dans la Bande de Gaza et les zones B et C soit accompli dans une durée de dix-huit mois suivant l'inauguration du Conseil Palestinien.<sup>148</sup> Par ailleurs, l'Accord prévoyait que les négociations sur les questions de fonds (les négociations de statut final) commencent en mai 1996 et soient conclues avant mai 1999. En revanche, ni l'Accord Intérimaire ni les accords précédents ne prévoyaient aucune perspective concrète concernant le statut politique de l'Etat Palestinien à établir.<sup>149</sup>

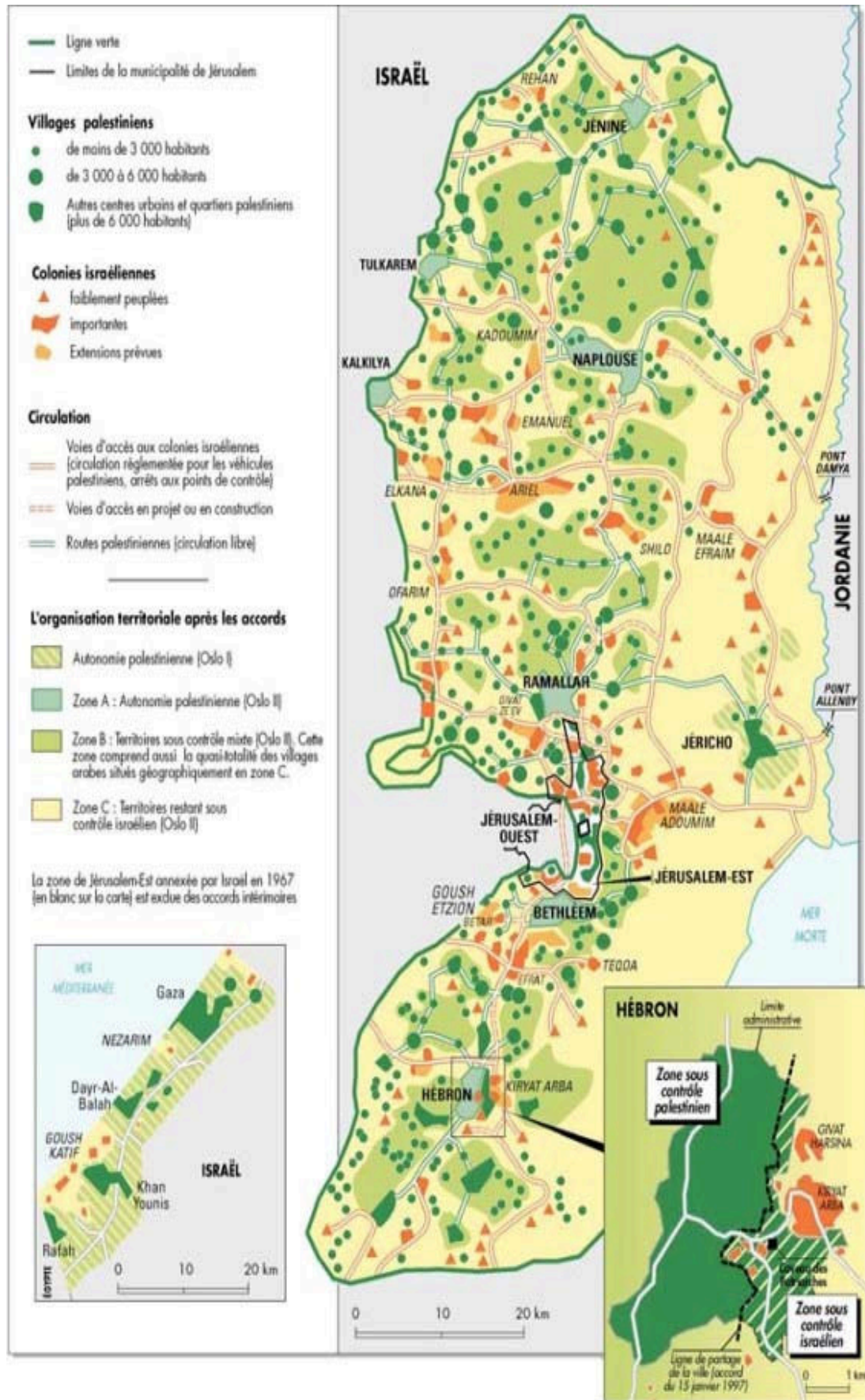
---

<sup>146</sup> Anciaux, op.cit, p. 138.

<sup>147</sup> Farsoun, Zacharia, op.cit, p. 267.

<sup>148</sup> L'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza Washington 28 septembre 1995, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/oslo2-fr>, 25.10.2005.

<sup>149</sup> E. Karsh (ed), **Between War and Peace: Dilemmas of Israeli Security**, London, Frank Cass, 1996, pp. 46-47.



Les Accords d'Oslo II (28 Septembre 1995)

Source: <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/cisjordanieoslo2>.



Sous ces conditions, cet accord intérimaire ne pouvait pas être déjà conçu comme le début d'une paix véritable,<sup>150</sup> car certaines ambiguïtés très sévères sur le statut politique de l'Etat Palestinien, l'avenir des implantations juives et du processus de transfert de souveraineté entraînaient au sens général une conjoncture d'incertitude évidente pour les opinions publiques de toutes les deux parties. Dans ce contexte, les ambiguïtés sur certaines questions cruciales comme la détermination du statut de la Jérusalem et le règlement des droits au retour des réfugiés palestiniens aux négociations de statut final avait commencé à causer de plus en plus l'accroissement des soucis concernant le renforcement des organisations islamistes défendant la poursuite de l'Intifada.

#### **b.4) Le Protocole d'Hébron**

Le Protocole d'Hébron avait été signé à Washington, le 17 janvier 1997, par Arafat et Netanyahu. Selon ce protocole en question, le processus de retrait des troupes israéliennes des deux tiers de la ville d'Hébron devait être achevé en dix jours.<sup>151</sup> Le protocole avait divisé la ville d'Hébron en deux zones principales nommées comme H1 (qui couvrait 80 % de la ville d'Hébron) et H2 (qui couvrait 20 % de la ville): sur la zone H1, la responsabilité d'assurer l'ordre public était confiée à l'Autorité Palestinienne tandis que sur la zone H2, toutes les compétences concernant l'ordre public avaient été confiées aux forces de sécurité israéliennes.<sup>152</sup> En outre, les forces de sécurité israéliennes *continueraient à assumer la responsabilité de la sécurité globale des Israéliens sur l'ensemble de la ville.*<sup>153</sup> De ce fait, l'unité de la ville d'Hébron est disparue et en conséquence de cela, Hébron, la ville sainte pour les Juifs et les Musulmans, est devenue une ville divisée dans laquelle les hostilités réciproques entre ses habitants Juifs et Musulmans s'accroissaient de plus en plus.<sup>154</sup>

---

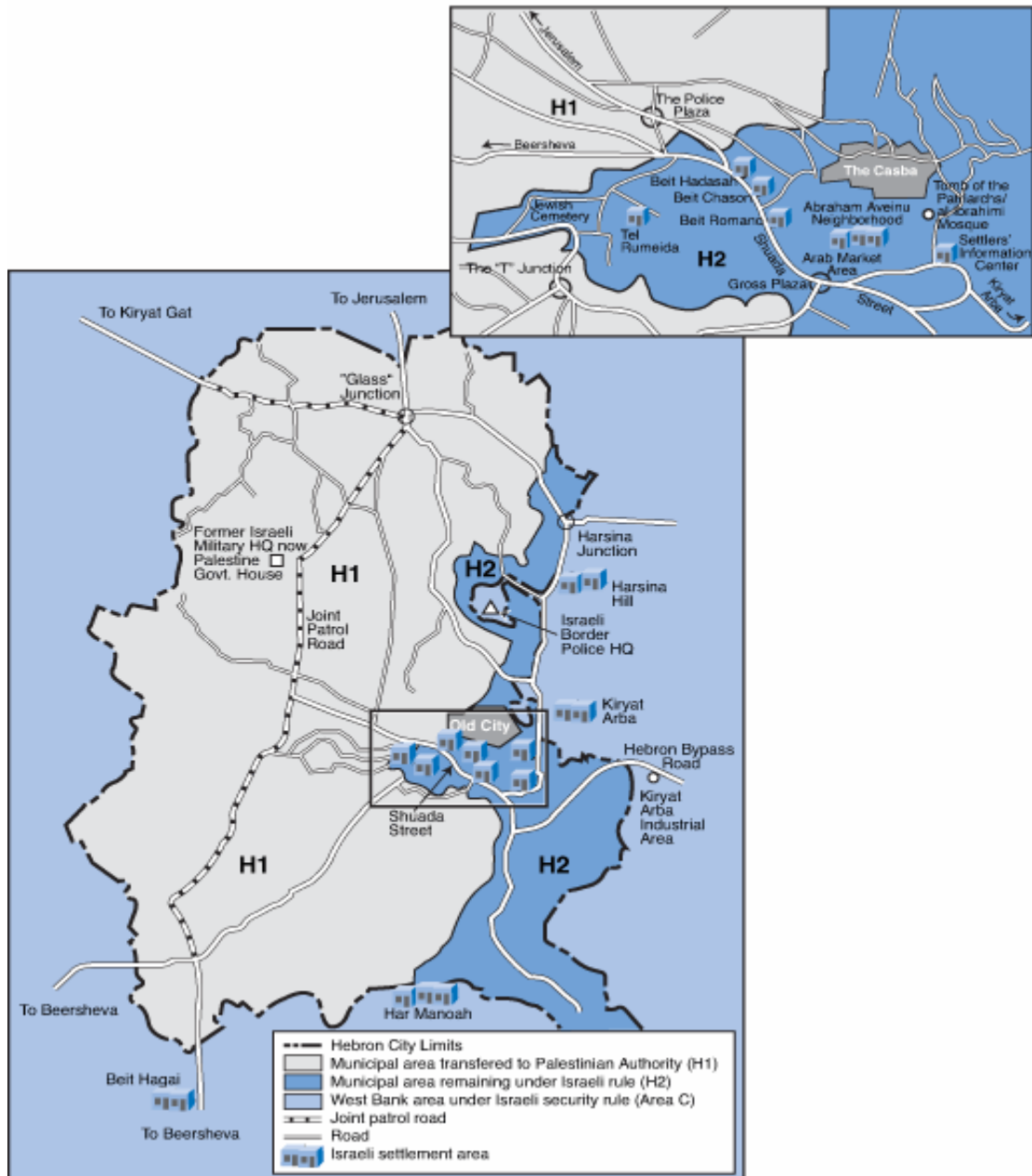
<sup>150</sup> Anciaux, op.cit, p. 144.

<sup>151</sup> Protocole d'accord sur le redéploiement dans la ville d'Hébron, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/hebron97-fr>, 18.05.2006.

<sup>152</sup> Shlaim, op.cit, pp. 579-580.

<sup>153</sup> Protocole d'accord sur le redéploiement dans la ville d'Hébron, op.cit.

<sup>154</sup> C. D. Smith, **Palestine and the Arab –Israeli Conflict: A History With Documents** (5ème édition), Boston, Bedford/St.Martins, 2004, p. 460.



Les Frontières de la ville d'Hébron selon le Protocole d'Hébron – 1997

Source: [http://www.fmep.org/maps/map\\_data/redeployment/hebron\\_redeployment\\_map.html](http://www.fmep.org/maps/map_data/redeployment/hebron_redeployment_map.html).

### b.5) L'Accord de Wye Plantation

Le Sommet de Wye Plantation, qui s'est réuni le 15 octobre 1998, s'est achevé le 23 octobre 1998 avec la signature d'un nouvel accord intérimaire intitulé l'Accord de Wye River. Grâce à cet accord, le processus de transfert d'autorité du gouvernement israélien vers l'Autorité Palestinienne était repris à la suite d'une longue période de

rupture continuant depuis juin 1996. L'accord transférait à l'Autorité Palestinienne 13 % de la zone C en Cisjordanie vers la zone A (1 %) et la zone B (12 %). Par ailleurs, 14.2 % de la zone B se transférait vers la zone A, c'est ainsi que, l'Autorité Palestinienne, qui exerçait un plein contrôle sur seulement 3 % de la Cisjordanie avant l'Accord de Wye Plantation, contrôlerait, suite à cet accord, 18.2 % des territoires cisjordaniens. D'autre part, le nouveau pourcentage de l'ensemble des territoires dans la zone B serait augmenté à 21.8 % et de cette façon que l'Autorité Palestinienne exercerait ses compétences déterminées dans l'Accord d'Oslo II (28 septembre 1995) sur au total 40 % des territoires cisjordaniens (18.2 % la zone A, 21.8 % la zone B).<sup>155</sup> En revanche, du fait que les zones palestiniennes ne seraient pas contiguës, le transport et les passages parmi ces zones isolées seraient soumis au contrôle des forces de sécurité israéliennes.<sup>156</sup> Par ailleurs, sur 60 % de la Cisjordanie, le contrôle civil et militaire des autorités israéliennes continuerait.

Quant au sujet de sécurité, le deuxième article de l'Accord prévoyait que toutes les parties s'engageraient réciproquement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de prévenir les actes de terrorisme, de crime et de l'hostilité incitées contre l'un à l'autre.<sup>157</sup> Dans ce contexte, Arafat était également convaincu sur le sujet de l'exclusion des clauses anti-israéliennes dans la Charte Nationale Palestinienne.<sup>158</sup> En outre, l'accord en question déclarait également que le processus de coopération israélo-palestinienne, qui serait établi notamment dans le domaine de sécurité et de lutte contre le crime et le terrorisme, serait élargi vers les domaines d'économie, de commerce, de transport et d'assistance technique.

En ce qui concerne le sujet des négociations de statut final, l'accord exigeaient que tous les travaux qui seraient menés par les délégués israéliens et palestiniens soient accomplis, selon l'article IV de l'accord, au plus tard le 4 mai 1999 (la dernière date de la période intérimaire de cinq ans qui a commence, le 4 mai 1994, par la suite de la conclusion de l'Accord du Caire).<sup>159</sup>

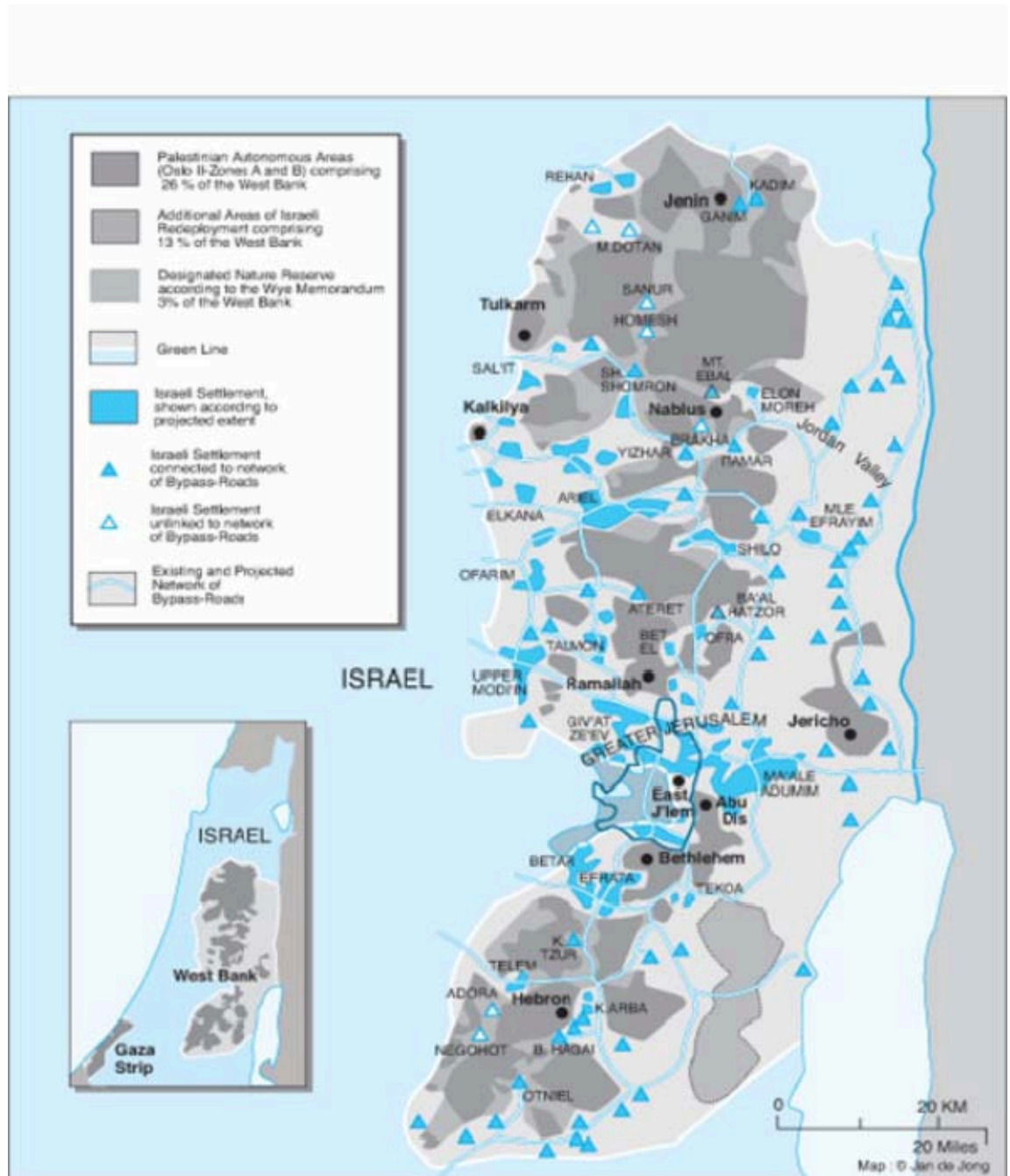
<sup>155</sup> Memorandum de Wye River 23 octobre 1998, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/wyeplantation-fr,01.11.2005>.

<sup>156</sup> E. Said (ed), **Israël, Palestine; L'égalité ou rien**, Mayenne/France, La fabrique, 1999, pp. 148-149.

<sup>157</sup> Memorandum de Wye River 23 octobre 1998, op.cit.

<sup>158</sup> H. F. Eilts, "The Wye Memorandum Breakthrough or Band-aid?", **American Diplomacy**, Octobre 1998.

<sup>159</sup> Memorandum de Wye River 23 octobre 1998, op.cit.



Les Frontières du Redéploiement Israélien Selon le Mémorandum de Wye River  
 Source: [http://www.fmep.org/maps/map\\_data/redeployment/current\\_projected\\_israeli.html](http://www.fmep.org/maps/map_data/redeployment/current_projected_israeli.html).

#### b.6) Le Mémorandum de Charm Al Cheikh (Accord de Wye II)

Le Mémorandum de Charm Al Cheikh (Accord de Wye II) a été signé le 4 septembre 1999 par l'effet des approches modérées du Premier Ministre Barak. Dans le cadre de cet accord, les sujets abordés étaient comme suivant: les conditions du

lancement des négociations de statut final, les phases fondamentales des redéploiements ultérieurs, la libération des prisonniers palestiniens, la fondation d'un Comité Economique Ad Hoc, le passage sécuritaire entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie, la construction du Port de Gaza, les issues concernant la ville d'Hébron et la sécurité mutuelle.<sup>160</sup>

Au sujet des conditions de la poursuite des négociations de statut final, l'accord prévoyait que les négociations en question soient lancées par la suite de l'achèvement de la première étape de la libération des prisonniers palestiniens et de l'achèvement, au plus tard jusqu'au 13 septembre 1999, de la première étape des redéploiements.<sup>161</sup>

En ce qui concerne les phases des redéploiements au futur, il avait été fixé un calendrier de retrait à trois phases dont la première phase serait lancée le 5 septembre 1999 par le transfert de 7 % des territoires de la zone C vers la zone A, la deuxième phase serait lancée le 5 novembre 1999 par la suite du transfert de 2 % des territoires de la zone B vers la zone A et de 3 % de la zone C vers la zone B, quant à la dernière phase, elle serait lancée le 20 janvier 2000 par le transfert de 1 % des territoires de la zone C vers la zone A et de 5.1 % de la zone B vers la zone A. C'est ainsi qu'au total, les territoires de la zone A seraient augmentés en proportion de 8.1 % alors que ceux dans la zone B seraient élargis en proportion de 10 %.<sup>162</sup>

Quant au sujet de la libération des prisonniers palestiniens, la première étape serait accomplie le 5 septembre 1999, par la suite de la libération des 200 prisonniers tandis que la deuxième étape serait accomplie le 8 octobre 1999, par la suite de la libération d'un autre groupe de prisonniers composé de 150 personnes.<sup>163</sup> En outre, au sujet de passage sécuritaire, l'Accord prévoyait la création de deux routes de passage sécuritaire, l'un au Nord l'autre au Sud, qui assurerait la transportation sécuritaire

---

<sup>160</sup> Mémorandum de Charm Al Cheikh sur la mise en oeuvre du calendrier d'application des engagements en suspens découlant des accords signés et sur la reprise des négociations sur le statut permanent 4 septembre 1999, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/charm99-fr>, 20.11.2005.

<sup>161</sup> Ibid.

<sup>162</sup> Ibid.

<sup>163</sup> Ibid.

entre la Gaza et la Cisjordanie. Par ailleurs, avec cet accord, toutes les deux parties s'engageaient également à construire ensemble le Port de Gaza.<sup>164</sup>



L'Accord de Charm Al Cheikh

Source: <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/cisjordaniecharm1999>

<sup>164</sup> Ibid.

En revanche, malgré ces engagements cités au dessus, la politique d'élargissement d'implantations juives à Gaza et en Cisjordanie continuaient sans arrêt. Or, cette situation concernant les implantations juives constituait une activité qui était complètement contre à l'esprit du Processus d'Oslo. Par ailleurs, pour le peuple Palestinien, ces implantations juives étaient non seulement un symbole de l'occupation israélienne mais aussi une source de danger permanent qui pourrait causer des conflits violents provenant de la contiguïté territoriale même s'il y aurait un jour une solution à deux Etats.<sup>165</sup>

#### **b.7) Le Sommet de Camp David**

Le Sommet de Camp David s'est réuni le 11 juillet 2000 par l'intermédiaire des efforts diplomatiques intenses de l'Administration Clinton. Le processus de négociation dans ce sommet trilatéral s'est terminé dans 14 jours sans y avoir un résultat concret relatif au progrès des négociations de paix à l'avenir.<sup>166</sup>

Au cours de négociations de Camp David, surtout ces quatre questions fondamentales: le redéploiement des troupes israéliennes des territoires cisjordaniens, l'arrêt de la politique d'expansion d'implantations juives, le droit au retour des réfugiés palestiniens et les droits de souveraineté à Jérusalem-Est, avaient entraîné des grands différends qui ont causé l'échec de ce sommet important.

En outre, les mesures concernant le règlement de toutes ces questions de fond avaient été laissées aux négociations de Camp David sans qu'il y ait un vrai consensus sur les étapes principales du processus de redéploiement des troupes israéliennes. Cette manœuvre diplomatique du Premier Ministre Barak avait trop affaibli la force de négociation de la partie palestinienne.<sup>167</sup>

Dans ce contexte, surtout le sujet de la détermination du statut définitif de la ville de Jérusalem est devenu l'une des causes fondamentales de l'échec des négociations de Camp David. Le maintien de la souveraineté totale des autorités israéliennes sur l'ensemble de la ville de Jérusalem avait été proposé par la délégation israélienne

---

<sup>165</sup> Fawcett, op.cit, p. 255.

<sup>166</sup> Ibid, p. 256.

<sup>167</sup> M. E. Salla, "Personal Empowerment as the Missing Ingredient for a Resolution of the Israel/Palestine Conflict", **The Online Journal of Peace and Conflict Resolution**, 2003.

comme une pré-condition essentielle, mais en revanche la délégation palestinienne n'avait pas renoncé à la volonté de faire la Jérusalem-Est la capitale de l'Etat de Palestine.<sup>168</sup>

En ce qui concerne les questions concernant le droit au retour des réfugiés palestiniens, le Président Barak n'avait accepté la mise en œuvre d'un processus de réunification de famille comprenant 500 personnes par an.<sup>169</sup> Or, les propositions israéliennes sur ce sujet constituaient évidemment une situation contradictoire à la Résolution 194 du Conseil de Sécurité de l'ONU (notamment contre l'article VII prévoyant le libre accès des palestiniens aux Lieux Saints et l'article XI prévoyant le droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers). Le fait d'accepter une telle proposition causerait d'une manière indispensable l'exclusion de presque quatre millions de réfugiés palestiniens dont la moitié vive en territoires occupés et dans les pays arabes voisins d'Israël.<sup>170</sup>

Par ailleurs, dans le cadre des négociations de Camp David, l'Etat Palestinien avait été considéré par les autorités israéliennes comme un Etat démilitarisé. En outre, selon les conditions de paix proposées par la délégation israélienne, l'Etat de Palestine ne pourrait pas conclure, sans l'autorisation des autorités israéliennes, les traités d'alliance avec les pays tiers, l'armée israélienne pourrait établir les systèmes d'avertissement militaire dans les collines près de la Vallée de Jordanie et de plus les troupes israéliennes pourraient s'installer dans la Vallée de Jordanie au cas où l'armée israélienne subisse une menace possible. De l'autre côté, les parties en question prévoyaient que l'Autorité Palestinienne pourrait contrôler les passages entre la Jordanie et l'Egypte en coopération avec Israël et que les autorités israéliennes pourraient contrôler des ressources d'eau en Cisjordanie. À part de toutes ces propositions citées au dessus, la partie israélienne demandait de maintenir sa souveraineté sur la Vallée de Jordanie au cours de vingt-cinq ans à venir.<sup>171</sup> Brièvement, ces demandes proposées par la délégation israélienne ne préparaient que les bases juridiques et politiques d'un Etat Palestinien autonome qui serait dépendant de l'Etat d'Israël même dans les sujets les plus fondamentaux comme l'intégralité

---

<sup>168</sup> Ari, op.cit, p. 741.

<sup>169</sup> Fawcett, op.cit, p. 256.

<sup>170</sup> Ari, op.cit. p. 741.

<sup>171</sup> Ibid, p. 743.



territoriale, la souveraineté sur des ressources naturelles, l'assurance de l'ordre public, la sécurité et la politique étrangère.

Sous ces conditions, le Sommet de Camp David fut un échec diplomatique important indiquant que le conflit israélo-palestinien ne pourrait jamais être résolu ni par les solutions pragmatiques à court terme ni par les faits accomplis éludant les questions de fond entre Israël, la Palestine et les autres pays arabes. Surtout aux sujets du droit au retour des réfugiés et des droits de souveraineté à Jérusalem-Est, il s'agissait d'un grand fait accompli diplomatique car, malgré que la partie israélienne n'a pas encore accompli une grande majorité de ses exigences découlant des accords précédents, elle demandait des concessions sérieuses de la partie palestinienne sur certaines questions de fond telles que le droit au retour des réfugiés et les droits de souveraineté à Jérusalem-Est. En conséquence de cette situation inacceptable de point de vue de la partie palestinienne, le Président Clinton, le Premier Ministre Barak et le leader de l'OLP Yasser Arafat avaient fait une déclaration trilatérale qui a annoncé que les négociations de paix seraient poursuivies entre les autorités israéliennes et palestiniennes jusqu'à ce qu'il serait établi une paix permanente dans le cadre des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Pour pouvoir atteindre cet objectif en question, les parties en litige avaient déclaré, à la fin d'un processus de négociation qui a duré quatorze jours, que les Etats-Unis seraient restés comme *un partenaire vital pour la paix*.<sup>172</sup>

### C) Les Interactions entre les Facteurs Intérieurs et Extérieurs

Dans le cadre du processus de lancement et de poursuite des initiatives de paix israélo-palestiniennes entre les années 1991 (début du Processus de Madrid) et 2000 (début de la deuxième Intifada), les fortes interactions entre les facteurs intérieurs découlant des dynamiques internes de la région et les facteurs extérieurs découlant des politiques de puissance (*power politics*) des acteurs hors région ont joué un rôle déterminant. De ce point de vue, il est possible de dire que les initiatives de paix israélo-palestiniennes se sont mises en œuvre en conséquence des effets cumulatifs de ces interactions fortes entre les facteurs intérieurs et les facteurs extérieurs.

---

<sup>172</sup> Déclaration tripartite Etats-Unis-Israël-Palestiniens Camp David (États-Unis), 25 juillet 2000 <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/campdavid2000-fr, 24.11.2005>.

Par exemple, avec la fin de la présence soviétique au Moyen-Orient, la région est devenue plus vulnérable vis-à-vis des politiques de puissance des Etats-Unis visant à établir une hégémonie régionale exclusive sur l'ensemble du Moyen-Orient. Cette situation a accordé aux Etats-Unis et à Israël, l'un des alliés les plus proches des Etats-Unis, une occasion stratégique très importante pour pouvoir élargir et renforcer leurs zones d'influence au Moyen-Orient. Dans ce cadre, les mouvements islamistes au Moyen-Orient se sont lancés comme étant des mouvements d'opposition réactionnaires ciblant à la fois l'existence de l'Etat d'Israël et les autorités politiques non islamiques accusées, par une grande majorité des peuples de la région, d'être inefficaces au sujet de défendre les droits fondamentaux des peuples réprimés au Moyen-Orient vis-à-vis des politiques coercitives menées notamment par des puissances Occidentales et Israël. Dans ce contexte, la défaite du nationalisme arabe lors de la Crise du Golfe a aussi largement contribué au processus de montée de l'Islamisme dans la période de l'après Guerre Froide.<sup>173</sup> De ce fait, la disparition de la menace soviétique à la suite de la fin de la période de la Guerre Froide a créé une sorte de *vide de menace*<sup>174</sup> qui a été comblé, dans les années 80 et 90, par une autre menace idéologique appelée l'Islamisme. À l'égard de ce changement conjoncturel important menaçant le maintien et la promotion des intérêts nationaux des Etats-Unis et d'Israël, la mise en œuvre des initiatives de paix israélo-palestiniennes a été adoptée, à la fois par les Etats-Unis et Israël, comme l'une des politiques les plus importantes en voie d'assouplir les tensions politiques probables qui pourraient découler du processus de montée de l'Islamisme dans la période de l'après Guerre Froide.

Par ailleurs, la diminution du poids politico-économique de l'Union Soviétique au Moyen- Orient a également joué un rôle important sur le grand succès politique de l'Intifada au niveau international. Dans ce cadre, l'écho international puissant de l'Intifada s'est renforcé vers les fins des années 1980, dans une période où les polarisations et les tensions politiques entre deux superpuissances s'affaiblissaient de plus en plus. Par conséquent, grâce à la disparition des polarisations idéologiques entre l'Est et l'Ouest, le soutien politique et économique accordé par la communauté internationale pour la réussite de l'Intifada a été obtenu de manière plus intense.

---

<sup>173</sup> D. Schafer, "The Origine of the Israeli/ Palestinian Conflict: The Defining Moment", **The Humanist**, Jan / Fév.2003, Vol: 63, No: 1, p. 20.

<sup>174</sup> Ibid, p. 19.

C'est ainsi qu'un monde plus intégré a entraîné plusieurs avantages considérables en faveur de l'accroissement du soutien international derrière de la résistance nationale palestinienne qui était beaucoup plus limité dans un système international strictement polarisé et désintégré. Sous ces conditions, les Etats-Unis et l'Union Soviétique se sont orientés vers un objectif commun prévoyant le règlement pacifique du conflit israélo-palestinien. D'autre part, avec la fin de la Guerre Froide, surtout les pays européens (la Grande Bretagne, l'Allemagne et la France) et la Chine ont commencé à participer aux efforts relatifs au règlement de la question israélo-palestinienne de manière beaucoup plus effective. Cette situation a largement contribué au processus de la mise en œuvre des initiatives de paix israélo-palestiniennes.

La fin de la Guerre Froide a également affecté sérieusement le processus d'affaiblissement de l'OLP. Avec l'effondrement de l'Union Soviétique, l'OLP a perdu l'un de ses supporteurs les plus importants dans sa lutte politique contre Israël. En conséquence de cela, l'OLP s'est obligée à mener une politique relativement conforme aux conditions de paix proposées par les Etats-Unis et Israël. Par conséquent, dans le cadre de cette nouvelle ère où les Etats-Unis ont resté comme la seule superpuissance du monde, il est possible de dire que les grands changements vécus au Moyen-Orient et au système international ont joué un rôle important dans le processus d'affaiblissement de l'OLP. Dans ce contexte, surtout la Guerre du Golfe qui a entraîné des crises politiques et financières pour l'OLP a rapproché davantage les politiques menées par l'OLP aux attentes fondamentales des Etats-Unis et d'Israël. Autrement dit, l'OLP qui s'affaiblissait de plus en plus par l'effet de la nouvelle conjoncture politique de la période de l'après Guerre Froide est devenue un interlocuteur vulnérable vis-à-vis des conditions de paix proposées par Israël. En conséquence de cela, toutes les parties concernées, notamment les Etats-Unis et Israël, ont intensifié leurs efforts diplomatiques destinés à établir une paix israélo-palestinienne durable et stable avant que le processus d'affaiblissement de l'OLP n'arrive pas à un point irréversible à l'égard du processus de montée des organisations islamistes palestiniennes. Dans ce contexte, il est possible de dire que les fortes interactions entre la fin de la Guerre Froide et le processus d'affaiblissement de l'OLP ont créé des conditions propices pour inciter les parties concernées aux efforts de résoudre la question israélo-palestinienne et ainsi joué un rôle déterminant dans le lancement et la poursuite des initiatives de paix.

Quant à un autre facteur extérieur important qui était en interaction avec les facteurs intérieurs et ainsi qui a eu des effets déterminants sur le processus de reformation de la conjoncture politique régionale du Moyen-Orient dans la période de l'après Guerre Froide, ce sont les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région. Dans le cadre des processus de Madrid et d'Oslo, les initiatives de paix israélo-arabes menées sous le leadership des Etats-Unis ont subi une résistance stricte lancée notamment par les groupes extrémistes musulmans qui ont obtenu le vaste soutien des peuples de la région. En conséquence de cela, les mouvements d'opposition poursuivis contre les initiatives diplomatiques ayant pour but de garantir la sécurité d'Israël et imposer l'hégémonie américaine dans la période de l'après Guerre Froide sont devenus l'une des causes essentielles de l'échec des efforts de paix menés dans le cadre des processus de Madrid et d'Oslo. Autrement dit, les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région ont causé l'accroissement des actes de violence et des divisions sociales entre les peuples Juifs et Musulmans et ainsi contribué au processus de renforcement des mouvements d'opposition. De ce point de vue, les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région ont accéléré le processus de montée de l'islamisme et ainsi incité les parties concernées dont les intérêts fondamentaux sont menacés par la montée brusque des mouvements extrémistes religieux à poursuivre les initiatives de paix visant à mettre fin au conflit israélo-palestinien.

Par ailleurs, ces initiatives en question ont aussi paradoxalement constitué l'une des causes les plus essentielles du grand succès politique de l'Intifada au niveau international. Dans ce cadre, les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région sont devenues une source d'espoir essentielle pour l'OLP qui essayait de bénéficier du prestige internationale qu'elle avait obtenu grâce à l'Intifada pour pouvoir être, soit au niveau national soit au niveau international, le seul représentant légitime du peuple Palestinien. D'autre part, l'accroissement rapide du soutien politique considérable de la communauté internationale derrière de l'Intifada, notamment le soutien intense des alliés arabes des Etats-Unis, a joué un rôle déterminant à la fois dans le lancement et la poursuite d'une série d'initiatives diplomatiques essentielles menées sous le leadership des Etats-Unis. De ce point de vue, cette interaction importante entre les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région et les effets fondamentaux de l'Intifada est devenue l'une des facteurs les plus importants

demeurant à la base du lancement et de la poursuite du processus de paix israélo-palestinienne.

En ce qui concerne la dernière interaction entre les facteurs intérieurs et les facteurs extérieurs examinés dans notre étude, elle s'est réalisée entre les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région et le processus d'affaiblissement de l'OLP. Dans ce cadre, les efforts de paix menés par les acteurs hors région n'ont pas pu entraîner des solutions durables qui pourrait mettre fin aux conflits violents entre les parties en litige. C'est par l'effet de cette situation, l'OLP, qui s'est obligée à respecter ces solutions provisoires, est devenue la cible fondamentale des organisations islamistes palestiniennes. D'autre part, chaque acte de violence organisé contre Israël par ces groupes islamistes a systématiquement diminué la force de négociation de l'OLP à l'égard des Etats-Unis et d'Israël. En conséquence de cela, l'OLP s'est de plus en plus transformée en un interlocuteur beaucoup plus modéré et négociable pour le gouvernement israélien. C'est ainsi que les choix diplomatiques tels que le lancement et la poursuite des initiatives de paix israélo-palestiniennes sont devenus des sujets primordiaux des politiques Moyen-orientales des Etats-Unis et d'Israël.

## **II<sup>ème</sup> Partie : Les Facteurs Essentiels Déterminant Les Initiatives de Paix Israélo - Palestiniennes À la Suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada**

Les initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada ont été relancées dans une conjoncture politique chaotique marquée par les actes de violences intenses. Sous ces conditions, le début du pouvoir du Likoud présidé par Ariel Sharon avait entièrement bloqué le processus de négociation israélo-palestinienne qui a été repris suite à l'éclatement de la 2<sup>ème</sup> Intifada par certaines initiatives importantes telles que le Sommet de Charm Al Cheikh réuni le 16-17 octobre 2000, le Sommet de Camp David réuni en juillet 2000 et les Pourparlers de Taba qui ont eu lieu entre le 21-27 janvier 2001. En outre, surtout avec la mise en œuvre des politiques unilatérales telles que la construction du Mur de Sécurité et le plan de retrait unilatéral des certaines colonies juives en Cisjordanie et à Gaza, le gouvernement Sharon essayait de mettre fin au conflit israélo-palestinien en neutralisant et/ou en réprimant la résistance nationale palestinienne. C'est dans le cadre de ces politiques coercitives que le Premier Ministre Sharon soutenait également à la fois l'initiative de Feuille de Route et la reprise du dialogue israélo-palestinien sans qu'il n'y ait aucun compromis mutuel sur de nombreuses questions de fond. Par conséquent, il est possible de dire que l'arrivée au pouvoir du Likoud présidé par Ariel Sharon est devenue le premier facteur intérieur créant des effets déterminants sur les initiatives de paix israélo-palestiniennes à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Quant au deuxième facteur intérieur jouant un rôle essentiel sur les initiatives de paix israélo-palestiniennes lancées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada, c'était le début de la période présidentielle de Mahmoud Abbas dont les objectifs primordiaux étaient d'assurer la reprise du dialogue israélo-palestinien et de convaincre les organisations islamistes palestiniennes sur l'arrêt de la politique de violence exercée contre Israël.

Dans ce cadre, le Président Abbas soutenait fortement le plan de retrait unilatéral du gouvernement Sharon et les initiatives de paix israélo-palestiniennes basées sur la Feuille de Route préparée par le Quatuor pour le Moyen-Orient (Les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Russie et l'ONU). De ce point de vue, les politiques tempérées et conciliables menées par le Président Mahmoud Abbas avaient largement contribué à la poursuite des initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Par ailleurs, la fin des périodes de Likoud et de Fatah est également devenue un facteur intérieur important ayant des effets déterminants sur les initiatives de paix israélo-palestiniennes. Car, à la veille de la fondation du Kadima, le Premier Ministre Sharon a démissionné du Likoud et de ce fait, le processus de dialogue israélo-palestinien a été mené en dehors de l'opposition stricte au sein du Likoud. Autrement dit, la fin de la période de Likoud et/ou la fondation du Kadima a facilité à la fois la poursuite des politiques unilatérales déjà lancées par Ariel Sharon et la poursuite du processus de dialogue israélo-palestinien. Dans ce cadre, les membres du Kadima essayaient de désigner les frontières définitives entre Israël et la Palestine par l'intermédiaire d'un plan de retrait unilatéral n'incluant qu'une partie assez limitée de l'ensemble des territoires occupés. Quant à la victoire électorale du Hamas, elle a créé de nombreux motifs importants qui pourraient favoriser les politiques unilatérales du gouvernement israélien et en conséquence de cela, le gouvernement israélien a mis en place une attitude stricte vis-à-vis du Hamas qui était qualifié par Israël et le Quatuor comme *une organisation terroriste* opposant au droit de souveraineté de l'Etat d'Israël. Sous cette perspective, la fin des périodes de Likoud et de Fatah est devenue l'un des facteurs intérieurs ayant des effets considérables sur les initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

En ce qui concerne les facteurs extérieurs jouant un rôle déterminant sur les initiatives de paix israélo-palestiniennes à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada, elles sont examinées dans cette étude sous trois titres principaux: la Globalisation du Terrorisme (Les attaques du 11 Septembre), les Opérations Militaires en Afghanistan et en Irak et dernièrement les Initiatives de Paix Israélo-palestiniennes Lancées par les Acteurs Hors Région.

Dans ce contexte, les politiques de lutte contre le terrorisme global lancées au lendemain des attaques du 11 septembre ont déclenché le processus d'isolation de Yasser Arafat qui était accusé à la fois par le gouvernement israélien et l'Administration américaine d'encourager les activités terroristes ciblant Israël. C'est ainsi que, grâce à l'isolation politique de Yasser Arafat et l'arrivée au pouvoir de Mahmoud Abbas, le processus de dialogue israélo-palestinien a été repris de manière convenable aux conditions de paix proposées par les Etats-Unis et Israël. De ce point de vue, il est possible de dire que les politiques de lutte contre le terrorisme global lancées au lendemain des attaques du 11 septembre sont devenues un facteur extérieur essentiel jouant un rôle déterminant sur les initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Quant aux opérations militaires en Afghanistan et en Irak, elles ont sérieusement contribué à la montée des tendances anti-américaines provoquées notamment par les groupes islamistes opposant aux politiques de lutte contre le terrorisme menées par l'Administration Bush et ses proches pays alliés au Moyen-Orient. Cette situation a créé parmi les peuples Musulmans au Moyen-Orient des tensions politiques sérieuses qui pourraient mettre en danger à la fois les intérêts régionaux des Etats-Unis et la sécurité nationale des pays de la région soutenant les politiques américaines à la suite du 11 septembre. En conséquence de cela, la mise en œuvre des nouvelles initiatives de paix visant à reprendre le processus de paix israélo-palestinienne est devenue une manœuvre diplomatique importante qui pourrait réduire les risques probables provenant de la montée de ces tendances réactionnaires inspirés des discours islamistes. Dans ce contexte, il est possible de dire que les opérations militaires en Afghanistan et en Irak sont devenues un autre facteur extérieur important de point de vue du processus de reprise des initiatives de paix israélo-palestiniennes à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Dernièrement, dans tous les points tournants des initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada (tels que le Sommet de Charm Al Cheikh en octobre 2000, les Pourparlers de Taba en janvier 2001, le Sommet d'Aqaba en juin 2003 et le Sommet de Charm Al Cheikh en février 2005), les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région ont fait des contributions très importantes. Surtout dans une période où les tensions politiques réciproques et les



actes de violence entre les Israéliens et les Palestiniens ont atteint l'apogée suite à l'éclatement de la 2<sup>ème</sup> Intifada, les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région était d'une importance vitale pour la poursuite du dialogue israélo-palestinien.

### **A) Les Facteurs Intérieurs Influant les Efforts de Paix Israélo - Palestiniens**

#### **Menés Entre Les Années 2000 et 2006**

##### **1) Le Pouvoir du Likoud Présidé par Ariel Sharon**

Avec le début de la 2<sup>ème</sup> Intifada, les hostilités et les actes de violence entre les Israéliens et les Palestiniens se sont accrus encore une fois, mais cette fois-ci, différemment de la 1<sup>ère</sup> Intifada, le soulèvement avait été lancé contre à la fois les autorités israéliennes et l'Autorité Palestinienne présidée par Arafat.<sup>175</sup> Autrement dit, lors de cette deuxième grande émeute du peuple Palestinien, la politique menée par Arafat au cours du processus d'Oslo avait entraîné l'opposition stricte des groupes palestiniens s'opposant aux concessions données à Israël. En conséquence de cela, soit Arafat soit l'Autorité Palestinienne sont devenus les cibles principales de ce soulèvement violent organisé par des groupes refusant les exigences des accords d'Oslo.

Par ailleurs, la lutte armée menée par les organisations palestiniennes telles que le Hamas, le Djihad Islamique et le FPLP contribuait sérieusement au processus de montée politique du Likoud présidé par Ariel Sharon. Sous ces conditions, les élections de février 2001 avaient entraîné la victoire définitive d'Ariel Sharon: son parti Likoud avait remporté plus de 62,5 % des suffrages exprimés, en revanche le taux d'abstention était 41 %, c'était en même temps le taux d'abstention le plus fort dans l'histoire d'Israël.<sup>176</sup>

Lors des campagnes électorales, Ariel Sharon déclarait clairement qu'il ne reconnaîtrait pas les accords conclus au cours du Processus d'Oslo. Selon Sharon,

---

<sup>175</sup> Smith, op.cit, p. 502.

<sup>176</sup> Le résultat de l'élection du 6 février, <http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/barak/dossier.asp?ida=224756>, 22.11.2005.

toute la Jérusalem devrait rester comme la capitale éternelle et spirituelle de l'Etat d'Israël. Quant aux Palestiniens, ils devraient se contenter de presque deux tiers de la Bande de Gaza et de 42 % de la Cisjordanie. En outre, Sharon pensait que les Israéliens ne devraient pas se retirer de la Vallée de Jordanie, mais il proposait également que les villes de Jéricho et de Nablus pourraient être laissées au contrôle des autorités palestiniennes.<sup>177</sup> En ce qui concerne le sujet des implantations juives, il défendait l'idée que les implantations juives devraient être maintenues sous le contrôle exclusif des autorités israéliennes. Au sujet de la fondation d'un Etat Palestinien indépendant, il proposait pour cela une pré-condition importante indiquant telle que la fin de la violence. D'autre part, il prévoyait que la fondation d'un Etat Palestinien indépendant ne pourrait se réaliser que dans 42 % de la Cisjordanie qui serait complètement désarmée. Dans ce contexte, le gouvernement Sharon présentait la lutte armée du peuple Palestinien comme un motif juste pour la poursuite de l'occupation israélienne à Gaza et en Cisjordanie.<sup>178</sup>

Dans le cadre d'une telle conjoncture politique, Arafat était considéré, par le gouvernement israélien, comme l'un des responsables les plus importants de la politique de violence menée contre le peuple Israélien. Notamment, le 17 octobre 2001, l'assassinat du Rehavam Zeevi à Jérusalem par le FPLP avait bien intensifié les accusations contre Yasser Arafat. C'est pour cette raison qu'en décembre 2001, Arafat avait été siégé, par les forces de sécurité israéliennes, dans les frontières de Ramallah<sup>179</sup> et de ce fait, Yasser Arafat, qui avait déjà perdu son contrôle sur les attaques des groupes extrémistes palestiniens, avait été isolé du monde extérieur.

Quelque mois plus tard, il avait eu lieu un autre évènement important qui a renforcé davantage la position dominante du gouvernement israélien à l'égard de l'Autorité Palestinienne: le 3 janvier 2002, les forces de sécurité israéliennes avaient intercepté en mer Rouge un bateau, le « *Karine A* », dont le cargo a été chargé de cinquante tonnes d'armes destinées, selon les autorités israéliennes, à l'Autorité Palestinienne.<sup>180</sup> Mais ce qui était plus important dans ce scandale, c'était *le timing*

---

<sup>177</sup> Ari, op.cit, p. 761.

<sup>178</sup> Ibid, pp. 761-762.

<sup>179</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2000-2001), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/chronointifada2part1>, 22.11.2005.

<sup>180</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2002), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/chronointifada2part2>, 22.11.2005.

de l'opération qui a été faite dans une période où Anthony Zinni, l'émissaire américaine chargé pour l'assurance de la réouverture du processus de dialogue israélo-palestinien, s'entreferait avec Arafat.<sup>181</sup>

C'est pour cette raison qu'à la suite du scandale de *Karine A*, l'attitude rigide du gouvernement Sharon s'est aggravée de manière évidente: entre les 11-14 janvier, les forces de sécurité israéliennes avaient détruit de nombreuses maisons palestiniennes à Rafah (Gaza) et à Jérusalem-Est.<sup>182</sup> En outre, le 14 janvier, les forces de sécurité israéliennes avaient assassiné Raed Mahmoud Raef Karmi, qui était l'une des dirigeants de haut niveau du Tanzim (branche armée du Fatah) dans la région de Toulkarem.<sup>183</sup> Naturellement, avec cette grande provocation, les initiatives de paix menées par Anthony Zinni ont été interrompues et les réactions violentes des groupes extrémistes palestiniens ont commencé à se succéder.<sup>184</sup>

Surtout au mois de mars, les conflits violents entre les forces de sécurité israéliennes et les militants palestiniens avaient atteint un niveau irréversible. Depuis le début du mois de mars, plus de 100 palestiniens et près de 40 israéliens avaient perdu leur vie.<sup>185</sup> Sous ces conditions, le Conseil de Sécurité de l'ONU, qui s'est rassemblé suivant l'intensification des actes de violence entre les Palestiniens et Israéliens, avait adopté, le 13 mars 2002, la Résolution 1397. Dans le cadre de cette résolution en question, le Conseil de Sécurité, *en rappelant toutes ses résolutions pertinentes précédentes, notamment les résolutions 242 et 338, prévoyait une vision régionale dans laquelle deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières reconnues et sûres...et...exigeait la cessation immédiate de tous les actes de violences, y compris tous les actes de terreur et toutes provocations, incitations et destructions...*<sup>186</sup>

Par ailleurs, les pressions diplomatiques sur le gouvernement Sharon n'étaient pas seulement limitées avec la Résolution 1397: il s'agissait aussi d'autres pressions

<sup>181</sup> Smith, op.cit, p. 504.

<sup>182</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2002), op.cit.

<sup>183</sup> Raed Mahmoud Raef Karmi, [http://www.mfa.gov.il/MFAFR/MFAArchive/2000\\_2009/2002/1/Raed%20Mahmoud%20Raef%20Karmi%20-%2014-Jan-2002](http://www.mfa.gov.il/MFAFR/MFAArchive/2000_2009/2002/1/Raed%20Mahmoud%20Raef%20Karmi%20-%2014-Jan-2002), 22.11.2005.

<sup>184</sup> Smith, op.cit, p. 505.

<sup>185</sup> Chronologie du conflit israélo-palestinien de 2002 à nos jours, op.cit.

<sup>186</sup> La Résolution 1397 de l'ONU (13 Mars 2002), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/reso1397>, 23.11.2005.

internationales telles que la Déclaration de Beyrouth adoptée le 28 mars 2002 au communiqué final du 14<sup>ème</sup> session ordinaire de la LEA, qui s'est réunie à Beyrouth (au Liban).<sup>187</sup> Dans le cadre de cette déclaration qui a été adoptée en l'absence des trois leaders importants, Hosni Moubarak, Yasser Arafat et le Roi Abdallah de Jordanie, le plan déjà proposé en février 2002 par le prince héritier Abdallah d'Arabie Saoudite constituait une base essentielle.<sup>188</sup>

Conformément à ce texte final préparé en partant du plan de prince Abdallah, Israël était appelé, dans le cadre des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité adoptant le principe de «*la terre contre la paix*», à se retirer de tous les territoires arabes occupés depuis 1967. En outre, il était exigé que l'Etat d'Israël reconnaisse la Palestine comme un Etat indépendant sur les territoires occupés, ayant Jérusalem-Est pour capitale. Dernièrement, le Conseil de la Ligue Arabe demandait à Israël d'arriver à une *solution équitable* pour le problème des réfugiés et d'évacuer les territoires occupés en Syrie et au Liban. Par ailleurs, au cas où ces conditions s'accomplissent, les pays arabes proposaient la normalisation des relations avec Israël dans le cadre d'une paix globale.<sup>189</sup>

En revanche, ni les résolutions successives du Conseil de Sécurité ni les initiatives diplomatiques menées par les pays arabes n'étaient suffisantes pour pouvoir mettre fin aux politiques coercitives du gouvernement Sharon: le 29 mars, Ariel Sharon avait clairement déclaré que son cabinet considérerait dorénavant Yasser Arafat comme un ennemi qui devrait être isolé.<sup>190</sup>

Le 29 mars était en même temps la date du début de l'Opération Rempart lancée par l'armée israélienne comme représailles commises par les militants palestiniens.<sup>191</sup> Au cours de cette opération à grande échelle, les forces de sécurité israéliennes avaient fait des attaques les plus violentes dirigées depuis la 2<sup>ème</sup> Intifada. Cette politique de répression était expliquée par le Premier Ministre Sharon comme suivant: «*Nous devons les frapper. Nous devons leur infliger des pertes sévères et ils*

---

<sup>187</sup> Ari, op.cit, p. 771.

<sup>188</sup> Ibid.

<sup>189</sup> J. Maila, "Le Moyen-Orient dans la tourmente", **Ramses 2005**, Paris, Dunod, 2004 (1), p. 88.

<sup>190</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2002), op.cit.

<sup>191</sup> Chronologie du conflit israélo-palestinien de 2002 à nos jours, op.cit.

*comprendront qu'ils ne peuvent continuer à utiliser la terreur et à réaliser leurs objectifs politiques. »*<sup>192</sup>

À l'égard de cette politique coercitive, la communauté internationale soutenait évidemment la résistance palestinienne menée sous le leadership de Yasser Arafat. Dans plusieurs pays arabes, il s'organisait de nombreuses manifestations de solidarité avec les Palestiniens qui ont réuni des dizaines de milliers de personnes contre la politique de violence du gouvernement israélien.

Le soutien international derrière d'Arafat et de l'Intifada s'accroissait de plus en plus: presque tout au cours du mois d'avril, les manifestations de solidarité réunissant des dizaines de milliers de personnes au Moyen-Orient et en Europe se succédaient de manière intense. Mais malgré ce grand soutien de l'opinion publique internationale derrière d'Arafat et de la résistance palestinienne, George W. Bush accusait Yasser Arafat, lors de son discours qu'il a fait le 4 avril 2002 à la Maison Blanche, comme suivant: « *Le président de l'Autorité Palestinienne ne s'est pas opposé ni n'a lutté avec constance contre les terroristes. A Oslo et ailleurs, Arafat a renoncé au terrorisme comme un instrument de sa cause et il était d'accord pour le contrôler. Mais il ne l'a pas fait comme il fallait. Il a largement contribué à la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui. Il a raté les occasions et ce faisant, trahi les espoirs du peuple qu'il est censé diriger. Face à cet échec, le gouvernement israélien s'est senti en droit d'attaquer les réseaux terroristes qui tuent ses administrés. Israël doit comprendre que cette réponse aux récentes attaques est une réaction seulement temporaire.* »<sup>193</sup> Avec ce discours, le Président Bush défendait en fait les idées déjà exprimées plusieurs fois par la plupart des leaders israéliens d'origine Likoud. Dans le cadre du même discours, le Président Bush, qui s'est confronté à des réactions internationales exigeant l'assurance de la fin de violence réciproque dans la région par le lancement d'une nouvelle série d'initiatives de paix, ne négligeait pas de parler d'une «perspective de paix» israélo-palestinienne dans un proche avenir.

<sup>192</sup> A. Gresh, "La dernière guerre du général Ariel Sharon", **Le Monde Diplomatique**, 09.04.2002.

<sup>193</sup> George Bush : Déclaration « de la roseraie » (4 Avril 2002), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/declabushroseraie>, 24.11.2005.

Suite à ce discours, le Président Bush a reformulé, le 20 avril 2002, un discours similaire accusant l'Autorité Palestinienne de ne pas agir contre le terrorisme. Dans ce contexte, le Président Bush affirmait que *les conditions « ne sont pas mûres » pour une conférence ministérielle sur le Proche-Orient et que personne n'a confiance dans le gouvernement palestinien.*<sup>194</sup>

Sous ces conditions, le ministre de la défense M. Benjamin Ben Eliezer, avait lancé, le 16 juin 2002, la construction d'une ligne de séparation tout au long de la « Ligne Verte » en vue d'isoler la Cisjordanie du reste des territoires israéliens. Dans le cadre de ce projet qui serait transformé la Cisjordanie en un ghetto isolé du reste d'Israël, il était prévu l'établissement d'un système de grillages, de tranchées et de murs équipés de systèmes électroniques de surveillance.<sup>195</sup> La construction de ce mur entraînait la possibilité de bloquer le processus d'exercice des accords internationaux prévoyant le retrait des territoires occupés par Israël lors de la Guerre des Six Jours (1967). En ce qui concerne le financement de ce grand projet ayant un coût assez élevé (presque 1 billion de dollars), il serait procuré par les aides américaines.<sup>196</sup>

Dans les jours suivants, le plan de paix proposé par le Président Bush lors de son discours qu'il a fait le 24 juin 2002 à la Maison Blanche prévoyait la reprise du processus de dialogue israélo-palestinien. Dans ce cadre, le 18 août, il avait été conclu un accord israélo-palestinien prévoyant un retrait graduel de la Cisjordanie et de Gaza. Par ailleurs, dans le cadre du même accord, il était également prévu que ce processus de retrait commence par Gaza et Bethléem.<sup>197</sup>

Or, la dissolution du gouvernement Sharon par l'effet de certains désaccords apparus à la Knesset entre le Likoud et le Parti Travailleiste sur de nombreux sujets concernant les politiques poursuivies contre les Palestiniens, constituerait un obstacle important pour l'accomplissement de ce processus de retrait graduel prévu dans les accords précédents. C'est en conséquence de ce désaccord politique, le gouvernement Sharon s'est transformé en un gouvernement de coalition composé seulement des partis droites ayant le potentiel d'obtenir le vote de confiance

---

<sup>194</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2002), op.cit.

<sup>195</sup> Chronologie du conflit israélo-palestinien de 2002 à nos jours, op.cit.

<sup>196</sup> Smith, op.cit, p. 509.

<sup>197</sup> Chronologie du conflit israélo-palestinien de 2002 à nos jours, op.cit.

nécessaire pour le maintien de ce nouveau gouvernement de coalition. Malgré cela, le gouvernement israélien avait toutefois décidé de renouveler les élections législatives au mois de janvier et ainsi le nombre de sièges du Likoud s'est doublé par rapport à la dernière répartition de sièges à la Knesset.

Par conséquent, les élections faites en janvier 2003 n'avaient assuré aucun changement positif au nom d'assouplissement des tensions réciproques entre les Israéliens et les Palestiniens: presque l'ensemble de la Cisjordanie était encore sous l'occupation israélienne, l'Autorité Palestinienne avait perdu toute son effectivité politique et Yasser Arafat était encore siégé dans son quartier général à Ramallah. Mais malgré ces conditions défavorables pour le peuple Palestinien, un nouveau plan de paix intitulé « *la Feuille de Route* » était en train d'être négocié à condition de la détermination d'un premier ministre palestinien qui serait le nouvel interlocuteur officiel durant les négociations sur la Feuille de Route. Dans ce cadre, le 19 mars 2003, Arafat avait déclaré que l'Autorité Palestinienne serait désigné Mahmoud Abbas, le Chef du Comité Exécutif de l'OLP, comme le nouveau candidat de premier ministre et ainsi le 29 avril 2003, Mahmoud Abbas est devenu le premier Premier Ministre de la Palestine. En fait, l'élection de Mahmoud Abbas comme le nouveau leader de l'Autorité Palestinienne était une situation prévisible, car Arafat avait été exclu, depuis 2001, de toutes négociations de paix, quant à Mahmoud Abbas, grâce à ses approches modérées indiquant à l'exigence d'une solution diplomatique, il avait déjà obtenu le soutien politique du gouvernement Sharon et de l'Administration Bush. Grâce à ce soutien important, la Feuille de Route, préparé par le Quatuor composé de l'ONU, l'Union Européenne, la Russie et des Etats-Unis, a été proposée aux parties en litige.

C'est ainsi que, le 17 mai 2003, il s'est réalisé le premier rencontre officiel entre Mahmoud Abbas et Sharon. Au cours de ce rencontre important, les parties israéliennes et palestiniennes avaient négocié la mise en œuvre de la Feuille de Route du Quatuor. Le 4 juin 2003, le Roi Abdallah de Jordanie, le Premier Ministre Abbas, le Premier Ministre Sharon et le Président Bush se sont rencontrés à Aqaba, en Jordanie, en vue d'avancer un pas plus loin le processus de négociation continuant sur la Feuille de Route.

En outre, le 8 février 2005, il s'est réuni un autre sommet important réunissant cette fois-ci le Premier Ministre Sharon, le nouveau Chef de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas, le Roi Abdallah de Jordanie et le Président Hosni Moubarak, à Charm Al Cheikh. Au sens symbolique, le Sommet de Charm Al Cheikh constituait la deuxième étape, après le Sommet d'Aqaba en juin 2003, de la reprise du processus de dialogue israélo-palestinien. Mais en fait, la nouveauté la plus importante dans ce sommet en question était le début d'une nouvelle ère où Mahmoud Abbas a été élu comme le nouveau Président de l'Autorité Palestinienne suite à la mort de Yasser Arafat en novembre 2004.<sup>198</sup>

Sous ces conditions, toutes les deux parties avaient déclaré la fin de plus de quatre ans de violence: dans ce contexte, la partie palestinienne mettrait fin à l'Intifada alors que la partie israélienne déclarait qu'elle arrêterait les opérations militaires en territoires occupés. En outre, le gouvernement Sharon avait annoncé que les troupes israéliennes dans cinq villes de Cisjordanie (Ramallah, Jéricho, Bethléem, Tulkarem et Kalkiliya) seraient retirées et que plusieurs points de passage en territoires occupés seraient rétablis. Dernièrement, la partie israélienne s'engageait à libérer 900 prisonniers palestiniens, sur les 8 500 détenus dans les prisons israéliennes.<sup>199</sup>

En revanche, le 25 février 2005, presque deux semaines après le Sommet de Charm Al Cheikh, un attentat suicide palestinien qui a causé la mort de cinq israéliens à Tel-Aviv avait entraîné encore une fois la suspension du processus de dialogue. En suite, au mois de mars, le transfert du contrôle des villes de Jéricho et Tulkarem avait été accompli malgré tous les actes de violence dans la région. Par ailleurs, le 17 mars, l'Autorité Palestinienne et treize factions palestiniennes réunies au Caire avaient décidé de prolonger « *l'atmosphère d'accalmie régnant actuellement* » jusqu'à la fin de l'année 2005 à condition notamment qu'Israël cesse ses « *agressions* ». <sup>200</sup>

Sous ces conditions, le 21 juin 2005, le Premier Ministre Sharon et le Président Mahmoud Abbas se sont rencontrés à Jérusalem pour un autre sommet important sur des sujets essentiels tels que le retrait de Gaza et d'une partie des zones au nord de la

---

<sup>198</sup> M. Daoudi, "Pas de négociations politiques à Charm Al Cheikh", **Radio France International**, 07.02.2005.

<sup>199</sup> Chronologie du conflit israélo-palestinien de 2002 à nos jours, op.cit.

<sup>200</sup> Ibid.



Cisjordanie, les garanties et les négociations autour des libertés des palestiniens, l'arrêt de la colonisation juive et la Mur de Sécurité. Finalement, le 12 septembre 2005, suite à un processus de négociation assez dure, l'armée israélienne avait achevé son opération de retrait de Gaza et de ce fait, l'Autorité Palestinienne avait repris le contrôle de la plupart des zones colonisées à Gaza.<sup>201</sup> Dans le cadre de ce plan de retrait, le gouvernement Sharon avait proposé à se retirer de 4 implantations en Cisjordanie et de 21 implantations à Gaza.<sup>202</sup> En revanche, même au lendemain de l'accomplissement de toutes les étapes de ce plan de retrait unilatéral, la souveraineté palestinienne sur Gaza était assez limitée: l'Autorité Palestinienne ne pourrait contrôler ni ses frontières, ni ses eaux territoriales, ni son espace aérien.<sup>203</sup> Par ailleurs, l'armée israélienne maintiendrait son droit de contrôler l'espace aérien et maritime ainsi que les frontières dans la région. De plus, les forces de sécurité israéliennes pourraient également utiliser le droit de pénétrer à Gaza pour prévenir les activités terroristes.<sup>204</sup> De ce fait, la Bande de Gaza se transformerait en une zone entièrement isolée qui serait strictement encerclée par l'armée israélienne.

M. Dov Weisglass, le conseiller du Premier Ministre Sharon, qualifiait le plan de retrait unilatéral du Premier Ministre Sharon comme une manœuvre politique visant à sauver les colonies de Cisjordanie et à empêcher tout accord négocié avec les Palestiniens: Weisglass expliquait cet objectif qui était derrière du plan de retrait israélien comme suivant: *« Ce que nous avons fait vise à geler le processus de négociation. Et, en gelant le processus de négociation, vous empêchez la création d'un Etat Palestinien et vous empêchez la discussion sur la question des réfugiés. (...) Le désengagement comporte la bonne dose de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus de négociation avec les Palestiniens. Il fournit la quantité nécessaire de cette solution pour éviter un processus politique avec les Palestiniens (...) »*<sup>205</sup> Car, *« Le processus de paix signifie la création d'un Etat Palestinien, le*

---

<sup>201</sup> Ibid.

<sup>202</sup> Ari, op.cit, p. 814.

<sup>203</sup> Le retrait de Gaza en dates, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/08/CHAKRAVERTY/12528>, 02.12.2005.

<sup>204</sup> A. Kapeliouk, "Les dessous du désengagement israélien", **Le Monde Diplomatique**, Décembre 2004.

<sup>205</sup> M. Rapoport, "Quitter Gaza pour mieux garder la Cisjordanie", **Le Monde Diplomatique**, Août 2005.

*démantèlement des colonies [en Cisjordanie], le retour des réfugiés, le partage de Jérusalem. Tout est gelé maintenant. »*<sup>206</sup>

D'ailleurs, surtout la poursuite de la construction du Mur de Sécurité en Cisjordanie montrait évidemment que le plan de retrait de Gaza du Premier Ministre Sharon n'était qu'une manœuvre politique lancée pour consolider de manière permanente l'occupation israélienne en Cisjordanie où il existe presque 350.000 israéliens vivant dans les colonies juives.<sup>207</sup> Weisglass expliquait cet objectif comme suivant: « *Et dans quelques années, peut-être dans des dizaines d'années, lorsqu'il y aura des pourparlers entre Israël et les Palestiniens, viendra le maître du monde, il frappera sur la table et dira : "Nous avons déjà dit il y a dix ans que les grands blocs des implantations font partie intégrante de l'Etat d'Israël."* »<sup>208</sup>

En outre, les constructions immenses en Cisjordanie, notamment entre le Mur et la Ligne Verte de 1967, continuaient sans arrêt. Selon le Bureau central de statistiques israélien, les constructions en Cisjordanie avaient augmenté de 83 % durant le premier trimestre 2005 (avec 564 maisons, contre 308 en 2004), alors qu'elles déclinaient à la même période de 25 % en Israël.<sup>209</sup> D'autre part, aussi en Jérusalem-Est, il était possible de parler d'une stratégie d'isolation et de colonisation similaire à celle exercée dans le reste de la Cisjordanie: car, vers la fin de 2005, le Mur de Sécurité construit par le gouvernement Sharon encerclerait environ 100 km<sup>2</sup> de terres Palestiniennes à Jérusalem-Est, et presque 200 000 palestiniens qui y habitent.<sup>210</sup>

Par conséquent, de point de vue du gouvernement Sharon, il était probable que le fait de lancer un processus de paix israélo-palestinienne dont les limites principales seraient déterminées notamment par les autorités israéliennes pourrait assurer de toute façon plusieurs avantages essentiels. Dans ce cadre, le gouvernement israélien, en se présentant lui-même comme un vrai partenaire pour l'établissement de la paix israélo-palestinienne, pourrait assouplir les réactions au sein de la communauté internationale et par ailleurs, préparer toutes les conditions nécessaires pour un

---

<sup>206</sup> Kapeliouk, op.cit.

<sup>207</sup> Ari, op.cit, p. 817.

<sup>208</sup> Kapeliouk, op.cit.

<sup>209</sup> Rapoport, op.cit.

<sup>210</sup> Ibid.

contrôle exclusif sur l'ensemble de la Bande de Gaza et une occupation permanente sur la majorité de la Cisjordanie et l'ensemble de la Jérusalem.

## **2) La Période Présidentielle de Mahmoud Abbas**

Suite à la fin de l'ère d'Arafat, l'élection de Mahmoud Abbas comme le nouveau Président de l'Autorité Palestinienne marquait inévitablement le début d'une nouvelle ère où il s'agissait de plusieurs ambiguïtés inquiétantes de point de vue de l'établissement d'une paix israélo-palestinienne durable et stable. Dans ce contexte, surtout les ambiguïtés concernant les attitudes des organisations islamistes palestiniennes à l'égard de la nouvelle structure administrative de l'Autorité Palestinienne présidée par Mahmoud Abbas constituaient l'une des menaces les plus importantes sur la poursuite du processus de dialogue israélo-palestinien.

Or, la poursuite des négociations bilatérales entre le Président Abbas et le Premier Ministre Sharon était strictement liée à la formation d'un compromis politique ou d'une accalmie entre l'Autorité Palestinienne, Israël et les organisations islamistes palestiniennes. Dans ce cadre, malgré les difficultés probables, l'objectif primordial de Mahmoud Abbas était sans doute d'appeler les groupes d'oppositions à soutenir le processus de dialogue israélo-palestinien et de convaincre les organisations islamistes palestiniennes de mettre fin à la politique de violence exercée contre Israël. Ainsi, le Président Abbas visait à restructurer l'Autorité Palestinienne qui était accusée de corruption et d'être administrativement inefficace à l'égard du Hamas et du Djihad Islamique.<sup>211</sup>

Dans le cadre de cette nouvelle période de reconstruction qui a commencé au lendemain de la mort d'Arafat et du début de la période présidentielle de Mahmoud Abbas, les différences fondamentales entre Arafat et Mahmoud Abbas se marquaient de manière plus évidente et concrète. Dans ce cadre, les revendications principales lancées par Mahmoud Abbas étaient également partagées par une grande majorité des acteurs dans la vie politique palestinienne. Lors d'une Conférence de presse faite le 20 octobre 2005 à Washington par le Président Bush et le Président Abbas, ces

---

<sup>211</sup> Maila, op.cit, pp. 86-87.

objectifs se prononçaient comme suivant: *la cessation de toutes activités concernant l'établissement des nouvelles implantations juives et la construction du « Mur » en Cisjordanie et particulièrement en Jérusalem-Est, le retrait des troupes israéliennes aux frontières avant le 28 septembre 2000 (...) le démantèlement des barrières de route, la libération des prisonniers de la liberté dans les prisons israéliennes (...) l'inauguration immédiate des négociations de statut final sur la détermination du statut de la Jérusalem, les réfugiés, les colonies juives et les frontières.*<sup>212</sup>

Certes, toutes ces revendications citées au dessus démontraient que le Président Abbas n'était pas un simple pion des Etats-Unis et d'Israël et qu'il resterait attaché à la cause palestinienne en continuant à défendre les droits fondamentaux du peuple palestinien. D'ailleurs, dès la fondation du Fatah, Mahmoud Abbas était l'un des figures importants de l'histoire de résistance nationale palestinienne: il était parmi les fondateurs du Fatah, en 1968, il avait été élu au Conseil National Palestinien, en 1980, il est devenu membre du Comité Exécutif de l'OLP. Tout au long des négociations secrètes des accords d'Oslo, il avait joué un rôle majeur.<sup>213</sup> Dès le début de la 2<sup>ème</sup> Intifada, Mahmoud Abbas défendait l'arrêt des attaques faites contre les cibles israéliennes pour éviter de donner au gouvernement Sharon des atouts favorisant les politiques coercitives menées contre l'Autorité Palestinienne.<sup>214</sup> Dans ce cadre, il était l'un des dirigeants palestiniens condamnant officiellement le processus de militarisation de la 2<sup>ème</sup> Intifada.<sup>215</sup> Lorsqu'il était premier ministre, il avait demandé de prendre le contrôle des forces de sécurité palestiniennes pour pouvoir empêcher la militarisation de la 2<sup>ème</sup> Intifada mais sa demande avait été refusée par Yasser Arafat. Suite à cette crise d'autorité qu'il a vécu avec Arafat, il avait démissionné du poste de premier ministre le 7 septembre 2003.<sup>216</sup>

Mahmoud Abbas défendait que l'objectif fondamental soit de relancer le processus de dialogue avec divers groupes israéliens et de rallier la communauté internationale à la cause palestinienne. Pour atteindre cet objectif fondamental, il affirmait que les

<sup>212</sup> The President's News Conference With President Mahmoud Abbas of the Palestinian Authority, **Weekly Compilation of Presidential Documents**, Vol. 41, No: 42, p. 1562.

<sup>213</sup> Abou Mazen ou Mahmoud Abbas, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/a12309>, 04.01.2006.

<sup>214</sup> ABBAS, Mahmoud (ABOU MAZEN), <http://www.medeia.be/index.html?page=0&lang=fr&idx=0&doc=1>, 04.12.2005.

<sup>215</sup> Abou Mazen ou Mahmoud Abbas, op.cit.

<sup>216</sup> ABBAS, Mahmoud (ABOU MAZEN), op.cit.

palestiniens devraient contrôler les milices armées, établir des institutions transparentes et centralisées et surtout cesser les attaques contre les cibles israéliennes.<sup>217</sup>

Or, il s'agissait de nombreux obstacles qu'il fallait être surmontés pour pouvoir atteindre ces objectifs en question. Dans ce contexte, surtout la persuasion des organisations islamistes palestiniennes telles que le Hamas et le Djihad Islamique sur les sujets du lancement d'un processus de cessez-le-feu contre Israël et de l'intégration de leurs branches paramilitaires sous le toit des forces de sécurité palestiniennes constituaient un grand obstacle pour le Président Abbas. Pour pouvoir surmonter ces obstacles durs, le Président Abbas prévoyait l'établissement d'une administration forte et centralisée réunissant tous les acteurs politiques en Palestine sous le même toit parlementaire, de ce fait il visait à créer une air d'accalmie qui serait assurée par l'intermédiaire de l'intégration politique de ces organisations islamistes dans la vie politique palestinienne. Selon le Président Abbas, il fallait que chaque organisation politique faisant partie dans le processus de résistance nationale palestinienne soit au parlement et partage une certaine responsabilité politique.<sup>218</sup>

Au Sommet de Charm Al Cheikh qui s'est réuni en février 2005, presque un mois après des dernières élections palestiniennes, ces efforts de négociation menés par Mahmoud Abbas avaient finalement réussi à assurer un cessez-le-feu non officiel entre les groupes islamistes palestiniens et Israël. En outre, le 17 mars, le contenu de ce compromis non officiel a été enrichi par la Déclaration du Caire qui a été conclue par des représentants des 13 organisations palestiniennes, y compris le Hamas, le Djihad Islamique. Avec cette déclaration, les organisations palestiniennes se mettaient d'accord sur le maintien de l'atmosphère d'accalmie tout au cours de 2005. Mais en contrepartie, elles demandaient d'Israël de cesser toutes formes d'agression menées contre les palestiniens, n'importe où ils soient, et de libérer les prisonniers et les détenues palestiniens dans les prisons israéliennes.<sup>219</sup>

---

<sup>217</sup> H. Agha, R. Malley, "Hamas at the table", **The Boston Globe**, 24.01.2006.

<sup>218</sup> M. Rees, J. Hamad, "Escaping Arafat's Shadow", **Time**, Vol: 165, No: 11.

<sup>219</sup> G. Usher, "The Palestinians after Arafat", **Journal of Palestine Studies**, Washington, Printemps 2005, Vol: 34, No: 3, p. 43.

De ce fait, les organisations islamistes telles que le Hamas et le Djihad Islamique déclaraient clairement qu'elles soutiendraient les initiatives de paix menées par Mahmoud Abbas. Dans ce cadre, elles sont également arrivées à un accord de principe sur divers sujets tels que l'établissement d'un mécanisme de prise de décision entre l'Autorité Palestinienne et le Hamas jusqu'aux prochaines élections législatives, l'établissement d'un comité dans lequel le Hamas et le Djihad Islamique joueraient un rôle active pour réactiver les institutions caduques au sein de l'OLP et la participation du Hamas et du Djihad Islamique dans les prochaines élections parlementaires.<sup>220</sup>

Par ailleurs, le Président Abbas mettait en œuvre un programme de réforme visant à empêcher les corruptions administratives et financières au sein de l'Autorité Palestinienne et à restructurer notamment les forces de sécurité palestiniennes. Avec cette initiative de réforme importante, il était prévu que toutes les milices armées palestiniennes, y compris celles du Hamas et du Djihad Islamique, s'unissent sous l'administration centrale de l'Autorité Palestinienne. Grâce à cela, le Président Abbas essayait d'empêcher toutes les manipulations possibles sur ces milices armées en dehors de son contrôle administratif.<sup>221</sup>

En revanche, tous ces efforts concernant à la fois le désarmement d'une grande majorité des forces milices liées aux organisations islamistes et l'intégration d'une certaine partie des autres unités armées palestiniennes sous le contrôle administratif de l'Autorité Palestinienne semblaient être inutiles car, une grande majorité des organisations islamistes palestiniennes avaient clairement déclaré plusieurs fois qu'elles ne soutiendraient pas les propositions concernant le désarmement et l'unification sous l'administration de l'Autorité Palestinienne. Or, le choix d'arriver à un compromis sur un armistice à long terme était lancé par l'ensemble des organisations islamistes palestiniennes comme un choix beaucoup plus réaliste en première étape.<sup>222</sup>

Un tel armistice à long terme pourrait également jouer un rôle déterminant pour la reprise et la conclusion des négociations de statut final avec le gouvernement

---

<sup>220</sup> Ibid, p. 51.

<sup>221</sup> Ibid, pp. 49-50.

<sup>222</sup> Ibid, pp. 51-52.

israélien. Grâce à cet armistice probable, l’Autorité Palestinienne pourrait remplir la plupart de ses exigences fondamentales prévues par la Feuille de Route. Néanmoins, il s’agissait aussi d’autres exigences importantes à être remplies par à la fois la partie israélienne et la communauté internationale. Par exemple, selon le Président Abbas, la fin de l’occupation israélienne en territoires occupés, l’établissement d’un Etat Palestinien indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale étaient des pré – conditions pour l’achèvement et la réussite d’une démocratie palestinienne.<sup>223</sup> De même, une solution juste et mutuellement compromise concernant le problème de réfugiés devait être créée sur la base des résolutions internationales, notamment la Résolution 194 et la Déclaration de Beyrouth adoptée en avril 2002. Dans ce cadre, selon le Président Abbas, la partie israélienne devait immédiatement cesser sa politique d’assassinat, libérer les prisonniers palestiniens, mettre fin aux arrestations, aux sièges dans les quartiers palestiniens, aux activités d’implantation et à la construction du Mur de Séparation. En outre, la participation directe de la communauté internationale au processus de contrôle des exigences réciproques provenant de la Feuille de Route était considérée, selon le Président Abbas, comme l’une des conditions indispensables de la réussite des initiatives mises en œuvre dans la Feuille de Route.<sup>224</sup>

À la lumière de ces attentes, il était clair que le Président Abbas menait une politique assez optimiste et tempérée. Dans ce contexte, même l’achèvement du processus de retrait unilatéral de Gaza se présentait, dans des nombreux discours faits par le Président Abbas, comme un grand acquis en voie de la paix et de l’indépendance. Or, un tel discours ne reflétait pas des vraies questions demeurant encore à la base du conflit israélo-palestinien. Mais malgré tout, il était possible de dire que la période présidentielle de Mahmoud Abbas avait toutefois joué un rôle déterminant sur la poursuite du dialogue israélo-palestinien, car les politiques mises en œuvre par l’Autorité Palestinienne présidé par le Président Abbas avait pu réussir à créer une conjoncture politique propice sur laquelle toutes les parties concernées dans le conflit pourraient maintenir un processus de dialogue important.

---

<sup>223</sup> A. Z. Ziad, “Mahmoud Abbas (Abu Mazen): The Arafat Legacy, the Challenges, the New Perspectives”, *Palestine - Israel Journal of Politics, Economics & Culture*, 2004/2005, Vol. 11, No: 3/4, p. 152.

<sup>224</sup> *Ibid*, pp. 152-153.

### 3) La Clôture d'une Période: La Fin des Périodes de Likoud et de Fatah

Au lendemain de l'achèvement en septembre 2005 du processus d'évacuation de quatre colonies juives en Cisjordanie et de vingt-et-un colonies juives à Gaza, il commençait une nouvelle période dans laquelle il y aurait certains changements profonds qui pourraient bouleverser tous les équilibres politiques dans les relations israélo-palestiniennes.

Dans le cadre de cette nouvelle période, la première étincelle de cette série de changements radicaux s'est éclatée par l'opposition forte des groupes israéliennes ultranationalistes (Israël Beytenou, Israël Be Aliya, Union Nationale) et extrémistes religieux (Shaas, Judaïsme Unifié de la Torah, Parti National Religieux, Bloc de la Foi) contre le plan de retrait unilatéral proposé et exécuté par le Premier Ministre Sharon. Surtout suite aux grands désaccords parmi les membres du Likoud soutenant le plan de retrait de Sharon et ceux qui s'y opposent, il s'était créé un front d'opposition très fort contre Ariel Sharon et de ce fait, les tensions politiques entre ces deux groupes d'opposition fondamentaux au sein du Likoud avaient également atteint l'apogée.

En conséquence de cette division politique interne parmi les membres du Likoud, le premier ministre israélien a rompu avec le Likoud. En novembre 2005, il a remis sa démission au Président Moshe Katzav et lui demandé de dissoudre le Knesset à la veille des prochaines élections. En outre, le 21 novembre 2005, il a publiquement annoncé sa décision de démission du Likoud et déclaré également qu'il fonderait un nouveau parti de centre droite.<sup>225</sup>

C'est ainsi qu'il a été fondé, sous la présidence d'Ariel Sharon, un nouveau parti de centre droite appelé le Kadima. Avec la fondation du Kadima, le premier ministre visait à désigner les frontières définitives entre Israël et la Palestine. Dans ce contexte, les membres du Kadima défendaient l'idée de contrôler l'ensemble de la ville de Jérusalem et des grandes colonies juives en Cisjordanie, rejetaient le droit au

---

<sup>225</sup> P. Q. Lesieur, "Sharon provoque un bouleversement politique", **Radio France International**, 21.11.2005.



retour des réfugiés palestiniens, <sup>226</sup> visaient à éliminer les organisations qualifiées comme terroristes, ainsi prévoyaient, à la fin de ce processus, l'établissement d'un Etat Palestinien désarmé. <sup>227</sup>

Autrement dit, avec l'arrivée au pouvoir d'un tel gouvernement de centre droite qui serait fondé par le Kadima, l'ensemble de la Jérusalem continuerait à rester comme capitale éternelle et spirituelle de l'Etat d'Israël: par conséquent, il n'y aurait aucune division administrative en Jérusalem-Est considérée par le peuple palestinien comme capitale d'un Etat Palestinien à créer. D'autre part, il était également clair que la politique d'expansion d'implantations juives continuerait sans cesse sur presque l'ensemble des territoires israéliens: car cette politique était considérée comme à la fois une exigence économique et culturelle et une stratégie politique cruciale visant à maintenir le caractère Juif de l'Etat d'Israël en préservant les équilibres démographiques entre le peuple Juif et Musulman. Dans ce contexte, le principe du refus du droit au retour des réfugiés palestiniens constituait une conséquence naturelle des politiques menées par le gouvernement Sharon essayant de maintenir la supériorité proportionnelle de la population Juive à l'égard de la population Musulmane.

Dans ce cadre, de point de vue des relations israélo-palestiniennes, le Kadima ne représentait pas une transformation radicale pour la vie politique israélienne. En fait, la fondation du Kadima n'était qu'une manœuvre politique faite en vue de défaire le Parti Travailleuse grâce au grand soutien populaire derrière du Premier Ministre Sharon. De ce fait, les groupes politiques soutenant Ariel Sharon essayait de mettre en œuvre ses propres plan de paix sans qu'il y ait une opposition stricte comme celle au sein du Likoud. <sup>228</sup> De ce point de vue, le Kadima représentait une tendance politique relativement plus modérée que celle du Likoud refusant les politiques unilatérales du Premier Ministre Sharon et plus rigide que celle du Parti Travailleuse opposant à l'unilatéralisme et défendant l'idée d'établir une paix israélo-palestinienne négociée. <sup>229</sup>

---

<sup>226</sup> M. Daoudi, "Kadima lance sa campagne pour les législatives", **Radio France International**, 26.12.2005.

<sup>227</sup> Kadima, <http://knessetupdate.com/party.asp?pid=63>, 04.02.2006.

<sup>228</sup> Lesieur, op.cit.

<sup>229</sup> F. Zakaria, "The Things That Have Not Changed", **Newsweek**, Vol: 147, No: 3, p. 37.

Quant au front palestinien, un grand changement politique s'approchait vers les élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006: le Hamas, qui participerait pour la première fois à une élection législative, semblait être le vainqueur absolu de ces élections qui seraient désignées la nouvelle structure du prochain gouvernement palestinien. Conformément à ces attentes raisonnables, le Hamas avait obtenu une majorité absolue au lendemain des élections de janvier 2006.

C'est ainsi que le Hamas, qui a gagné la grande sympathie du peuple Palestinien grâce aux activités de santé, d'éducation et de charité, avait mis fin au monopole d'Al-Fatah sur l'Autorité Palestinienne qui a perdu la confiance du peuple par l'effet des grandes corruptions financières et administratives. Dans ce cadre, l'évacuation des quatre colonies en Cisjordanie et des vingt-et-un colonies juives à Gaza avait aussi joué un rôle important dans l'émergence de ce grand changement politique marquée par la victoire du Hamas: dans ce contexte, le Hamas avait réussi de présenter le processus de retrait à Gaza comme une victoire remarquable obtenue grâce à la lutte armée menée par ses propres forces milices, de ce fait, il avait également réussi de masquer les efforts diplomatiques de Mahmoud Abbas et des autres membres du Fatah.<sup>230</sup>

En revanche, la victoire électorale du Hamas est devenue une autre source d'inquiétude et d'ambiguïté qui pourrait bouleverser à la fois le processus de dialogue israélo-palestinien et les relations positives entre l'Autorité Palestinienne et les membres du Quatuor: car, le Hamas, le vainqueur des dernières élections, n'a pas renoncé à ces attitudes politiques inconciliables à l'égard d'Israël. Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, a expliqué cette attitude du Hamas comme suivant: *«Nous sommes les victimes et c'est Israël qui est l'ennemi occupant, le bourreau et le tueur et il est naturel que la communauté internationale mette la pression sur Israël parce que c'est Israël la cause du problème. Chaque chose en son temps, autrement dit, parlons de faits et non de suppositions. La reconnaissance d'Israël a longtemps été débattue et n'a donné aucun résultat parce qu'Israël n'a rien fait. L'Autorité Palestinienne a reconnu Israël et qu'a fait Israël? Dans leurs sommets les Etats arabes ont reconnu Israël, qu'est ce que ça a changé? Toutes les propositions qui leur ont été faites- la dernière est la Feuille de Route- n'ont rien*

---

<sup>230</sup> Agha, Malley, op.cit.

*donné. Qu'a fait l'administration américaine? Qu'a fait la communauté internationale pour mettre la pression sur Israël pour qu'il respecte les engagements qu'il a signés? Oslo, la Feuille de Route, notre expérience est amère, et nous ne pouvons pas avancer d'un pas ou faire des propositions, avant de voir ce que va faire Israël.»*<sup>231</sup>

Certes, les réactions du gouvernement israélien et des membres du Quatuor face à une telle attitude inconciliable sont devenues assez dures. Dans ce cadre, les attentes principales du gouvernement israélien et des membres du Quatuor à l'égard du Hamas consistaient en ces trois piliers majeurs: le désarmement des forces milices du Hamas, la renonciation à toute forme de violence contre Israël et la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Dans le cadre de cette approche en question, le Hamas était obligé, par des moyens divers, d'accomplir les attentes principales d'Israël et du Quatuor. Dans ce contexte, les membres du Quatuor considéraient le Hamas comme une organisation terroriste menaçant la sécurité de l'Etat d'Israël.

En revanche, malgré les pressions internationales, le Hamas a continué à défendre sa politique fondamentale concernant l'exigence de la fin de l'occupation israélienne dans l'ensemble des territoires occupés en 1967. Par conséquent, le Hamas a proposé la fin de l'occupation israélienne et l'arrêt de toute forme de violence exercée contre le peuple Palestinien comme une pré-condition importante pour l'accomplissement des conditions prévues par le gouvernement israélien et les membres du Quatuor.

Or, le premier ministre par intérim, Ehud Olmert, annonçait en toute occasion qu'il resterait toujours attaché aux principes déjà déclarés dans le programme du Kadima. (*Voir aussi les pages 85-86*) Dans le cadre de cette approche, il affirmait également que *le gouvernement israélien continuerait à coopérer avec le Président Abbas, à condition que le Hamas ne se représente pas dans l'Autorité Palestinienne.*<sup>232</sup> En outre, il déclarait clairement que le gouvernement israélien ne négocierait jamais avec « *une organisation terroriste armée qui prône sa destruction* ». <sup>233</sup> Par conséquent, le premier ministre par intérim, Ehud Olmert poursuivait tout à fait les mêmes stratégies unilatérales déjà lancées par Ariel Sharon.

<sup>231</sup> A. Colly, "Le n°1 du Hamas s'explique", **Radio France International**, 10.02.2006.

<sup>232</sup> S. Erlanger, "Israel will cooperate with Palestinians", **The New York Times**, 06.02.2006.

<sup>233</sup> X. Yvon, "Les Israéliens sous le choc", **Radio France International**, 28.01.2006.

Sous ces conditions qui étaient assez défavorables pour l’Autorité Palestinienne, le Président Mahmoud Abbas s’est confronté à une triple pression provenant du Hamas, d’Israël et du Quatuor. Cette situation avait amené une crise d’autorité assez sévère pour le Président Abbas. Par ailleurs, les tensions politiques entre les membres du Fatah et du Hamas s’intensifiaient de plus en plus, dans ce contexte, il s’est créé une stricte opposition contre la victoire électorale du Hamas. D’autre part, le Fatah, qui a refusé toute alliance politique avec le Hamas, a également vécu certains problèmes internes assez graves provenant des manifestations concernant la défaite électorale aux dernières élections. Par conséquent, ces types de manifestations entraînaient inévitablement le risque d’éclatement des affrontements violents entre les partisans du Fatah et du Hamas.<sup>234</sup>

En conséquence, la fin des périodes de Likoud et de Fatah avait joué un rôle déterminant sur le processus de dialogue israélo-palestinien car, la fondation du Kadima a mis fin à l’opposition stricte menée au sein du Likoud contre les politiques exercées sous le leadership du Premier Ministre Sharon et de ce fait, les initiatives de paix mises en œuvre par le gouvernement israélien ont pu être poursuivies de manière plus libre et effective. Quant à la victoire électorale du Hamas, elle a sérieusement affaibli la force de négociation de Mahmoud Abbas qui s’est obligé à nommer un gouvernement palestinien fondé par un parti politique islamiste qualifié par la communauté internationale comme une organisation terroriste. Par ailleurs, le pouvoir du Hamas a également entraîné de nombreux risques qui pourraient aboutir aux confrontations graves entre les groupes politiques palestiniens constituant, malgré leurs différences politiques précises, les piliers fondamentaux du processus de résistance palestinienne. Sous ces conditions, la fin de la période de Likoud avait largement supprimé les pressions politiques intenses exercées par des groupes ultranationalistes et religieux à la Knesset contre au plan de retrait unilatéral du gouvernement Sharon, alors que la victoire électorale du Hamas avait créé un motif considérable de point de vue de la mise en œuvre des politiques unilatérales et ainsi accéléré les initiatives visant à mettre fin au conflit israélo-palestinien en désignant unilatéralement les frontières définitives de l’Etat d’Israël sans qu’il y ait aucune solution négociée sur les questions de fond.

---

<sup>234</sup> V. Gas, “Le Hamas reste sur ses positions”, **Radio France International**, 28.01.2006.

## B) Les Facteurs Extérieurs Influant les Efforts de Paix Israélo - Palestiniens

### Menés Entre Les Années 2000 et 2006

#### 1) Les Effet Fondamentaux des Attaques du 11 septembre

À la suite des attaques du 11 septembre 2001 qui ont eu lieu au Centre de Commerce International à New York et au Pentagone à Washington et qui ont causé la mort de plus de 3000 civils américains, il a commencé une nouvelle ère qui affecterait l'ensemble du système international. Avec le début de cette nouvelle ère, la lutte contre le terrorisme global est devenue la mission primordiale de la politique étrangère de l'Administration Bush.<sup>235</sup> Dans le cadre de cette lutte en question, l'Administration Bush a essayé de maintenir et de renforcer l'hégémonie américaine au Moyen-Orient en se bénéficiant d'un discours politique présentant les Etats-Unis comme le pays gardien des valeurs universelles comme la liberté, la démocratie et la prospérité.<sup>236</sup> C'est ainsi que, les attaques du 11 septembre sont devenues un point tournant qui pourrait créer des motifs et des causes nécessaires pour le renforcement de l'hégémonie américaine dans la période de l'après Guerre Froide.<sup>237</sup>

Au lendemain de ces attaques violentes revendiquées par Al-Qaeda (une organisation terroriste dirigée par un arabe saoudien radical islamiste qui s'appelle Oussama Ben Laden), le gouvernement américain a déclenché un processus de lutte à long terme incluant trois guerres principales: 1) la guerre contre le terrorisme global et toutes ses collaborateurs dans le monde entier, 2) la guerre d'Afghanistan dont le but principal s'est présenté comme la destruction du régime de Taliban et leurs collaborateurs issus d'Al-Qaeda et 3) la guerre d'Irak qui s'est présentée à la communauté internationale comme une opération militaire visant à mettre fin au régime de Saddam Hussein accusé d'avoir un potentiel considérable d'armes de destruction massive et de soutenir activement les activités menées par Al-Qaeda.<sup>238</sup>

<sup>235</sup> I. H. Daalder, J. M. Lindsay, **America Unbound; The Bush Revolution in Foreign Policy**, Washington D.C, Brookings Institutions Press, 2003, pp. 80-81.

<sup>236</sup> K. N. Swazo, "Primacy or World Order?: The New Pax Americana", **International Journal on World Peace**, New York, Mars 2004, Vol: 21, No: 1, p. 23.

<sup>237</sup> Ü. Özdağ, S. Laçiner, S. Erkmen (ed), **Irak Krizi (2002-2003)**, Ankara, ASAM, 2003, p. 97.

<sup>238</sup> Fawcett, op.cit, p. 298.

C'est ainsi que les attaques du 11 septembre ont réanimé l'interventionnisme américain à l'outre-mer, plus particulièrement au Moyen-Orient. Dans le cadre de cette attitude interventionniste, le Président Bush obligeait toutes les nations du monde à faire un choix: « *chaque nation, dans chaque région ont une décision à prendre maintenant: soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec des terroristes* ». <sup>239</sup> Dans ce contexte, la nouvelle mission de la politique étrangère américaine n'était pas non seulement l'usage proactif de la force militaire américaine dans les régions d'outre-mer mais aussi la restructuration de la conjoncture politique et économique dans de nombreux pays du Moyen-Orient dont les systèmes d'éducation, les organisations religieuses, les gouvernements incompetents et les économies stagnantes provoquent le terrorisme anti-américain. <sup>240</sup> Car, selon le Président Bush, « *Aussi longtemps que cette région (Moyen Orient) serait un endroit de tyrannie et désespoir et colère, il produirait les hommes et les mouvements menaçant la sûreté des américains et de leurs amis* ». <sup>241</sup>

Par conséquent, les politiques de la lutte contre le terrorisme prévoyaient également les mesures concernant la prévention des activités terroristes ciblant Israël, l'un des alliés les plus proches des Etats-Unis au Moyen-Orient. En conséquence de cela, politiques coercitives menées par le gouvernement israélien contre Yasser Arafat, qui était présenté à la communauté internationale comme un leader encourageant le terrorisme, s'aggravaient de plus en plus. <sup>242</sup> Dans ce cadre, l'administration américaine intensifiait ses efforts visant à faire un changement de régime qui remplacerait le pouvoir de Yasser Arafat avec celui d'un autre leader plus tempéré et conciliable. <sup>243</sup>

Sous ces conditions, il était possible de parler d'une approche similaire entre les politiques poursuivies par l'Administration Bush et le gouvernement Sharon. Le président Bush expliquait cette approche qui était aussi soutenu par le gouvernement israélien comme suivant: « *La paix exige une direction nouvelle et différente pour les Palestiniens, afin que puisse naître un Etat Palestinien. J'appelle le peuple*

---

<sup>239</sup> Daalder, Lindsay, op.cit, p. 86.

<sup>240</sup> Fawcett, op.cit, p. 299.

<sup>241</sup> President Bush Discusses Importance of Democracy in Middle East (le 4 février 2004), The White House, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/02/20040204-4.html>, 10.02.2006.

<sup>242</sup> Smith, op.cit, p. 498.

<sup>243</sup> Fawcett, op.cit, p. 298.

*Palestinien à élire de nouveaux dirigeants, des dirigeants qui ne soient pas compromis avec le terrorisme. (...) Aujourd'hui, les autorités palestiniennes encouragent, et ne combattent pas le terrorisme. Ceci est inacceptable.*<sup>244</sup>

Dans ce contexte, il était possible de dire que les politiques américaines et israéliennes concernant la lutte contre le terrorisme ont convergé vers une perspective commune à la suite des attaques du 11 septembre.<sup>245</sup> Dans ce cadre, les Etats-Unis et Israël menaient ensemble une lutte commune contre le terrorisme et cette lutte en question n'était pas limitée à des discours similaires accusant Yasser Arafat d'encourager le terrorisme, mais elle comprenait aussi de nombreux points de vue communs concernant le règlement de la question israélo-palestinienne. Par exemple, toutes les deux parties considéraient les organisations islamistes palestiniennes comme des groupes terroristes étant en coopération avec Al-Qaeda. En outre, elles qualifiaient les opérations militaires israéliennes ciblant les camps de réfugiés palestiniens en tant que défense légitime contre les terroristes. D'autre part, pour toutes les deux, les exigences telles que la fin de la violence et de la terreur et la mise en œuvre d'une réforme institutionnelle au sein de l'Autorité Palestinienne étaient vues comme des pré-conditions indispensables pour la réunion d'une conférence ministérielle au Moyen-Orient qui pourrait assurer la création d'un Etat Palestinien.

À l'égard de ces politiques partageant de nombreuses perspectives communes, les réactions étaient assez dures. Partout dans le monde, surtout parmi les peuples du Moyen-Orient, les tendances anti-américaines et anti-israéliennes se renforçaient de plus en plus. Cette situation posait une grande menace pour une grande majorité des régimes politiques des pays Moyen-orientaux qui contribuait aux politiques de lutte contre le terrorisme suivies par l'Administration Bush au lendemain du 11 septembre et qui était accusés, par les militants de ces mouvements d'opposition anti-américains et anti-israéliens inspirés des discours religieux, d'être corrompus et non - islamiques.<sup>246</sup> En vue de diminuer les risques qui pourraient provenir d'une telle

---

<sup>244</sup> Déclaration de George W. Bush à la Maison Blanche (24 juin 2002), The White House, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/declabush20020624>, 06.03.206.

<sup>245</sup> P. Hayden, T. Lansford, R. P. Watson (ed), **America's War on Terror**, Cornwall/UK, Ashgate, 2003, p. 90.

<sup>246</sup> E. Ottolenghi, "Why Palestinians and Israelis Are Not Ready For Peace", **Survival**, Printemps 2004, Vol: 46, No: 1, p. 45.

menace, surtout l’Egypte, l’Arabie Saoudite et la Jordanie essayaient de persuader l’Administration Bush à créer un calendrier détaillé prévoyant la fondation de l’Etat Palestinien et la fin de l’occupation israélienne.<sup>247</sup> De même, une telle approche prévoyant la création d’un calendrier était aussi défendue par de nombreux leaders européens.<sup>248</sup>

Sous ces conditions, la mise en œuvre des nouvelles initiatives de paix israélo-palestiniennes se manifestait comme l’une des exigences importantes de la politique Moyen-orientale de l’Administration Bush. Dans ce contexte, l’un des objectifs fondamentaux de l’Administration Bush consistait à prévenir la diffusion, au niveau régional, des effets négatifs de la confrontation israélo-palestinienne qui pourraient négativement influencé la présence américaine au Moyen-Orient.<sup>249</sup> Pour cela, il fallait que le Président Bush propose une perspective claire en voie du règlement du conflit israélo-palestinien: lors d’un discours prononcé le 24 juin 2002 par le Président Bush, cette perspective en question se définissait comme suivant: « *...lors que les Palestiniens auront de nouveaux dirigeants, de nouvelles institutions et de nouveaux règlements de sécurité avec leurs voisins, les Etats-Unis d’Amérique soutiendront la création d’un Etat Palestinien, dont les frontières et certains aspects de sa souveraineté seront provisoires jusqu’à ce qu’ils soient intégrés dans une résolution finale au Proche-Orient.* »<sup>250</sup>

Dans le cadre d’une telle perspective de paix, l’exclusion de Yasser Arafat de l’Autorité Palestinienne, la mise en œuvre des réformes institutionnelles au sein de l’Autorité Palestinienne et l’élection des nouveaux dirigeants conciliables ayant la capacité d’empêcher la lutte armée des groupes extrémistes palestiniens ciblant Israël étaient proposés comme des pré - conditions indispensables pour la reprise du dialogue israélo-palestinien. En revanche, l’Administration Bush laissait toutes les questions de fond, y compris la question de la détermination du statut politique de l’Etat Palestinien, aux étapes ultérieures du processus de dialogue entre les parties en litige et ainsi adoptait une approche diplomatique compatible avec les conditions de paix prévues par le gouvernement israélien. C’est ainsi que l’Autorité Palestinienne

---

<sup>247</sup> Hayden, Lansford, Watson (ed), op.cit, p. 89.

<sup>248</sup> Ibid, p. 91.

<sup>249</sup> C. Mansour, “The Impact of 11 September on the Israeli-Palestinian Conflict”, **Journal of Palestine Studies**, Hiver 2002, Vol: 31, No: 2, p. 13.

<sup>250</sup> Déclaration de George W. Bush à la Maison Blanche (24 juin 2002), op.cit.



qui s'affaiblissait en conséquence des politiques de lutte contre le terrorisme menées par l'Administration Bush et le gouvernement Sharon était obligé à accomplir les conditions de paix proposées par les Etats-Unis et Israël.

Dans ce cadre, les politiques de lutte contre le terrorisme global au lendemain des attaques du 11 septembre a transformé l'Autorité Palestinienne en une institution politique qui se trouve au sein des transformations profondes et grâce à cela, le processus de dialogue israélo-palestinien a été repris en vue d'arriver à un compromis politique sur les exigences prévues dans la Feuille de Route. De ce point de vue, il est possible de dire que les politiques de lutte contre le terrorisme global au lendemain des attaques du 11 septembre ont joué un rôle déterminant dans le cadre du processus de dialogue israélo-palestinien.

## **2) Les Opérations Militaires en Afghanistan et en Irak**

Dans le cadre du processus de la lutte contre le terrorisme, les opérations militaires lancées en Afghanistan et en Irak constituaient deux piliers fondamentaux de la politique étrangère américaine à la suite des attaques du 11 septembre. Dans ce contexte, le régime de Taliban en Afghanistan était accusé de collaborer avec Al-Qaeda, quant au régime de Saddam Hussein en Irak, il était accusé non seulement de soutenir Al-Qaeda mais aussi de détenir un potentiel considérable d'armes de destruction massive.

Par conséquent, dans toutes les deux opérations militaires dont les objectifs fondamentaux ont été présentés à la communauté internationale comme le fait de lutter contre le terrorisme global et ses collaborateurs dans le monde entier, la prévention des intenses activités menées par les militants d'Al-Qaeda en Afghanistan et en Irak et le renversement de ces deux régimes autoritaires, accusés par l'Administration Bush de soutenir effectivement les activités d'Al-Qaeda, étaient considérés par le gouvernement américain comme les deux exigences principales pour le succès des politiques de lutte contre le terrorisme global.

Dans le cadre de la Stratégie de Sécurité Nationale des Etats-Unis d'Amérique, cette approche en question s'expliquait comme suivant: « *notre objectif immédiat*

*sera ces organisations terroristes d'extension globale et de n'importe quel terroriste ou les Etats soutenant le terrorisme, essayant d'acquérir ou d'utiliser des armes de destruction massive ou de leurs précurseurs (...) Les États-Unis vont s'efforcer constamment de solliciter l'appui de la communauté internationale, nous n'hésiterons pas à agir seuls, s'il le faut, pour exercer notre droit d'autodéfense en agissant de façon préventive contre de tels terroristes pour les empêcher de s'en prendre à notre population et à notre pays. »*<sup>251</sup>

Sous l'effet de cette approche en question, les discours concernant la lutte contre le terrorisme entraînaient une attitude unilatérale n'hésitant pas à lancer des « *interventions préventives* » en vue d'éliminer les menaces terroristes bien avant qu'elles nuisent aux Etats-Unis. Quant aux conséquences de ces politiques interventionnistes, elles se variaient aux niveaux officiels et non officiels. Par exemple, à la veille de l'Opération en Afghanistan, presque toutes les autorités politiques dans la région, sauf celles en Irak et en Iran, avaient déclaré qu'elles soutiendraient les politiques de lutte contre le terrorisme menées par l'Administration Bush.<sup>252</sup> En revanche, à la veille de l'Opération en Irak, une grande majorité des pays du Moyen-Orient avait insisté sur une solution pacifique par le souci d'une opération militaire probable pourrait déstabiliser le Moyen-Orient en renforçant certains groupes islamistes radicaux soutenant le processus de lutte armée contre les Etats-Unis et les autorités politiques soutenant la politique moyen-orientale des Etats-Unis.<sup>253</sup> En ce qui concerne, au niveau non officiel, les réactions des peuples de la région vis-à-vis des interventions en Afghanistan et en Irak étaient assez strictes. Dans ce contexte, la montée des tendances réactionnaires inspirées des discours islamistes avait entraîné une telle intense opposition populaire ciblant l'autorité politique des régimes alliés des Etats-Unis qu'en Egypte, en Jordanie, en Syrie, en Libye, au Maroc, en Tunisie, en Algérie, en Pakistan, en Arabie Saoudite et dans les autres pays du Golfe, les forces de sécurité avaient emprisonné de milliers de personnes, y compris les membres de l'armée, soutenant les activités des groupes d'opposition.<sup>254</sup>

---

<sup>251</sup> The National Security Strategy of United States of America, September 2002, The White House, <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.pdf>, p. 6.

<sup>252</sup> Saikal, op.cit, p. 16.

<sup>253</sup> Hayden, Lansford, Watson (ed), op.cit, p. 92.

<sup>254</sup> Saikal, op.cit, p. 17.

Par conséquent, il était possible de dire qu'en conséquence de ces deux opérations militaires ciblant d'abord l'Afghanistan et ensuite l'Irak, les Etats-Unis avaient réanimé les tendances anti-américaines et anti-israéliennes notamment au sein des peuples Musulmans au Moyen- Orient ainsi que dans le monde entier. Surtout, avec le lancement de l'Opération en Irak qui s'est transformé avec le temps en un grand scandale international démontrant que le régime irakien qui était accusé de disposer des armes de destruction massive était dépourvu d'un tel potentiel de l'arme, *les Etats-Unis d'Amérique ne faisait pas seulement la guerre à ce pays, mais au monde arabe tel qu'il a été, régimes laïques et islamistes confondus.*<sup>255</sup> Sous ces conditions, les Etats-Unis étaient considérés par une grande majorité des peuples Musulmans dans le monde entier comme un pays anti-islamique<sup>256</sup> menant des politiques hostiles ciblant notamment les pays Musulmans du Moyen-Orient. De ce fait, notamment à la suite de l'Opération Irak, la politique de lutte contre le terrorisme qui a été présentée comme un motif principal dans le cadre du processus de l'accroissement de l'interventionnisme américain avait perdu toute sa crédibilité internationale. Quant aux efforts diplomatiques de l'Administration Bush visant à créer un régime politique irakien qui serait dominé par les groupes chi'ites et kurdes, ils avaient créé une conjoncture politique chaotique qui pourrait déclencher une guerre civile violente entre les groupes ethniques et religieux en Irak.

Par ailleurs, dans une telle conjoncture internationale, Oussama Ben Laden essayait de renforcer davantage les réactions ciblant à la fois les Etats-Unis et ses proches alliés dans la lutte contre le terrorisme. Pour cela, le leader d'Al-Qaeda visait à unifier sa politique de Djihad avec la résistance palestinienne en affirmant que « *ni les Etats-Unis ni le peuple américain ne goûteraient jamais la sécurité et la sûreté jusqu'à ce que nous nous sentions la sécurité et la sûreté sur notre terre et en Palestine.* ».<sup>257</sup>

Sous ces conditions, la mise en œuvre des nouvelles initiatives de paix israélo-palestiniennes semblait être une exigence diplomatique importante de point de vue de la stabilité et de la sécurité de la présence américaine au Moyen-Orient. De plus, les

---

<sup>255</sup> S. Nassib, "Pour en finir avec le monde arabe", **Le Monde Diplomatique**, Mars 2003.

<sup>256</sup> D. Byman, M. Scheuer, A. Lieven, P. W. Lang, "Iraq, Afghanistan and the War on Terror", **Middle East Policy**, Hiver 2005, Vol: 12, No: 1, p. 2.

<sup>257</sup> Hayden, Lansford, Watson (ed), op.cit, p. 86.

initiatives de paix visant à reprendre le processus de dialogue israélo-palestinien étaient aussi fortement soutenues par le gouvernement israélien et les autres pays alliés des Etats-Unis, y compris les pays européens et les pays arabes. Dans ce cadre, le processus de dialogue israélo-palestinien destiné à mettre en œuvre la Feuille de Route prévoyant une perspective de paix à deux Etats avait été relancé par le consentement commun de toutes les parties concernées soutenant les politiques de lutte contre le terrorisme global.

### **3) Les Initiatives de Paix Lancées par des Acteurs Hors Région**

Les initiatives diplomatiques lancées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada par les acteurs hors région étaient des produits d'un compromis politique global visant à mettre fin au conflit israélo-palestinien. En revanche, bien que les fins soient les mêmes, les politiques poursuivies par les acteurs hors région visant à résoudre la question israélo-palestinienne se différençaient. Surtout au cours de la période présidentielle de George W. Bush, les politiques menées par les acteurs hors région avaient commencé de plus en plus à se différencier. Pour pouvoir mieux comprendre cette différenciation importante, on va aborder étape par étape les initiatives de paix mises en œuvre par chacun de ces acteurs en question.

Dans ce contexte, la première initiative diplomatique mise en œuvre au lendemain de la 2<sup>ème</sup> Intifada par l'Union Européenne avait été réalisée au Sommet de Charm Al Cheikh qui s'est réuni le 16-17 octobre 2000. Lors de ce sommet important, Javier Solana, le haut représentant de l'Union Européenne pour la Politique Etrangère et de Sécurité Commune, figurait parmi les participants au sommet.

Quant à la prochaine initiative diplomatique importante de l'Union Européenne, c'était « *la Déclaration Sur le Proche Orient* » qui a été adoptée le 8 décembre 2000, lors du Sommet de Nice du Conseil Européen. Avec l'adoption de cette déclaration, l'Union Européenne prévoyait l'exigence *des gestes concrets de la part des deux parties, y compris la renonciation à la violence et, en ce qui concerne Israël, la question de la colonisation et de la mise en place d'un mécanisme de mesures de confiance*. D'autre part, l'Union Européenne déclarait clairement qu'elle serait prête

à aider toutes les deux parties en vue de la reprise du processus de dialogue israélo-palestinien.<sup>258</sup>

Dans ce cadre, l'Union Européenne avait activement soutenu les rencontres de Taba qui ont eu lieu en Egypte entre le 21-27 janvier 2001. Lors des rencontres de Taba, Miguel Angel Moratinos, envoyé spécial du Conseil des ministres européens pour le Processus de Paix au Moyen-Orient, avait préparé un document non - officiel qui a été interprété par toutes les deux parties comme une description relativement fidèle aux résultats issus des négociations faites au cours de pourparlers de Taba. De ce fait, le document de Moratinos avait largement contribué à la documentation des accords non - officiels concernant toutes les questions de statut final, notamment celles des territoires, de la ville de Jérusalem, des réfugiés et de la sécurité.<sup>259</sup>

Par ailleurs, le 3 septembre 2001, Javier Solana avait entamé une série de négociations visant à favoriser une rencontre entre Yasser Arafat et Shimon Pérès.<sup>260</sup> En outre, le 16 juin 2001, au bout du Sommet de Göteborg du Conseil Européen, le Conseil de l'Union Européenne avait exigé « *le gel complet des activités de colonisation* (soutenues par le gouvernement israélien) et *la mise en œuvre de mesures de confiance supplémentaires, aboutissant à la reprise de négociations complètes et constructives en vue de l'accord sur le statut définitif fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.*». D'autre part, le Conseil avait également déclaré que *l'aide aux institutions palestiniennes et à l'économie demeurerait un engagement européen auquel l'Union Européenne resterait fidèle dans le cadre d'un effort international.*<sup>261</sup>

Dans les mois prochains, les Quinze de l'Union Européenne, réunis le 15-16 mars 2002 au Sommet de Barcelone, ont déclaré que l'adoption de la Résolution 1397 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (*voir p. 109*) a été accueillie par le Conseil Européen avec une grande satisfaction. D'autre part, dans le cadre de la *Déclaration Européenne de Barcelone (le 17 mars 2002)*, le Conseil de l'Union Européenne avait

<sup>258</sup> Conseil européen de Nice (le 8 décembre 2000), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/nice>, 27.02.2006.

<sup>259</sup> Moratinos (Miguel Angel MORATINOS CUYAUBE), <http://www.medeia.be/index.html?page=0&lang=fr&doc=343>, 27.02.2006.

<sup>260</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2000-2001), op.cit.

<sup>261</sup> Conseil européen de Göteborg (15 et 16 juin 2001), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/europe/goteborg>, 28.02.2006.

également *incombé à l'Autorité Palestinienne en tant qu'autorité légitime d'assumer pleinement la responsabilité de la lutte contre le terrorisme* alors qu'il a exigé du gouvernement israélien qu'il *retire immédiatement ses forces militaires des zones placées sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne, cesse les exécutions extra judiciaires, mette fin aux mesures d'isolement et aux restrictions, gèle les implantations de colonies et respecte le droit international*. D'autre part, le Conseil avait déclaré, en ce qui concerne le conflit entre Israël et la Palestine, que *l'objectif général était double: créer un Etat Palestinien démocratique, viable et indépendant en mettant fin à l'occupation datant de 1967 et assurer le droit d'Israël à vivre à l'intérieur de frontières sûres, garanties par l'engagement de la communauté internationale, et en particulier des pays arabes*. Sous cette perspective, les quinze pays membres du Conseil Européen avaient également affirmé que *la paix au Moyen-Orient ne pourrait être globale que si elle intègre la Syrie et le Liban*.<sup>262</sup>

En revanche, malgré ces initiatives diplomatiques mises en œuvre par la communauté internationale, les forces de sécurité israéliennes avaient réoccupé la ville autonome palestinienne de Bethléem, après Ramallah, Kalkiliya et Tulkarem. En conséquence de cette dernière occupation israélienne niant les réactions de l'opinion publique internationale, les ministres des Affaires étrangères de l'Union Européenne ont décidé, le 3 avril 2002, de se réunir d'urgence à Luxembourg et lors de cette réunion importante, Roman Prodi, le président de la Commission Européenne, a demandé la convocation d'une conférence internationale. Le 19 avril, l'Union Européenne a demandé, pour l'arrêt de la violence exercée contre les civils palestiniens à Jénine, une enquête internationale et impartiale sur la Jénine, mais l'Administration Bush, bien qu'elle accepte l'idée de la mise en œuvre d'une telle enquête internationale sur la Jénine, a refusé que l'ONU s'en participe.<sup>263</sup>

Dans les mois suivants, l'Administration Bush avait décidé à organiser une conférence ministérielle sur le conflit israélo-palestinien qui réunirait les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Russie et l'ONU, membres du « Quatuor » sur le Proche-Orient. Dans ce cadre, la première réunion du Quatuor pour le Moyen-Orient s'est tenue le 16 juillet 2002 à New York. Lors de cette réunion importante, les

<sup>262</sup> La déclaration européenne de Barcelone (17 mars 2002), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/uebarcelone>, 28.02.2006.

<sup>263</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2002), op.cit.

représentants de l'Union Européenne, de la Russie et des Nations Unies se sont opposés aux politiques de l'Administration Bush soutenant le processus d'isolation exercé contre Yasser Arafat. En suite, le 17 septembre 2002, lors de la deuxième réunion du Quatuor, le calendrier du plan de paix prévoyant la création d'un Etat Palestinien au plus tard en 2005 qui a été préparé le 30 août 2002 par les ministres des Affaires étrangères des quinze pays membres de l'Union Européenne, avait été adopté par les représentants du Quatuor.<sup>264</sup>

Néanmoins, dans les années suivantes, la victoire électorale du Hamas avait entraîné une crise politique assez sévère de point de vue de ces bonnes relations entre l'Union Européenne et la Palestine. Au cours de cette crise politique grave amenant la rupture du processus de dialogue israélo-palestinien, l'Union Européenne s'est confrontée à une série de paradoxes très importants: bien que le Hamas se trouve dans la liste européenne des organisations terroristes depuis 2003, il est devenu le premier parti au sein de l'Autorité Palestinienne qui a été très dépendante des financements européens. En revanche, malgré ce paradoxe important qui pourrait aboutir à un processus de radicalisation beaucoup plus grave pour le Hamas, l'Union Européenne a décidé de cesser son aide financière à l'Autorité Palestinienne au cas où le Hamas ne renonce pas à la violence, ne reconnaisse pas le droit d'Israël à exister et ne respecte pas les engagements pris par l'Autorité Palestinienne dans le cadre des accords d'Oslo.<sup>265</sup>

En ce qui concerne la Russie et la Chine, il est possible de dire que ces deux puissances importantes ont également fait des contributions importantes aux initiatives de paix israélo-palestiniennes lancées suite à la 2<sup>ème</sup> Intifada: dans ce cadre, la Russie et la Chine, étant des membres permanents du Conseil de Sécurité, ont soutenu toutes les initiatives de paix mises en œuvre par les Nations Unies. Surtout, la Russie, étant aussi l'un des membres du Quatuor, a effectivement contribué à l'ensemble des initiatives menées par le Quatuor. Suite aux élections législatives palestiniennes de janvier 2006, la Russie a également essayé de jouer le rôle de médiateur entre le Hamas, le vainqueur des dernières élections palestiniennes, et les autres membres du Quatuor qui ont refusé de négocier avec « *une organisation*

---

<sup>264</sup> Chronologie du conflit israélo-palestinien de 2002 à nos jours, op.cit.

<sup>265</sup> G. De Lansalut, "Bruxelles fait pression sur le Hamas", **Radio France International**, 30.01.2006.

*terroriste* » résistant contre les conditions de paix proposées notamment par Israël et des nombreuses puissances Occidentales effectués du terrorisme.

Dans ce cadre, le gouvernement Poutine a invité Khaled Mechaal, le chef du bureau politique du Hamas, à Moscou et ainsi essayé de convaincre les représentants du Hamas sur les conditions proposées par Israël et les autres membres du Quatuor. C'est sous cette perspective que le Président Poutine a défendu l'idée de « *respecter le choix du peuple Palestinien* » et expliqué l'attitude fondamentale de la Russie comme suivant: « *lorsque nous parlons des causes et des racines du terrorisme, nous nous référons à l'injustice sociale, à la misère et au chômage. Si nous cessons d'aider les simples citoyens palestiniens, allons-nous éradiquer le terrorisme et la criminalité ? Bien sûr que non (...) Cela ne veut pas dire que Moscou accepte et approuve tout ce que le groupe radical palestinien fait.* ». <sup>266</sup> En revanche, bien que les autres membres du Quatuor considère cette invitation inattendue comme une initiative de médiation de bonne foi, le gouvernement israélien l'a qualifié de « *coup de couteau dans le dos* ». <sup>267</sup> En revanche, malgré ces réactions dures du gouvernement israélien, la Russie et la Chine ont effectivement continué de soutenir tous les efforts constructifs concernant la reprise du dialogue israélo-palestinien. Dans ce contexte, surtout au lendemain des attaques du 11 septembre et des opérations militaires ciblant l'Afghanistan et l'Irak, ces deux grandes puissances hors région ont évidemment essayé de jouer un rôle plus actif et déterminant sur les initiatives visant à résoudre des questions relatives au Moyen- Orient.

En ce qui concerne les Etats-Unis, ils continuaient à maintenir le leadership vis-à-vis des autres acteurs hors région tels que l'Union Européenne, la Russie et la Chine qui envisageaient de renforcer et de diversifier leurs activités diplomatiques concernant les efforts menés pour le règlement pacifique des questions fondamentales du Moyen-Orient, y compris le conflit israélo-palestinien.

Dans ce cadre, la première initiative de paix israélo-palestinienne lancée au lendemain de la 2<sup>ème</sup> Intifada sous le leadership des Etats-Unis était le Sommet de Charm Al Cheikh réuni le 16-17 octobre 2000. Au bout de ce sommet important qui a rassemblé le Président américain William J. Clinton, le Président égyptien Hosni

---

<sup>266</sup> G. De Lansalut, "Poutine invite le Hamas à discuter", **Radio France International**, 10.02.2006.

<sup>267</sup> Ibid.



Moubarak, le Roi Hussein de Jordanie, Javier Solana, le haut représentant de l'Union Européenne, le Premier Ministre Ehud Barak, Yasser Arafat, le Président de l'Autorité Palestinienne et Kofi Annan, le Secrétaire Général de l'ONU, les parties en litige se sont entendues sur un accord oral basé sur trois principes fondamentaux: *«premièrement: les deux parties ont accepté de faire des déclarations publiques sans équivoque pour appeler à la fin de la violence (...) et prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la confrontation actuelle (...) deuxièmement, les Etats-Unis se sont engagés à mettre en place avec les Israéliens et les Palestiniens, en consultation avec le secrétaire général des Nations unies, une mission d'information sur les actes de violence (...) troisièmement, (...) les dirigeants ont accepté que les Etats-Unis consultent les parties pendant les deux prochaines semaines pour s'attendre sur la façon d'aller de l'avant.»*<sup>268</sup>

Par ailleurs, le 23 décembre 2000, autrement dit presque cinq mois après de l'échec au Sommet de Camp David réuni en juillet 2000, le Président Clinton a offert aux négociateurs israéliens et palestiniens à Washington ces propositions suivantes qui se sont regroupées sous trois titres fondamentaux: 1) Territoire, 2) Sécurité, 3) Jérusalem et les Réfugiés.<sup>269</sup>

Sous le premier titre consacré aux questions territoriales, le Président Clinton prévoyait qu'*une solution juste se situerait autour de 95 %, soit entre 94 % et 96 % de la Cisjordanie pour l'Etat Palestinien et que la terre annexée par Israël devrait être compensée par un échange de terres de 1 % à 3 %, en sus des arrangements pour le " passage protégé permanent " qui relierait la Cisjordanie à la bande de Gaza*. En outre, il affirmait que *les parties devraient élaborer une carte qui tienne compte des critères suivants: 80 % des colons rassemblés dans des blocs de colonies, la continuité territoriale, le minimum d'annexion de territoire à Israël, le minimum de Palestiniens affectés par cette annexion.*<sup>270</sup>

<sup>268</sup> Sommet de Charm Al Cheikh, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/declaclinton>, 02.03.2006.

<sup>269</sup> The Clinton Parameters (23 décembre 2000), Foundation For Middle East Peace, [http://www.fmep.org/resources/peace\\_plans/clinton\\_parameters.html](http://www.fmep.org/resources/peace_plans/clinton_parameters.html), 03.03.2006.

<sup>270</sup> Propositions de William Clinton aux négociateurs palestiniens et israéliens, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/propclinton>, 03.03.2006.

Quant au deuxième titre consacré à la sécurité, le Président Clinton proposait *l'installation d'une force de paix internationale qui ne se retirerait que par consentement mutuel*. En outre, il défendait aussi l'idée de l'établissement d'*un Etat Palestinien non- militarisé compte tenu du fait que la force internationale, s'ajoutant à une forte force de sécurité palestinienne, aurait en charge la sécurité des frontières et la dissuasion*. Dernièrement, il prévoyait que *le retrait israélien devrait s'échelonner sur 36 mois*.<sup>271</sup>

En ce qui concerne le sujet de la détermination du statut final de la Jérusalem, le Président Clinton a proposé le partage de l'ensemble de la ville de manière conforme aux faits démographiques. Dans ce cadre, il a également formalisé deux alternatifs principaux visant à résoudre les questions vécues sur le partage des lieux sacrés: selon le premier alternatif, la partie palestinienne serait souveraine sur *le Noble Sanctuaire*, alors que la partie israélienne contrôlerait *le Mur Occidental a) et l'espace sacré pour les Juifs dont il fait partie: ou b) et le Saint des Saints dont il fait partie*, quant selon le deuxième alternatif, la partie palestinienne serait souveraine sur *le Noble Sanctuaire*, en revanche la partie israélienne contrôlerait *le Mur Occidental*, et de plus obtiendrait *une souveraineté fonctionnelle sur la question des excavations sous le Noble Sanctuaire ou derrière le Mur*.<sup>272</sup>

Dernièrement, au sujet de la résolution des questions relatives aux réfugiés palestiniens, le Président Clinton a proposé la création d'*une commission internationale pour appliquer tout ce qui découlerait de l'accord : compensation, réinstallation, réhabilitation, etc*. Par ailleurs, il a également affirmé que *toute solution devrait tenir compte des besoins des deux parties et être en conformité avec l'approche de l'existence de deux Etats, qu'elles ont acceptée comme un moyen de mettre fin au conflit israélo-palestinien: l'Etat de Palestine comme patrie pour le peuple palestinien et l'Etat d'Israël comme patrie pour le peuple Juif*.<sup>273</sup> Autrement dit, le Président Clinton a prévu que soit les deux parties reconnaîtraient le droit des réfugiés palestiniens de retourner dans la Palestine historique (y compris les territoires israéliens) soit les deux parties reconnaîtraient le droit au retour des réfugiés palestiniens aux territoires occupés (à la Cisjordanie et Bande de Gaza).

---

<sup>271</sup> Ibid.

<sup>272</sup> Ibid.

<sup>273</sup> Ibid.

Dans ce cadre, la priorité dans le processus de retour serait reconnue aux réfugiés du Liban. C'est ainsi que *toutes les deux parties conviendraient que ceci serait l'application de la Résolution 194 de l'Assemblée Générale des Nations Unies.*<sup>274</sup>

Au cours de la prochaine étape importante dans les initiatives de paix israélo-palestiniennes, ces paramètres déjà proposés par le Président Clinton ont constitué la base des négociations de paix qui se sont accomplies à Taba (Égypte) entre le 21-27 janvier 2001. Grâce aux contributions cruciales des propositions de Clinton, toutes les deux parties ont déclaré que « *les pourparlers de Taba ont été sans précédent par leur atmosphère positive et l'expression d'une volonté mutuelle de combler les besoins nationaux, existentiels et de sécurité de chacune des parties* ». <sup>275</sup> Sous cette perspective, *les pourparlers de Taba ont achevé une phase importante dans le processus de négociation israélo-palestinien en ayant réussi à instaurer de nouveau la confiance entre les deux parties qui n'ont jamais été aussi proches de trouver un accord.*<sup>276</sup>

Dans le cadre de ces pourparlers importants, *toutes les deux parties se sont engagées à recouvrer un processus de normalisation et à instaurer une sécurité stable tout en respectant les engagements pris lors du sommet de Charm Al Cheikh.* D'autre part, *les négociateurs ont privilégié quatre thèmes principaux déjà traités dans les paramètres de Clinton: les réfugiés, la sécurité, les frontières et le statut de Jérusalem dans le but de trouver un accord final qui permettra de mettre fin au conflit et d'instaurer la paix entre les deux peuples.*<sup>277</sup>

En ce qui concerne les questions de territoire, toutes les deux parties ont accepté que la Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies constitue la base des accords futurs qui désigneraient les frontières finales entre Israël et la Palestine. En outre, la partie palestinienne a accepté les paramètres de Clinton, mais avec des réserves. Quant à la partie israélienne, elle a proposé des cartes incluant des plans

---

<sup>274</sup> Ibid.

<sup>275</sup> Déclaration de Taba israélo-palestinienne, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/taaba-intro>, 04.03.2006.

<sup>276</sup> Ibid.

<sup>277</sup> Ibid.

pour les développements futurs des colonies juives en Cisjordanie. En conséquence de cela, la partie palestinienne a refusé tous les plans israéliens visant à élargir des zones de colonies juives en Cisjordanie.<sup>278</sup> Par ailleurs, toutes les deux parties ont accepté le principe d'échange de territoires, mais les proportions sur cet échange en question ont demeuré irrésolues (les demandes de terre proposées par la partie israélienne ont surmonté les limites acceptables pour la partie palestinienne), mais toutefois les parties se sont entendues sur la création d'un « *passage protégé permanent* » entre la Cisjordanie et la Gaza. Dernièrement, aucune des parties n'a présenté de cartes relatives à la Bande de Gaza, de ce fait, la partie israélienne a accepté d'évacuer toutes les colonies juives à Gaza.<sup>279</sup>

Quant au sujet de la détermination du statut final de la ville de Jérusalem, les parties avaient généralement accepté les propositions de Clinton prévoyant le partage de l'ensemble de la ville de manière conforme aux faits démographiques. En outre, toutes les deux parties avaient soutenu l'idée de la « *Ville Ouverte* » qui comprendrait la Vieille Ville plus une zone définie comme le Bassin Sacré et le Bassin Historique. Mais en revanche, la partie palestinienne avait refusé les propositions israéliennes concernant les frontières de la Ville Ouverte et insisté sur le fait que l'idée de la Ville Ouverte ne serait pas acceptable si elle comprenne l'ensemble des frontières municipales de la Jérusalem-Est et de la Jérusalem-Ouest. D'autre part, les parties avaient aussi prévu que la Jérusalem soit la capitale de deux Etats: Yerushalaim, capitale de l'Etat d'Israël, Al-Quds capitale de l'Etat de Palestine. Néanmoins, surtout au sujet des droits de souveraineté sur le Bassin Sacré (incluant le Cimetière Juif sur le Mont des Oliviers, la Cité de David et la Vallée de Kidron) qui devrait être sous le contrôle palestinien, la partie israélienne s'opposait à la souveraineté palestinienne sur ces zones religieuses. En outre, selon les thèses défendues par la partie palestinienne, les questions concernant la détermination du statut du Mur des Lamentations et/ou du Mur Ouest n'avaient également pas pu être résolues. Par ailleurs, toutes les deux parties avaient affirmé que les questions

---

<sup>278</sup> Ibid.

<sup>279</sup> Les minutes des négociations de Taba, par M. Moratinos, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/tabaminutes-texte>, 04.03.2006.

concernant les droits de souveraineté sur le Haram Al Sharif/Mont du Temple ont aussi demeuré irrésolues.<sup>280</sup>

En ce qui concerne les questions de réfugiés palestiniens, les deux parties ont suggéré qu'un règlement juste du problème de réfugiés, en accord avec la Résolution 242 du Conseil de Sécurité, devrait conduire à l'implémentation de la Résolution 194 de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Dans ce cadre, pour le retour et le rapatriement, les parties ont discuté sur trois alternatives prévoyant un processus de retour et de rapatriement vers Israël, vers les territoires israéliens échangés et vers l'Etat Palestinien. En outre, les deux parties ont accepté que la priorité de retour soit reconnue aux réfugiés du Liban. Par ailleurs, les parties se sont également entendues sur le paiement d'une petite somme de compensation aux réfugiés palestiniens dans une procédure « *rapide* ». Mais en revanche, les demandes relatives à la restitution des biens des réfugiés ont été rejetées par la partie israélienne.<sup>281</sup>

Dernièrement, au sujet de la sécurité, la partie israélienne a insisté sur la proposition de l'établissement d'un Etat Palestinien non – militarisé, mais les deux parties n'ont pas pu atteindre un accord définitif sur ce sujet. En outre, les parties se sont mises d'accord sur le maintien des droits de souveraineté de la partie palestinienne sur son espace aérien, en revanche la partie israélienne a demandé l'accès à l'espace aérien pour les opérations et les exercices militaires. Quant à la partie palestinienne, elle a rejeté les demandes israéliennes visant à obtenir l'accès à l'espace aérien palestinien. Par ailleurs, conformément aux propositions de Clinton, la partie israélienne a accepté de se retirer de la Cisjordanie dans 36 mois et demandé une autre durée supplémentaire de 36 mois pour l'achèvement du processus de retrait de la Vallée de Jordanie. Mais en contrepartie, la partie palestinienne, tout en exprimant ses inquiétudes sur le fait qu'un processus prolongé aggraverait les tensions israélo-palestiniennes, a rejeté un tel processus de retrait qui durerait au total 72 mois: au lieu de cela, les palestiniens ont proposé un retrait de 18 mois pour la Cisjordanie et 10 mois pour la Vallée de Jordanie. En outre, les parties n'ont également pas pu résoudre les questions concernant la surveillance et la vérification aux frontières internationales de la Palestine (présence israélienne ou internationale).<sup>282</sup>

---

<sup>280</sup> Ibid.

<sup>281</sup> Ibid.

<sup>282</sup> Ibid.

Brièvement, malgré tous ces désaccords remarquables qui devraient encore être négociées au cours des prochains pourparlers, les parties ont toutefois affirmé dans le communiqué final des pourparlers de Taba que « *jamais les deux parties n'ont été aussi proches d'un accord et partagent la conviction que les fossés demeurant pourraient être comblés par une reprise des négociations au lendemain des élections israéliennes* ». Néanmoins, le calendrier politique a empêché d'aboutir à un accord de paix:<sup>283</sup> car, le 20 janvier 2001, George W. Bush a déjà été élu comme le 43<sup>ème</sup> Président des Etats-Unis, quant le 6 février 2001, Ariel Sharon, le leader du Likoud, a remporté les élections législatives israéliennes de février 2001. Par conséquent, les pourparlers de Taba se sont achevés sans qu'il y ait un accord de paix officiel.<sup>284</sup>

Or, pour pouvoir mettre fin à la violence réciproque et reprendre le processus de dialogue israélo-palestinien avant les élections présidentielles aux Etats-Unis et des élections législatives en Israël, il fallait mettre en œuvre une nouvelle initiative de paix. Dans ce contexte, le Rapport de Mitchell, qui a été préparé par une commission internationale nommée comme Commission de Mitchell, a essayé de déterminer les causes fondamentales du conflit israélo-palestinien, de ce fait, il a envisagé de proposer certaines solutions visant à prévenir les confrontations réciproques.<sup>285</sup> Le rapport a été présenté aux conseillers du Président Bush en mai 2001, en suite soumis par les Etats-Unis à Israël, à l'Autorité Palestinienne et au Secrétaire Général de l'ONU Kofi Annan.<sup>286</sup> D'autre part, le 21 mai 2001, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a nommé un médiateur spécial, William Burns, en vue d'aider les deux parties à mettre en œuvre les propositions figurant dans le rapport de Mitchell.<sup>287</sup>

Dans le cadre de ce rapport, les membres de la commission ont affirmé que le manque de confiance entre les deux parties constituait la cause fondamentale du conflit. Par ailleurs, certaines étapes importantes telles que l'arrêt immédiat de la violence réciproque, la reprise du processus de coopération dans le domaine de sécurité, le gel de l'extension des colonies juives et le lancement d'une période

<sup>283</sup> Déclaration de Taba israélo-palestinienne, op.cit.

<sup>284</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2000-2001), op.cit.

<sup>285</sup> Ari, op.cit, p. 764.

<sup>286</sup> Les conclusions du rapport Mitchell, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/rapportmitchell-intro>, 05.03.2006.

<sup>287</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2000-2001), op.cit.

d'accalmie significative pour le rétablissement de la confiance réciproque étaient proposées comme des étapes indispensables pour le continu du processus de dialogue qui s'est interrompu au lendemain des pourparlers de Taba.<sup>288</sup>

En revanche, la poursuite de la violence avait entraîné la mise en œuvre d'une autre initiative de paix visant à prévenir la violence réciproque continuant sans arrêt depuis l'éclatement de la 2<sup>ème</sup> Intifada en septembre 2000. Pour cela, George Tenet, le directeur de la CIA, a préparé un plan de paix sur laquelle toutes les deux parties se sont provisoirement entendues en juin 2001. Dans le cadre de ce plan connu aussi comme le Plan de Tenet, il a été prévu que les parties respectent au cessez-le-feu, préviennent les activités terroristes et la provocation, relancent le processus de coopération dans le domaine de sécurité et mettent fin à la violence. En outre, le directeur de la CIA a également proposé que les troupes israéliennes se retirent des zones qu'elles ont occupées après septembre 2000. En revanche, l'occupation et les représailles israéliennes dans les villes et les villages palestiniens continuaient sans arrêt.<sup>289</sup>

Sous ces conditions décourageantes, le 19 novembre 2001, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a nommé le général Anthony Zinni comme conseiller spécial pour le Proche-Orient, de ce fait, le 26 novembre 2001, Anthony Zinni et William Burns ont entamé ensemble une autre initiative de paix visant à créer « *une région où les Israéliens et les Arabes pourraient vivre ensemble en paix, sécurité et dignité, (...) où deux Etats, Israël et la Palestine, pourraient vivre côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.* »<sup>290</sup> En revanche, aucune des initiatives menées par Zinni et Burns n'ont pas pu réussir d'atteindre ses objectifs concernant notamment la reprise du dialogue israélo-palestinien et l'arrêt de la violence réciproque dans la région.

Pour pouvoir mettre fin aux confrontations violentes entre les deux parties, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell avait entamé, entre les 8-18 avril 2002, une autre initiative de paix visant à reprendre le processus de dialogue israélo-palestinien. Mais une fois encore, les entretiens entre Yasser Arafat et le Premier Ministre Sharon

---

<sup>288</sup> Fraser, op.cit, p. 158.

<sup>289</sup> The Tenet Plan, <http://www.mideastweb.org/tenet.htm>, 19.05.2006.

<sup>290</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2000-2001), op.cit.

n'ont pas pu aboutir à un cessez-le-feu.<sup>291</sup> En conséquence de ce dernier échec diplomatique, le Président Bush a renouvelé, le 20 avril 2002, l'une de ses appels symboliques qui n'ont créé aucun effet considérable relatif à la prévention des conflits violents dans la région: dans ce contexte, le Président Bush avait déclaré que *« pour éliminer la crise courante, l'Autorité Palestinienne devrait agir sur ses propres mots de condamnation contre la terreur, Israël devrait continuer ses retraits, les nations arabes devraient confronter la terreur dans leur propre région, toutes les parties devraient cesser de placer ou inciter la terreur, énoncer clairement qu'un meurtrier ne serait pas un martyr et se rendre compte que la seule solution à long terme serait pour deux états -- Israël et la Palestine. »*.<sup>292</sup>

Le 29 mai 2002, William Burns, le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient, avait proposé aux parties concernées une autre initiative qui n'a abouti à aucun résultat positif. Dans le cadre de cette stratégie de paix *« en trois volets »*, William Burns prévoyait *« le relance du dialogue politique pour parvenir à une solution fondée sur deux Etats (Palestinien et Israélien), la création de fortes institutions palestiniennes pour préparer la création d'un Etat et la mise en place de forces de sécurité palestiniennes efficaces contre le terrorisme. »*.<sup>293</sup>

Ces approches en question avaient également constitué la base de la « Feuille de Route » qui a été publié le 30 avril 2003 par le Quatuor composé des Etats-Unis, de l'Union Européenne, de la Russie et de l'ONU. Par l'intermédiaire de ce nouveau plan de paix nommé comme « Feuille de Route », les membres du Quatuor ont mis en œuvre *« un document axé sur des résultats et mu par des objectifs incluant des étapes claires, un calendrier, des dates limites et des critères destinés à encourager les progrès par des mesures réciproques des deux parties dans les domaines politique, sécuritaire, économique, humanitaire et de création des institutions, sous les auspices du Quatuor. »*. Dans ce contexte, l'objectif fondamental de la Feuille de Route était défini comme *« le règlement définitif et général du conflit israélo-palestinien jusqu'à la fin de 2005, comme l'a indiqué le Président Bush dans son*

<sup>291</sup> Chronologie du conflit israélo-palestinien de 2002 à nos jours, op.cit.

<sup>292</sup> Radio Address by the President to the Nation (le 20 avril 2002), The White House, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/04/20020420.html>, 06.03.2006.

<sup>293</sup> Chronologie de la deuxième Intifada (2000-2001), op.cit.



*discours du 24 juin.* ». Sous cette perspective, la Feuille de Route affirmait qu'*une solution à deux Etats ne serait réalisable que si fin serait mise à la violence et au terrorisme lorsque le peuple Palestinien aurait des dirigeants qui agiraient de façon décisive contre le terrorisme.*<sup>294</sup>

Au cas où la violence et les activités terroristes seraient éliminées, la Feuille de Route affirmait qu'« *un règlement, négocié entre les parties, aboutirait à la création d'un Etat Palestinien indépendant, démocratique et viable vivant aux côtés d'Israël et des autres pays limitrophes en paix et en sécurité.* Par ailleurs, *ce règlement négocié réglerait également le conflit israélo-palestinien et mettrait fin à l'occupation qui a commencé en 1967, en tenant compte des fondements de la conférence de Madrid, du principe de l'échange de territoires contre la paix, des résolutions 242, 338 et 1397 du Conseil de sécurité de l'ONU, des accords conclus antérieurement par les parties.*<sup>295</sup> Pour cela, la Feuille de Route déclarait que « *le Quatuor se réunirait périodiquement, à un échelon élevé, en vue d'évaluer les résultats en ce qui concerne l'exécution du plan par les deux parties et que dans chaque phase, les parties seraient censées exécuter leurs obligations parallèlement, à moins d'indication contraire.* ».<sup>296</sup>

En première phase qui durerait jusqu'en juin 2003, la Feuille de Route prévoyait de *mettre fin au terrorisme et à la violence, normaliser la vie des Palestiniens et mettre en place les institutions palestiniennes - aujourd'hui à mai 2003.* Par ailleurs, pendant cette première phase, toutes les deux parties étaient appelées à *reprendre leur coopération en matière de sécurité en se fondant sur le plan de travail Tenet afin de mettre fin à la violence, au terrorisme.* Quant aux engagements spécifiques prévus pour chacune des parties en litige étaient proposés comme suivant: *les Palestiniens entreprendraient des réformes politiques générales en prévision de la création d'un Etat, notamment en élaborant une Constitution palestinienne et en organisant des élections libres pour la création d'un gouvernement dont le premier ministre serait doté des pouvoirs nécessaires* alors que *les Israéliens prendraient toutes les mesures nécessaires pour aider à normaliser la vie des Palestiniens, se*

---

<sup>294</sup> Feuille de Route axée sur des résultats et destinée au règlement permanent du conflit israélo-palestinien sur la base de deux Etats, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/IMG/pdf/FeuilledeRoute.pdf>, 07.03.2006.

<sup>295</sup> Ibid.

<sup>296</sup> Ibid.

*retireraient des territoires palestiniens qu'ils ont occupé depuis le 28 septembre 2000, démantèlerait les colonies érigées depuis mars 2001 et suspendraient toutes ses activités relatives à la création de colonies de peuplement, conformément au rapport Mitchell.*<sup>297</sup>

En ce qui concerne la deuxième phase (phase de transition) qui commencerait après les élections palestiniennes et s'achèverait en décembre 2003 avec l'éventuelle création d'un Etat Palestinien indépendant aux frontières provisoires, les membres du Quatuor la qualifiaient comme « *une étape sur la voie d'un accord sur le statut définitif.* ». Sous cette perspective, les objectifs fondamentaux à atteindre étaient énumérés comme suivant: *le maintien d'une coopération efficace en matière de sécurité, la poursuite de la normalisation de la vie des habitants et de l'établissement des institutions en Palestine, le renforcement et le maintien des objectifs énoncés en phase I, la ratification d'une Constitution palestinienne démocratique, la création officielle d'un poste de premier ministre, la consolidation des réformes politiques et la création d'un Etat Palestinien doté de frontières provisoires, le renforcement du rôle de la communauté internationale au niveau de la surveillance de la transition, avec le soutien actif, soutenu et opérationnel du Quatuor la reconnaissance de l'Etat Palestinien, y compris son éventuelle adhésion à l'ONU.*<sup>298</sup>

Dernièrement, dans le cadre de la troisième phase qui se terminerait jusqu'à la fin de 2005, le Quatuor envisageait « *la consolidation des réformes et la stabilisation des institutions palestiniennes, une sécurité palestinienne soutenue et efficace, et des négociations israélo-palestiniennes visant à établir un statut permanent en 2005.* ». Dans ce cadre, les membres du Quatuor visaient également à « *convoquer, au début de 2004 après consultation des deux parties, une conférence internationale dont l'objectif principal serait d'avaliser l'accord négocié au sujet d'un Etat Palestinien indépendant aux frontières provisoires, d'entamer officiellement un processus qui, avec le soutien actif, soutenu et opérationnel du Quatuor, déboucherait, en 2005, sur une résolution portant sur le statut final, y compris les frontières, Jérusalem, les réfugiés et les colonies, et de déboucher le plus rapidement possible sur un accord général au Proche-Orient entre Israël et le Liban, et entre Israël et la Syrie qui*

---

<sup>297</sup> Ibid.

<sup>298</sup> Ibid.

*assurera soit la normalisation des relations entre ces pays voisins soit la sécurité pour tous les Etats de la région. ».*<sup>299</sup>

Brièvement, l'initiative de Feuille de Route ne proposait en fait aucune solution concrète sur les questions de fond telles que les frontières, le statut de Jérusalem, les réfugiés palestiniens, la libération des prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes et l'arrêt du processus d'extension des colonies juives en territoires occupés. Autrement dit, les ambiguïtés sévères sur de nombreuses questions de fond rendaient impossible à la fois la signature et la viabilité d'un accord probable sur le statut définitif qui aboutirait à « *la création d'un Etat Palestinien indépendant, démocratique et viable vivant aux côtés d'Israël et des autres pays limitrophes en paix et en sécurité.* ». <sup>300</sup> Par exemple, au sujet du démantèlement des colonies israéliennes, la Feuille de Route ne prévoyait que le démantèlement des colonies érigées depuis mars 2001, mais en revanche, elle ne prévoyait aucun engagement concernant le démantèlement des colonies israéliennes construites à la veille du mars 2001.

Par ailleurs, la Feuille de Route ne comprenait aucune clause relative au démantèlement du *Mur de Sécurité* israélien dont la construction continuait depuis le 16 juin 2002. En outre, surtout de point de vue du gouvernement Sharon, certaines pré-conditions indispensables telles que l'arrêt de la violence et des activités terroristes constituaient déjà un motif évident pour rejeter l'ensemble des engagements provenant de la Feuille de Route. Dans ce contexte, le Premier Ministre Sharon qui a déclaré, le 5 septembre 2004, que *la Feuille de Route ne serait pas remise sur son agenda avant que les Palestiniens ne démantèlent les organisations terroristes* <sup>301</sup> avait prévu la poursuite de la violence provoquée par les organisations islamistes palestiniennes comme un motif essentiel pour la rupture du processus de dialogue. C'est ainsi que le gouvernement israélien avait également rejeté ses engagements découlant du Sommet d'Aqaba qui s'est réuni le 4 juin 2003 pour le soutien à la Feuille de Route. En conséquence de cela, le calendrier politique qui a désigné les trois phases fondamentales de la Feuille de Route avait perdu toute sa validité. Sous ces conditions, certaines initiatives telles que le Sommet de Charm Al

---

<sup>299</sup> Ibid.

<sup>300</sup> Ibid.

<sup>301</sup> Chronologie du conflit israélo-palestinien de 2002 à nos jours, op.cit.

Cheikh réuni le 8 février 2005 et la Conférence Internationale de Londres réunie le 1<sup>er</sup> septembre 2005 n'avaient également pas pu réussir d'inciter les parties à respecter leurs engagements figurant dans la Feuille de Route.

Cette conséquence déplorable pour la poursuite du processus de paix israélo-palestinienne avait clairement démontré l'échec des initiatives de paix menées par les acteurs hors région dont les approches diplomatiques relatives au règlement pacifique du conflit israélo-palestinien sont divisées, surtout à partir de l'élection de George Bush comme le nouveau président des Etats-Unis, entre deux approches fondamentales. La première de ces approches considérait la partie palestinienne comme la vraie responsable des actes de violence intenses et de la rupture du processus de dialogue israélo-palestinien. Par conséquent, selon cette approche en question, la partie israélienne s'avancait déjà dans une bonne direction. De ce point de vue, le lancement du plan de retrait unilatéral de Gaza prouvait évidemment le caractère pacifiste du gouvernement israélien. Sous ces conditions, c'était la partie palestinienne qui devrait poursuivre des politiques plus effectives en voie de l'établissement de la paix israélo-palestinienne. Pour cela, il fallait que la partie palestinienne élise des nouveaux dirigeants qui seraient prêts à mener des politiques tempérées et conciliatrices, renonce aux activités terroristes ciblant Israël et mette en œuvre des réformes administratives et financières au sein de l'Autorité Palestinienne. Dans ce contexte, l'Administration Bush adoptait cette première approche qui a créé une conjoncture propice pour l'exclusion de Yasser Arafat de la vie politique palestinienne et la consolidation de l'occupation israélienne en territoires occupés.

Quant à la deuxième approche, elle considérait plutôt la partie israélienne comme la vraie responsable de la violence réciproque et de l'échec des initiatives de paix visant à résoudre le conflit israélo-palestinien. Selon cette deuxième approche, certaines initiatives telles que l'arrêt immédiat des opérations militaires menées par les forces de sécurité israéliennes, la fin inconditionnelle de l'occupation israélienne sur l'ensemble des territoires occupés, la démolition du Mur de Sécurité, l'arrêt du processus d'extension des colonies juives, la détermination du statut définitif de la ville de Jérusalem, la normalisation des relations israélo-palestiniennes et la poursuite du processus de dialogue israélo-palestinien lancé à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada étaient prévues comme des exigences indispensables à la fois pour

l'établissement de la paix israélo-palestinienne et la durabilité d'une solution probable à deux Etats. En revanche, dans le cadre de cette approche, la partie israélienne était vue comme étant la partie refusant à accomplir les initiatives nécessaires pour le règlement pacifique du conflit israélo-palestinien. Cette deuxième approche en question avait été adoptée par tous les autres acteurs hors région soutenant effectivement les initiatives de paix destinées à établir une paix durable et stable entre les parties en litige.

Néanmoins, cette division précise entre les acteurs hors région contribuant aux initiatives de paix israélo-palestiniennes avait considérablement augmenté les déséquilibres évidents entre les parties en litige, car les Etats-Unis, l'acteur clé pour le règlement du conflit israélo-palestinien, adoptaient clairement une approche politique accusant notamment la partie palestinienne comme la vraie responsable des confrontations violentes. En conséquence de cela, les initiatives communes menées par les acteurs hors région à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada n'avaient pu créer que des solutions provisoires qui ne prévoyaient pas des solutions concrètes et durables sur les questions de fond. Dans ce cadre, les initiatives communes menées par les acteurs hors région ne prévoyaient que des solutions symboliques visant à préparer des conditions nécessaires pour un cessez-le-feu à long terme qui pourrait créer avec le temps la base d'une solution probable dont les conditions fondamentales ne seraient déterminées que par les deux parties en litige. Pour cela, les initiatives communes menées par les acteurs hors région envisageaient une solution définitive dont les limites et les conditions seraient décidées par le gouvernement israélien.

### **C) Les Interactions entre les Facteurs Intérieurs et Extérieurs**

Au cours de la période suivant le début de la 2<sup>ème</sup> Intifada palestinienne, les interactions entre les facteurs intérieurs et extérieurs influant les efforts de paix israélo-palestiniens ont continué sous l'effet des nouveaux facteurs émergés à la fois au niveau régional et au niveau global. Dans ce contexte, certains facteurs essentiels tels que le pouvoir du Likoud sous le leadership d'Ariel Sharon, la période présidentielle de Mahmoud Abbas et dernièrement la fin des périodes de Likoud et de Fatah sont devenus les nouveaux facteurs intérieurs influant les efforts de paix israélo-palestiniens au lendemain de la 2<sup>ème</sup> Intifada. En ce qui concerne les autres

facteurs essentiels tels que les politiques de lutte contre le terrorisme global au lendemain des attaques du 11 septembre, les opérations militaires en Afghanistan et en Irak et les initiatives de paix israélo-palestiniennes lancées par les acteurs hors région, elles ont émergé comme les nouveaux facteurs extérieurs influant les efforts de paix israélo-palestiniens menés à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada. Sous cette perspective, les attaques du 11 septembre sont examinées, dans le cadre de la deuxième partie de notre étude, comme le premier facteur extérieur des initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada.

Les attaques du 11 septembre sont devenues un point tournant qui a entraîné des changements profonds pour la politique étrangère américaine. Dans ce cadre, au lendemain des attaques du 11 septembre, les politiques de la lutte contre le terrorisme global se sont situées au centre de la politique étrangère américaine menée dans la période présidentielle de George W. Bush. C'est ainsi que Yasser Arafat et l'Autorité Palestinienne qui restaient évidemment insuffisants dans la prévention des attaques violentes ciblant Israël ont été considérés par les Etats-Unis et Israël comme des collaborateurs du terrorisme. En revanche, le Président Bush a qualifié le Premier Ministre Sharon comme « un homme de paix » combattant contre le terrorisme.<sup>302</sup> De ce fait, le gouvernement Sharon a pu librement exercer ses politiques coercitives visant à réprimer la résistance nationale palestinienne. En conséquence de cela, les conflits les plus violents vécus dès le début de la 2<sup>ème</sup> Intifada ont éclaté suite aux attaques du 11 septembre.<sup>303</sup>

Dans ce contexte, le gouvernement Sharon a effectivement bénéficié de cette conjoncture internationale assez propice de point de vue de la réalisation de ses objectifs politiques tels que la répression de la résistance palestinienne, le refus des engagements précédents découlant des accords d'Oslo, l'isolation politique de Yasser Arafat et la mise en œuvre des politiques unilatérales visant à mettre fin au conflit israélo-palestinien de manière compatible avec les attentes fondamentales de la partie israélienne. D'ailleurs, les événements historiques tels que le siège israélien au quartier général de Yasser Arafat (le 4 décembre 2001), le début de la construction du Mur de Sécurité en Cisjordanie (le 16 juin 2002), l'assassinat de

---

<sup>302</sup> Fawcett, op.cit, p. 298.

<sup>303</sup> N. Mezvinsky, "The underlying realities of the Israeli-Palestinian conflict after 11 September", *Arab Studies Quarterly*, Belmont, Hiver 2003, Vol: 25, p. 198.

Cheikh Ahmed Yassin (le 22 mars 2004) et l'assassinat de Abdelaziz Al Rantissi (le 17 avril 2004) sont vécus au lendemain des attaques du 11 septembre. De plus, dans une telle conjoncture politique qui était assez décourageante pour la résistance palestinienne, le renversement du pouvoir de Yasser Arafat et la mise en œuvre des réformes institutionnelles profondes au sein de l'Autorité Palestinienne ont été lancés à la fois par l'Administration Bush et le gouvernement Sharon comme des exigences indispensables pour la reprise du dialogue israélo-palestinien. En conséquence de ces pressions intenses, les demandes en question imposées à la partie palestinienne sont accomplies de manière compatible aux attentes du gouvernement Sharon et de l'Administration Bush. Grâce à cela, le processus de dialogue israélo-palestinien a été repris avec l'adoption de la Feuille de Route. Dans ce cadre, l'interaction forte entre la conjoncture régionale qui s'est formée à la suite des attaques du 11 septembre et les politiques fondamentales poursuivies au cours de la période d'Ariel Sharon a joué un rôle déterminant dans le processus de reprise des initiatives de paix israélo-palestiniennes.

Quant à une autre interaction importante jouant un rôle déterminant sur la reprise du dialogue israélo-palestinien à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada, elle s'est réalisée entre la conjoncture régionale au lendemain des attaques du 11 septembre et les politiques poursuivies lors de la période présidentielle de Mahmoud Abbas. Dans ce contexte, le Président Mahmoud Abbas a essayé de surmonter à la fois les pressions internationales découlant des politiques de lutte contre le terrorisme global et les pressions locales découlant de la montée des tendances islamistes anti-israéliennes et anti-américaines représentées notamment par le Hamas par l'intermédiaire des politiques modérées et pacifiques qui pourraient répondre aux attentes fondamentales du gouvernement israélien et ainsi mettre fin à la violence réciproque en reprenant le processus de dialogue israélo-palestinien. C'est ainsi que le Président Abbas a obtenu le soutien évident du Président Bush et du Premier Ministre Sharon et grâce à cela, les initiatives de paix israélo-palestiniennes sont reprises dans le cadre des entretiens concernant la Feuille de Route.

Dans les années suivantes, le processus de dialogue israélo-palestinien qui ne prévoyait que des solutions dépourvues d'engagements négociés entre les parties en litige a été poursuivi conformément aux nouvelles conditions découlant de

l'interaction entre la conjoncture régionale au lendemain des attaques du 11 septembre et la fin des périodes de Likoud et de Fatah. Dans ce contexte, bien que les politiques de lutte contre le terrorisme global menées au lendemain des attaques du 11 septembre aient créé une conjoncture assez propice pour la poursuite des politiques unilatérales du gouvernement israélien, ces politiques en question menées sous le leadership du Premier Ministre Sharon sont devenues la cible des oppositions strictes des membres du Likoud. De ce point de vue, la fondation du Kadima a supprimé cette opposition stricte poursuivie contre le Premier Ministre Sharon par des membres Likoud refusant les politiques unilatérales telles que le plan de retrait de Gaza. Grâce à cela, le processus de dialogue israélo-palestinien prévoyant les solutions non négociées destinées à désigner les frontières définitives de l'Etat d'Israël a été décisivement maintenu par le gouvernement israélien. Par ailleurs, dans la partie palestinienne, certains facteurs importants tels que les opérations successives menées par les forces de sécurité israéliennes et les pressions intenses créées à la suite des attaques du 11 septembre sur l'Autorité Palestinienne et le peuple vivant dans les territoires occupés ont largement contribué à la montée irréversible du Hamas adoptant une politique réactionnaire vis-à-vis des politiques coercitives menées contre le peuple Palestinien. Cette situation en question a joué un rôle déterminant dans la victoire électorale du Hamas. C'est ainsi que l'arrivée au pouvoir du Hamas a constitué un motif essentiel pour que le nouveau gouvernement israélien sous le leadership d'Ehud Olmert puisse exercer sa propre perspective de paix basée notamment sur une approche unilatérale excluant le choix de reprise du processus de négociation bilatéral sur les questions de fond telles que la fin de l'occupation israélienne en territoires occupés, le démantèlement des colonies juives en Cisjordanie et à Gaza, la démolition du Mur de Sécurité, le statut de la Jérusalem et le droit au retour des réfugiés palestiniens. De ce point de vue, il est possible de dire que les interactions importantes vécues entre la conjoncture régionale qui s'est formée à la suite des attaques du 11 septembre et la fin des périodes de Likoud et de Fatah ont eu un effet considérable sur les initiatives de paix israélo-palestiniennes dans la période suivant la 2<sup>ème</sup> Intifada.

En ce qui concerne les opérations militaires ciblant l'Afghanistan et l'Irak, elles ont déclenché un mouvement d'opposition régional qui s'est étendu, en dépassant les frontières de la Palestine, vers tous les peuples Musulmans au Moyen-Orient



opposant aux politiques coercitives menées notamment par les Etats-Unis et Israël. Sous ces conditions, le choix de reprise du dialogue israélo-palestinien, qui était aussi compatible avec les politiques palestiniennes poursuivies par le gouvernement Sharon, a été adopté par le gouvernement israélien comme une politique importante qui pourrait diminuer la résistance régionale à l'égard des politiques destinées à désigner les frontières définitives de l'Etat d'Israël. Par ailleurs, en vue d'accélérer le processus de reprise du dialogue israélo-palestinien, le Président Abbas a intensifié ses efforts visant à convaincre les groupes d'opposition palestiniens provoquant évidemment les tendances anti-israéliennes sur le lancement et le maintien d'un armistice à long terme avec Israël. Grâce à ces politiques importantes menées par les deux parties en litige, les initiatives de paix israélo-palestiniennes ont été reprises en vue de mettre fin à la violence réciproque dans la région. Dans ce cadre, les interactions fortes vécues entre les opérations militaires en Afghanistan et en Irak et les politiques poursuivies par le Premier Ministre Sharon et le Président Abbas sont devenues un facteur important incitant les deux parties en litige à reprendre le dialogue israélo-palestinien.

Dernièrement, il est également possible de parler des interactions importantes entre les initiatives de paix israélo-palestiniennes lancées par les acteurs hors région et les politiques poursuivies par le Premier Ministre Sharon et le Président Abbas. Dans ce contexte, les initiatives de paix lancées par les acteurs hors région n'ont prévu aucun engagement contraire aux politiques fondamentales poursuivies par le gouvernement israélien. Par exemple, la fin de la violence et la prévention des actes terroristes ont été considérées dans le cadre de la Feuille de Route comme une pré-condition indispensable pour la poursuite de ce processus de dialogue en question. En outre, la Feuille de Route n'a pas prévu la mise en œuvre d'un processus de négociation destiné à résoudre complètement les questions de fond entre les deux parties. Sous ces conditions, le gouvernement israélien s'est décidé à soutenir les initiatives de paix poursuivies par les acteurs hors région. Une telle approche a également été adoptée par la partie palestinienne qui s'est obligée à accomplir les engagements prévus dans le cadre de la Feuille Route pour pouvoir mettre fin à la violence continuant depuis la 2<sup>ème</sup> Intifada, normaliser les relations avec Israël, regagner le soutien politique de la communauté internationale et ainsi négocier et/ou résoudre un jour les questions de fond entre Israël et la Palestine. De ce fait, le processus de

dialogue israélo-palestinien a été repris par l'intermédiaire des initiatives de paix menées par les acteurs hors région qui ont préparé la Feuille de Route.

## CONCLUSION

À lumière des analyses que l'on a faites jusqu'à cette dernière partie de l'étude, il est possible de faire une synthèse générale qui pourraient mettre en lumière les continuités et/ou les similarités entre les facteurs intérieurs et extérieurs qui ont joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre des initiatives de paix israélo-palestiniennes menées à la veille et à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada. Pour mieux comprendre les effets fondamentaux découlant de ces continuités en question, il serait suffit de faire notre synthèse générale en partant des constatations que nous avons faites dans les parties précédentes.

Dans le cadre de cette synthèse générale, la montée de l'Islamisme est le premier facteur de continuité incitant les parties concernées dans les deux périodes à mettre en œuvre des initiatives de paix destinées à résoudre le conflit israélo-palestinien. Autrement dit, la montée de l'Islamisme a sérieusement menacé, dans les deux périodes, les intérêts nationaux de chacun des parties concernées et ainsi devenu l'une des facteurs importants orientant à la fois les parties en litige et les acteurs hors région vers le choix de mettre en œuvre des initiatives de paix dont les objectifs principaux étaient d'établir une paix israélo-palestinienne durable et stable. À la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada, les deux facteurs essentiels, la fin de la Guerre Froide et la Guerre du Golfe, ont entraîné le renforcement de l'hégémonie régionale des Etats-Unis au Moyen-Orient et ainsi largement contribué au processus de montée des mouvements islamistes qui se sont renforcés davantage grâce à la montée des tendances réactionnaires visant à mettre fin non seulement à la présence américaine au Moyen-Orient mais aussi aux administrations corrompues, dites non – islamiques (séculaires), dans de nombreux pays Moyen-orientaux accusés d'être inefficaces vis-à-vis de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient et des politiques coercitives menées par Israël contre le peuple Palestinien. Quant à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada, les politiques de lutte contre le terrorisme au lendemain des attaques du 11 septembre et

les opérations militaires en Afghanistan et en Irak ont créé les effets similaires jouant un rôle important dans la montée des mouvements islamistes parmi les peuples Musulmans au Moyen-Orient. Par conséquent, les opérations militaires visant à consolider la présence américaine au Moyen-Orient ont largement contribué, dans les deux périodes, au processus de montée des mouvements islamistes et de ce fait, incité les parties concernées dont les intérêts nationaux sont menacés par la montée de l'islamisme à mettre en œuvre des initiatives de paix destinées à mettre fin aux confrontations israélo-palestiniennes.

Le deuxième facteur de continuité est les effets fondamentaux découlant de la 1<sup>ère</sup> et de la 2<sup>ème</sup> Intifada. Dans les deux périodes, les Intifadas ont causé l'accroissement des actes de violence réciproques qui ont déclenché, dans les deux parties, les crises politiques et socioéconomiques assez graves. Pour pouvoir surmonter cette situation chaotique, les parties concernées ont soutenu dans les deux périodes les initiatives visant à mettre fin aux confrontations violentes dans la région. En outre, les politiques coercitives menées en vue de réprimer les réactions mises en place par le peuple Palestinien ont accordé en faveur de la résistance palestinienne un soutien international considérable. Dans ce contexte, la communauté internationale a lancé, dans les deux périodes, de diverses initiatives invitant à la fois l'Administration américaine et le gouvernement israélien à mettre en œuvre de nouvelles initiatives de paix qui pourraient lancer un processus de négociation sur les questions de fond demeurant à la base des confrontations violentes entre les parties en litige. Par ailleurs, les politiques répressives menées contre les soulèvements populaires en territoires occupés ont créé, dans les deux périodes, une base propice pour la montée des tendances réactionnaires ciblant notamment deux proches alliés, Israël et les Etats-Unis. Sous ces conditions, la partie palestinienne a essayé de bénéficier de ce soutien international pour pouvoir obtenir au cours des initiatives de paix menées à la veille et à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada des acquis diplomatiques importants constituant la base fondamentale de la résistance nationale palestinienne. Quant aux Etats-Unis et à Israël, ils ont essayé à la fois d'assouplir les réactions strictes de la communauté internationale soutenant la cause palestinienne et de minimiser les accusations graves dont l'objectif fondamental était de lancer les Etats-Unis et Israël comme étant deux puissances alliées visant à réprimer les peuples Musulmans au Moyen-Orient. Pour pouvoir atteindre ces objectifs importants, les Etats-Unis et Israël ont soutenu dans

les deux périodes les initiatives de paix israélo-palestiniennes comme l'une des stratégies les plus importantes.

Le troisième facteur de continuité, ce sont les effets considérables de certains facteurs extérieurs sur le processus d'affaiblissement de l'autorité politique palestinienne. À la veille de la 2<sup>ème</sup> Intifada, les deux facteurs importants, la fin de la Guerre Froide et la Guerre du Golfe, ont supprimé le soutien soviétique derrière de la résistance palestinienne et de ce fait, l'autorité politique palestinienne est devenue beaucoup plus vulnérable vis-à-vis des politiques Moyen-orientales des Etats-Unis dont l'un des piliers fondamentaux était la préservation et la promotion de relations de partenariat stratégique avec Israël. À l'égard de cette situation, la partie palestinienne s'est obligée à accepter les conditions de paix proposées par Israël alors que la partie israélienne s'est orientée à négocier avec l'autorité politique palestinienne qui devrait adopter, dans la période de l'après Guerre Froide, une politique beaucoup plus conciliable vis-à-vis des conditions de paix proposées par Israël. Quant à la suite de la 2<sup>ème</sup> Intifada, les deux autres facteurs extérieurs, les politiques de lutte contre le terrorisme global au lendemain des attaques du 11 septembre et les opérations militaires en Afghanistan et en Irak, ont abouti aux conséquences similaires. Dans ce contexte, ces deux facteurs en question ont largement délimité, au niveau officiel, le soutien politique et financier accordé par les pays arabes en faveur de l'autorité politique palestinienne qui a été accusé par les Etats-Unis et Israël d'encourager les activités terroristes. Les accusations affirmant que l'autorité politique palestinienne encourage les activités terroristes ciblant Israël ont également créé des effets considérables sur la délimitation du soutien politique et financier accordé en faveur de l'autorité politique palestinienne par les autres acteurs hors région tels que l'Union Européenne, la Russie et la Chine. De ce fait, le processus d'affaiblissement de l'autorité politique palestinienne a été sérieusement affecté dans les deux périodes par les politiques Moyen-orientales des Etats-Unis. Quant à l'affaiblissement de l'autorité politique palestinienne, il est devenu dans les deux périodes l'une des facteurs importants incitant les parties concernées à mettre en œuvre des initiatives de paix israélo-palestiniennes.

En ce qui concerne le quatrième et le dernier facteur de continuité, ce sont les initiatives de paix menées par des acteurs hors région. Au cours des deux périodes, la

volonté commune des acteurs hors région visant à mettre fin au conflit israélo-palestinien a joué un rôle déterminant dans le cadre des processus d'orientation des parties en litige vers les politiques soutenant les initiatives de paix. Par exemple, dans les périodes où les négociations bilatérales entre les parties en litige sont bloquées ou interrompues, les initiatives menées notamment par les acteurs hors région ont sérieusement contribué à la reprise du processus de dialogue. Dans ce cadre, il faut également parler du rôle essentiel des pressions diplomatiques exercées par les acteurs hors région pour inciter les parties en litige à participer et à soutenir les initiatives de paix destinées à résoudre le conflit israélo-palestinien. Dans les deux périodes, les pressions internationales exercées par les acteurs hors région ont réussi à orienter les parties en litige aux initiatives de paix. De ce point de vue, il est possible de dire que les initiatives de paix menées par les acteurs hors région ont réussi de créer, dans les deux périodes, une base propice pour le lancement et la poursuite du processus de dialogue entre les deux parties.

En revanche, aucune initiative de paix menées par les acteurs hors région n'ont pas pu créer des solutions qui pourraient résoudre les questions de fond et ainsi établir une paix israélo-palestinienne durable et stable. Au contraire, dans le cadre d'une période de 15 ans incluant toutes les initiatives de paix israélo-palestiniennes menées depuis la Conférence de Madrid, les actes de violence réciproques se sont aggravés et les questions bilatérales entre les deux parties se sont compliquées davantage par la création de nombreuses questions nouvelles telles que le Mur de Sécurité et l'accroissement du nombre de colonies juives à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Dans ce contexte, bien que les initiatives de paix menées par les acteurs hors région ne soient pas la seule responsable de cette situation décourageante pour la paix, il est possible de dire qu'elles ont joué, dans les deux périodes, un rôle essentiel dans l'échec des efforts visant à résoudre la question israélo-palestinienne. L'une des causes fondamentales de cette situation, c'est le fait que les initiatives de paix menées par les acteurs hors région n'ont pas pu proposer des solutions permanentes qui pourraient résoudre les questions de fond entre les parties en litige. Dans le cadre de ces initiatives menées depuis la Conférence de Madrid, les acteurs hors région ont prévu des solutions provisoires qui ne pourraient créer que des conditions nécessaires d'un cessez-le-feu temporaire. Autrement dit, au cours des initiatives de paix menées depuis presque 15 ans, les acteurs hors région ont laissé la solution des questions de

fond aux négociations de statut final qui n'ont jamais été réalisées entre les parties concernées. De ce fait, les initiatives de paix menées par les acteurs hors région ont évité de proposer des solutions définitives sur de nombreux sujets tels que le droit au retour des réfugiés palestiniens, la détermination du statut politique de l'Etat Palestinien à créer et le Mur de Sécurité. Sous ces conditions, les initiatives de paix ont été poursuivies sous la menace perpétuelle des provocations faites par des groupes d'opposition visant à bloquer ces initiatives qui ne prévoyaient pas de solutions permanentes. Cette situation a constitué un obstacle sévère pour l'établissement d'une paix israélo-palestinienne durable et stable. Par ailleurs, chaque acte de violence ciblant Israël a entraîné une réaction israélienne beaucoup plus violente ciblant la Palestine et ainsi ralenti et/ou bloqué le processus d'accomplissement des engagements réciproques. Brièvement, tous ces facteurs cités au dessus ont négativement affecté les initiatives de paix entre les deux parties et ainsi joué un rôle déterminant dans l'échec des initiatives de paix menées par les acteurs hors région.

Au bout d'une période de 15 ans qui s'est passée avec de nombreuses initiatives de paix différentes, le conflit israélo-palestinien est encore l'une des questions les plus compliquées et les importantes du système international. Par conséquent, au fur et à mesure que ce conflit important découlant des mêmes questions de fond reste irrésolu, il est probable que l'échec des initiatives de paix crée des effets similaires à ceux dans les périodes précédentes. De ce point de vue, il est également probable que la montée de l'Islamisme, la poursuite de la résistance nationale palestinienne, l'affaiblissement de l'autorité politique palestinienne et les initiatives de paix menées par les acteurs hors région continuent à jouer un rôle déterminant dans la mise en œuvre de nouvelles initiatives de paix israélo-palestiniennes destinées à mettre fin à ce conflit chronique entre les deux parties.

## BIBLIOGRAPHIE

### A) OUVRAGES GENERAUX

ANCIAUX Robert, *Vers un Nouvel Ordre Régional au Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan, 1997.

ARI Tayyar, *Geçmişten Günümüze Ortadoğu; Siyaset, Savaş ve Diplomasi*, İstanbul, Alfa, Octobre 2004.

BARTHELEMY André, *Israéliens et Palestiniens: Du dialogue à la paix?*, Lyon, Chronique Social, Décembre 1992.

BICKERTON Ian J., KLAUSNER Carla L., *A Concise History of the Arab-Israeli Conflict* (3ème édition), New York, Prentice-Hall, 1998.

BISHARA Marwan, *Palestine/Israël: la paix ou l'apartheid*, Paris, La Découverte, 2001.

BOTIVEAU Bernard, *L'Etat Palestinien*, Paris, Presses des Sciences Po, Janvier 1999.

BREGMAN Ahron, EL-TAHRI Jihan, *Israel and the Arabs: An Eyewitness Account of War and Peace in the Middle East*, New York, TV Books, 1998.

BROWN Seyom, *The Faces of Power; United States Foreign Policy from Truman to Clinton*, New York, Columbia University Press, 1994.

CLEVELAND William L., *A History of the Modern Middle East* (3ème édition), Colorado, Westview, 2004.

CLOAREC Vincent, LAURENS Henry, *Le Moyen-Orient au 20ème siècle*, Paris, Armand Colin, 2000.

DAALDER Ivo H., LINDSAY James M., *America Unbound; The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington D.C, Brookings Institutions Press, 2003.

FAWCETT Louise, *International Relations of the Middle East*, New York, Oxford, 2005.

FARSOUN Samih K. & ZACHARIA Christina E., *Palestine and the Palestinians*, Colorado, USA, Westview Press, 1997.



FRASER T. G., *The Arab-Israeli Conflict* (2ème édition), New York, Palgrave/Macmillan, 2004.

GARFINKLE Adam, *Politics and Society in Modern Israel* (2ème édition), New York, Sharpe, 2000.

GERGES Fawaz A, *America and Political Islam; Clash of Cultures or Clash of Interests?*, Cambridge/UK, Cambridge University Press, 1999.

GERNER Deborah J. (ed), *Understanding the Contemporary Middle East*, London, Lynne Rienner, 2000.

HALLIDAY Fred, *Islam & The Myth of Confrontation*, London, I. B. Taurus, 2003.

HAYDEN Patrick, LANSFORD Tom, WATSON Robert P. (ed), *America's War on Terror*, Cornwall/UK, Ashgate, 2003.

KAMINSKY Catherine, KRUK Simon, *Le Monde Arabe et Israël aujourd'hui*, Paris, PUF, 1999.

KARSH Efraim (ed), *Between War and Peace: Dilemmas of Israeli Security*, London, Frank Cass, 1996.

KARSH Efraim, *Rethinking the Middle East*, London, Frank Cass, 2003.

KLEIN Claude, *Israël; Etat en Quête d'Identité*, Firenze/Italie, Casterman/Giunti, Mars 1999.

KONOPNICKI Maurice, PETERMANN Simon, *Le Processus de Paix Au Moyen Orient*, Vendôme/France, Presses Universitaires de France, Octobre 1995.

KRAMER Martin, *Arab Awakening & Islamic Revival*, New Jersey/USA, Transaction Publishers, 1996.

LAURENS Henry, *Paix et Guerre Au Moyen Orient; L'Orient Arabe et le Monde de 1945 à Nos Jours*, Paris, Armand Collin, 1999.

MANSOUR Camille, *Beyond Alliance; Israel and U.S. Foreign Policy*, New York/USA, Columbia University Press, 1994.

....., *Israël et les Etats-Unis ; les fondements d'une doctrine stratégique*, Paris, Armand Collin, 1995.

MILTON-EDWARDS Beverly, *Contemporary Politics in the Middle East*, Cornwall/UK, Polity Press, 2000.

MISHAL Shaul, SELA Avraham, *The Palestinian Hamas; Vision, Violence and Coexistence*, New York, Columbia University Press, 2000.

NOUAILHAT Yves-Henri, *Les Etats-Unis et le monde au 20ème siècle*, Paris, Armand Colin, 2000.

OZDAG Umit, LACINER Sedat, ERKMEN Serhat (ed), *Irak Krizi (2002-2003)*, Ankara, ASAM, 2003.

PAPPE Ilan, *A History of Modern Palestine; One Land, Two Peoples*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

PELEG Ilan (ed), *The Middle East Peace Process; Interdisciplinary Perspectives*, Albany/USA, State University of New York Press, 1998.

QUANDT William B., *Peace Process; American Diplomacy And The Arab-Israeli Conflict Since 1967*, Virginia/USA, University of California Press, 2001.

SAID Edward (ed), *Israël, Palestine; L'égalité ou rien*, Mayenne/France, La fabrique, 1999.

SAIKAL Amin, *Islam and the West: Conflict or Cooperation?*, New York, Palgrave/Macmilian, 2003.

SHEFFER Gabriel, *US-Israeli Relations At The Crossroads*, London, Frank Cass, 1997.

SHLAIM Avi, *The Iron Wall: Israel and the Arab World*, London, Norton, 2001.

SMITH Charles D., *Palestine and the Arab –Israeli Conflict: A History With Documents* (5ème édition), Boston, Bedford/St.Martins, 2004.

STERN Brigitte, GHERARI Habib et DELORME Olivier, *Guerre du Golfe: le dossier d'une crise internationale*, Paris, La Documentation Française, 1993.

## **B) PERIODIQUES**

### **Articles**

AWAD Samir, "Background to the Peace Process", *Socialism and Democracy*, New York, Eté 2002, Vol: 16, No: 2, pp. 12-17.

AYOUB Mohammed, "Political Islam; Image and Reality", *World Policy Journal*, New York, Automne 2004, Vol: 21, No: 3, pp. 1-14.

BLIGH Alexander, "The Intifada and the new political role of the Israeli Arab leadership", *Middle Eastern Studies*, Janvier 1999, Vol: 35, No: 1, pp. 134-165.

BYMAN Daniel, SCHEUER Michael, LIEVEN Anatol, LANG Patrick W., "Iraq, Afghanistan and the War on Terror", *Middle East Policy*, Printemps 2005, Vol: 12, No: 1, pp. 1-24.

CLARKE Jonathan G., "A Foreign Policy Report Card on the Clinton – Gore Administration", *Policy Analysis*, Octobre 2000, No: 382, pp. 1-18.

COBBAN Helena, "The PLO and the Intifada", *The Middle East Journal*, Printemps 1990, Vol: 44, No: 2, pp. 207-234.

EILTS Hermann Frederick, "The Wye Memorandum Breakthrough or Band-aid?", *American Diplomacy*, Octobre 1998.

ESPOSITO John L., "Political Islam; Beyond the Green Menace", *Current History*, Academic Research Library, Janvier 1994, Vol: 93, No: 579, pp. 19-25.

FREEDMAN Robert O, "Israeli-Russian relations since the collapse of the Soviet Union", *The Middle East Journal*, Washington, Printemps 1995, Vol: 49, No: 2, pp. 233-248.

KEMP Geoffrey, "Middle East Opportunities", *Foreign Affairs*, 1988-1989, Vol: 68, No: 1, pp. 139-158.

MAILA Joseph, "Le Moyen-Orient dans la tourmente", *Ramses 2005*, Paris, Dunod, 2004, pp. 79-95.

MANSOUR Camille, "The Impact of 11 September on the Israeli-Palestinian Conflict", *Journal of Palestine Studies*, Hiver 2002, Vol: 31, No: 2, pp. 5-19.

MEZVINSKY Norton, "The underlying realities of the Israeli-Palestinian conflict after 11 September", *Arab Studies Quarterly*, Belmont, Hiver 2003, Vol: 25, No: ½, pp. 197-208.

NAJJAR Fauzi, "The Arabs, Islam and Globalization", *Middle East Policy*, Washington, Automne 2005, Vol: 12, No: 3, pp. 91-107.

OTTOLENGHI Emanuele, "Why Palestinians and Israelis Are Not Ready For Peace", *Survival*, Printemps 2004, Vol: 46, No: 1, pp. 41-54.

PERETZ Don, "Intifadeh: The Palestinian Uprising", *Foreign Affairs*, Eté 1988, Vol: 66, No: 5, pp. 964-980.

SALLA Michael E., "Personal Empowerment as the Missing Ingredient for a Resolution of the Israel/Palestine Conflict", *The Online Journal of Peace and Conflict Resolution*, 2003.

SCHAFER David, "The Origine of the Israeli/ Palestinian Conflict: The Defining Moment", *The Humanist*, Jan. / Fév. 2003, Vol: 63, No: 1, pp. 24-30.

SOSEBEE Stephen T., "The Passing of Yitzhak Rabin, Whose "Iron Fist" Fueled the Intifada", *The Washington Report on Middle East Affairs*, Washington, Octobre 1990, Vol: 9, No: 5, p. 9.

....., "Israel's Hamas Card Hasn't Split the Intifada", *The Washington Report on Middle East Affairs*, Washington, 30.09.1990, Vol: 9, No: 4, p. 12.

STEINBERG Gerald M., "Barak's Complex Foreign Policy Agenda", *Jerusalem Letter / Viewpoints*, No: 409, 01.07.1999.

SWAZO K. Norman, "Primacy or World Order?: The New Pax Americana", *International Journal on World Peace*, New York, Mars 2004, Vol: 21, No: 1, pp. 15-37.

USHER Graham, "The Palestinians after Arafat", *Journal of Palestine Studies*, Washington, Printemps 2005, Vol: 34, No: 3, pp. 42-56.

ZIAD Abu-Zayyad, "Mahmoud Abbas (Abu Mazen): The Arafat Legacy, the Challenges, the New Perspectives", *Palestine - Israel Journal of Politics, Economics & Culture*, 2004/2005, Vol: 11, No: ¾, pp. 149-154.

ZHANG Xiaodong, "China's interests in the Middle East: Present and future", *Middle East Policy*, Washington, Février 1999, Vol: 6, No: 3, pp. 150-159.

### **Journaux et bulletins**

AGHA Hussein, MALLEY Robert, " Hamas at the table", *The Boston Globe*, 24.01.2006.

COLLY Aurélien, "Le n°1 du Hamas s'explique ", *Radio France International*, 10.02.2006.

CATLEY Bob, "Global America Will the Unipolar Moment Pass?", *A Joint Conference of The third Wellington Conference on World Affairs, The European Union Studies Association, and The New Zealand Political Studies Association, Victoria University of Wellington*, 01.12.1999.

DAOUDI Mounia, "Kadima lance sa campagne pour les législatives", *Radio France International*, 26.12.2005.

....., "Pas de négociations politiques à Charm Al Cheikh", *Radio France International*, 07.02.2005.

DE LANSALUT Gaetane, "Bruxelles fait pression sur le Hamas", *Radio France International*, 30.01.2006.

....., "Poutine invite le Hamas à discuter", *Radio France International*, 10.02.2006.

ERLANGER Steven, "Israel will cooperate with Palestinians", *The New York Times*, 06.02.2006.

GAS Valérie, "Le Hamas reste sur ses positions", *Radio France International*, 28.01.2006.

GRESH Allain, "La dernière guerre du Général Ariel Sharon", *Le Monde Diplomatique*, Avril 2002.

KAPELIOUK Amnon, “Les dessous du désengagement israélien”, *Le Monde Diplomatique*, Décembre 2004.

LESIEUR Philippe Quillerier, “Sharon provoque un bouleversement politique”, *Radio France International*, 21.11.2005.

NASSIB Selim, “Pour en finir avec le monde arabe”, *Le Monde Diplomatique*, Mars 2003.

RAPOPORT Meron, “Quitter Gaza pour mieux garder la Cisjordanie”, *Le Monde Diplomatique*, Août 2005.

REES Matt, HAMAD Jamil, “Escaping Arafat's Shadow”, *Time*, Vol: 165, No: 11.

YVON Xavier, “Les Israéliens sous le choc”, *Radio France International*, 28.01.2006.

ZAKARIA Fareed, “The Things That Have Not Changed”, *Newsweek*, Vol: 147, No: 3.

### C) Les Sources Electroniques

Abbas, Mahmoud (Abou Mazen), <http://www.medeia.be/index.html?page=0&lang=fr&idx=0&doc=1>, 04.12.2005.

Abou Mazen ou Mahmoud Abbas, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/a12309>, 04.01.2006.

Chronologie de la deuxième Intifada (2000-2001), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/chronointifada2part1>, 22.11.2005.

Chronologie de la deuxième Intifada (2002), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/chronointifada2part2>, 22.11.2005.

Chronologie du conflit israélo-palestinien de 2002 à nos jours, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/a12330>, 23.11.2005.

Conseil européen de Nice, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/nice>, 27.02.2006.

Conseil européen de Göteborg (15 et 16 juin 2001), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/europe/goteborg>, 28.02.2006.

Déclaration de George W. Bush à la Maison Blanche (24 juin 2002), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/declabush20020624>, 06.03.2006.

Déclaration tripartite Etats-Unis-Israël-Palestiniens Camp David (États-Unis), 25 juillet 2000 <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/campdavid2000-fr>, 24.11.2005

Déclaration de Taba israélo-palestinienne, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/taaba-intro>, 04.03.2006.

Discours de Yasser Arafat devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/arafat88>, 13.10.2005.

Feuille de Route axée sur des résultats et destinée au règlement permanent du conflit israélo-palestinien sur la base de deux Etats, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/IMG/pdf/Feuillederoute.pdf>, 07.03.2006.

George Bush: Déclaration « de la roseraie » (4 Avril 2002), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/declabushroseraie>, 24.11.2005.

Kadima, <http://knessetupdate.com/party.asp?pid=63>, 04.02.2006.

L'Accord de Charm Al Cheikh, <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/cisjordaniecharm1999>, 07.07.2006.

L'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza Washington 28 septembre 1995, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/oslo2-fr>, 25.10.2005.

L'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza Washington 28 septembre 1995, <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/cisjordanieoslo2>, 07.07.2006.

L'Accord sur la bande de Gaza et la zone de Jéricho Le Caire 4 mai 1994, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/caire94-fr>, 25.10.2005.

La XIXe Session du Conseil National Palestinien Déclaration d'Indépendance, Alger 15 novembre 1988, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/alger88-fr>, 13.10.2005.

La déclaration européenne de Barcelone (17 mars 2002), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/uebarcelone>, 28.02.2006.

La Déclaration de principes sur les aménagements de l'autonomie provisoire Washington 13 septembre 1993, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/declaration93-fr>, 22.10.2005.

La Résolution 1397 de l'ONU (13 Mars 2002), <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/reso1397>, 23.11.2005.

Le résultat de l'élection du 6 février, <http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/barak/dossier.asp?ida=224756>, 22.11.2005.

Le retrait de Gaza en dates, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/08/CHAKRAVERTY/12528>, 02.12.2005.

Les conclusions du rapport Mitchell, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/rapportmitchell-intro>, 05.03.2006.

Les Frontières du Redéploiement Israélien Selon le Mémorandum de Wye River, [http://www.fmep.org/maps/map\\_data/redeployment/current\\_projected\\_israeli.html](http://www.fmep.org/maps/map_data/redeployment/current_projected_israeli.html), 07.07.2006.

Les minutes des négociations de Taba, par M. Moratinos, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/tabaminutes-texte>, 04.03.2006.

Lettres de reconnaissance mutuelle échangées entre M. Arafat et Rabin, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/lettre93-fr>, 22.10.2005.

L'Union européenne, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/unioneuropeenne>, 15.10.2005.

Mémorandum de Charm Al Cheikh sur la mise en oeuvre du calendrier d'application des engagements en suspens découlant des accords signés et sur la reprise des négociations sur le statut permanent 4 septembre 1999, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/charm99-fr>, 20.11.2005.

Memorandum de Wye River 23 octobre 1998, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/wyeplantation-fr>, 01.11.2005.

Moratinos (Miguel Angel MORATINOS CUYAUBE), <http://www.medea.be/index.html?page=0&lang=fr&doc=343>, 27.02.2006.

Propositions de William Clinton aux négociateurs palestiniens et israéliens, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/propclinton>, 03.03.2006.

Protocole d'accord sur le redéploiement dans la ville d'Hébron, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/hebron97-fr>, 18.05.2006.

Protocole d'accord sur le redéploiement dans la ville d'Hébron, [http://www.fmep.org/maps/map\\_data/redeployment/hebron\\_redeployment\\_map.html](http://www.fmep.org/maps/map_data/redeployment/hebron_redeployment_map.html), 07.07.2006.

President Bush Discusses Importance of Democracy in Middle East (le 4 février 2004), The White House, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/02/20040204-4.html>, 10.02.2006.

President Bush Meets with Prime Minister Sharon (le 10 juin 2002), The White House, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/06/20020610-1.html>, 06.03.2006.

President Bush Meets with Australian Prime Minister (le 13 juin 2002), The White House, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/06/20020613-8.html>, 06.03.2006.

President to Send Secretary Powell to Middle East (le 4 avril 2002), The White House, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/04/20020404-1.html>, 05.03.2006.

Radio Address by the President to the Nation (le 20 avril 2002), The White House, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/04/20020420.html>, 06.03.2006.

Raed Mahmoud Raef Karmi, [http://www.mfa.gov.il/MFAFR/MFAArchive/2000\\_2009/2002/1/Raed%20Mahmoud%20Raef%20Karmi%20-%2014-Jan-2002](http://www.mfa.gov.il/MFAFR/MFAArchive/2000_2009/2002/1/Raed%20Mahmoud%20Raef%20Karmi%20-%2014-Jan-2002) , 22.11.2005.

Sommet de Camp David, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/campdavid2000>, 01.05.2006.

Sommet de Charm Al Cheikh, <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/declaclinton>, 02.03.2006.

The Clinton Parameters (23 décembre 2000), Foundation For Middle East Peace, [http://www.fmep.org/resources/peace\\_plans/clinton\\_parameters.html](http://www.fmep.org/resources/peace_plans/clinton_parameters.html), 03.03.2006.

The National Security Strategy of United States of America, September 2002, The White House, <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.pdf>, 08.03.2006.

The Tenet Plan, <http://www.mideastweb.org/tenet.htm>, 19.05.2006.

UE, Rôle de l'UE dans le processus de paix et l'assistance future au Proche-Orient, <http://www.medeab.be/?page=0&lang=en&doc=296>, 18.10.2005.



**TEZ ONAY SAYFASI**

<b>Üniversite</b>	Galatasaray Üniversitesi
<b>Enstitü</b>	Sosyal Bilimler Enstitüsü
<b>Adı Soyadı</b>	Umut Güngörür
<b>Tez Başlığı</b> Temel Faktörler	Filistin-İsrail Barış Girişimlerinin Başlamasında Rol Oynayan
<b>Savunma Tarihi</b>	11.10.2006
<b>Danışman</b>	Doç.Dr.Enis Tulça

**JÜRİ ÜYELERİ**

<b>Ünvanı, Adı Soyadı</b>	<b>İmza</b>
Prof.Dr.Beril Dedeoğlu	
Doç.Dr.Enis Tulça	
Yrd.Doç.Dr.Nazlı Aytuna	

**Enstitü Müdürü**

Doç.Dr.İdil Kaya